

Université Abderrahmane Mira de Bejaïa

**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES SCIENCES DE
GESTION**

DEPARTEMENT DES SCIENCES ECONOMIQUES

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de Master en sciences économiques

Option : Economie Appliquée et Ingénierie Financière

Thème

*Essai d'analyse de l'impact des réaménagements
des Taux de la TVA sur les secteurs hors
hydrocarbures en Algérie*

Présenté par les étudiants :

BELLOUZ Kousayla

BENKAID Siham

Encadré par L'enseignant :

M^r TARMOUL RABAH

Devant le jury composé de :

M^r AKROUR

M^{me} AMRANI

Remerciements

*Nous remercions très chaleureusement notre encadreur
M^r TARMOUL pour son encadrement, son aide, ses conseils et
encouragements.*

*Nous remercions avec nos profondes gratitudees tous nos
professeurs qui nous ont guidés pendant notre formation et nos
études.*

*Nos chers parents, à ceux dont on ne peut jamais leur rendre ce
qu'ils ont fait pour nous, ceux qui ont su nous conduire dans le bon
chemin.*

*Et enfin, nos vifs remerciements sont adressés à tous nos amis qui nous
ont beaucoup aidés, durant notre formation, par leurs conseils et leurs
encouragements.*

BELLOUZ Kousayla

BENKAID Siham

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à :

Mes chers parents

Que ce travail puisse constituer une compensation pour tous leurs nobles sacrifices pour assurer mon bien être et mon éducation.

Que DIEU vous garde.

Mes chères sœurs : Dihya, Manel et Lina.

Ma chère Celia.

Mes chers amis.

*Et à toute personne qui a contribué, de loin ou de près,
à l'élaboration de ce travail.*

BELLOUZ Kousyala.

Avec un énorme plaisir, un cœur ouvert et une immense joie,

que je dédie mon travail à mes très chers, respectueux et magnifiques

parents qui m'ont soutenue tout au long de ma vie, ainsi

qu'à mon frère Fayçal et ma petite sœur Hanane.

Et en particulier à mon mari sans oublier mon beau-frère Moumen.

A mes amies « Khadija, Zakia, Sadjia, Koko, Katy, Katia... »

Et toute personne qui m'a encouragé ou aidé au long de mes études.

BENKAID Siham.

TABLE DES MATIERS

Introduction générale	01
Chapitre 01 : Aspects théoriques de l'impôt et des dépenses publiques	03
Introduction	03
I - Les fonctions de l'Etat et la politique fiscale	04
I-1. Le financement des dépenses publiques	05
I-2. La redistribution.....	05
I-3. Régulation de l'activité économique et stabilisation	05
I-4. Incitations fiscales et manipulation des comportements	06
I-5. Les comportements des agents économiques et l'évitement fiscal	07
I-6. L'impôt	08
II- La conception Keynésienne	09
II-1. Les différentes modalités d'intervention de l'Etat selon Keynes	10
II-2. Politique de relance Keynésienne	11
II-3 Le modèle keynésien	13
II-3.1 La notion de demande effective	13
II-3.2 Relation entre Consommation et revenu	14
II-3.3 Portée de la loi sur les politiques économiques	15
II-3.3.1 L'explication keynésienne pour une politique de relance modèle IS-LM.....	15
II-3.3.2 Le Multiplicateur Keynésien.....	16
III- La conception de la nouvelle école classique	20
III-1. La contre politique budgétaire de Keynes.....	21
III-1.1 La courbe de LAFFER	22
III-2. Apport des analyses des nouveaux économistes anti-Keynes	23
Conclusion	25
Chapitre 02 : Performance de l'économie algérienne	27
Introduction	27
I-Présentation de l'économie Algérienne	28
I-1 L'évolution du PIB	28
I-1.1 Les principaux secteurs du PIB	29
I-1.2 Le PIB hors hydrocarbures.....	31
I-2 Les cours du pétrole	33
I-3 Les Exportations	34

II- Le budget de L'état et la politique budgétaire	34
II-1 Les recettes budgétaires	35
II-2 Les dépenses budgétaires	36
II-3 Le Fonds de régulation des recettes (FRR)	38
II-3.1 Financement des déficits budgétaires par le FRR.....	39
II-4 Le solde budgétaire.....	40
III- Les réformes et apports de loi de finance.....	42
III-1 Les apports de la loi de finance 2017.....	43
III-2 Analyse du poids de la TVA dans l'économie algérienne.....	45
Conclusion.....	46
Chapitre 03 : Modélisation d'un modèle VAR et VECM	48
Introduction	48
I-Méthode d'estimation	49
II-Modélisation des modèles économiques	51
II-1. Modélisation de la consommation finale des ménages	51
II-1.1 Justification du choix des variables.....	51
II-1.2. Analyse graphique des séries	52
II-1.3. Analyse statistique	53
II-1.3.1. Etude de la stationnarité des séries de données Teste de Dickey-Fuller.....	53
II-1.3.2 Modélisation d'un processus VAR.....	54
II-1.3.3 Teste de co-intégration de Johansen (test de la trace).....	61
II-1.3.4. Estimation d'un modèle VECM.....	62
II-2. Modélisation de la Valeur ajouté hors hydrocarbure.....	64
II-2.1. Justification du choix des variables.....	64
II-2.2. Analyse graphique des séries	65
II-2.3.1. Etude de la stationnarité des séries de données Teste de Dickey-Fuller.....	66
II-2.3.2 Modélisation d'un processus VAR.....	67
II-2.3.3 Teste de co-intégration de Johansen (test de la trace).....	75
II-2.3.4. Estimation d'un modèle VECM.....	76
Conclusion.....	79
Conclusion générale.....	80
References bibliographiques	
Annexes	

Liste des figures

Figure N° 01 : La politique de relance par la demande selon Keynes	12
Figure N° 02 : La fonction de consommation keynésienne	15
Figure N° 03 : La Courbe IS-LM.....	16
Figure N°04 : l'offre crée sa propre demande.....	20
Figure N°05 :la courbe de LAFFER.....	23
Figure N°06 : PIB Courant Annuel	28
Figure N°07 : Les principaux secteurs du PIB	30
Figure N°08 : Evolution des principaux secteurs du PIB.....	31
Figure N°09 : Le PIB hors hydrocarbure.....	32
Figure N°10 : Evolution des prix de pétrole en Dollars courant.....	33
Figure N°11 : Evolution des recettes budgétaire 1980-2015.....	36
Figure N°12 : Evolution des dépenses publiques 1980-2015.....	37
Figure N° 13 : Evolution des soldes budgétaires primaires depuis 1980.....	40
Figure N° 14 : Emplois du FRR.....	41
Figure n°15 : Evolution de la TVA par rapport au PIB.....	45
Figure n°16 : Evolution de la TVA par rapport à la valeur ajoutée.....	46
Figure n°17 : Séries CONS, REV, TVA, IPC, EPA.....	52
Figure N°18 : Stationnarité du modèle VAR (1 ^{er} modèle).....	57
Figure N°19 : Réponse du CONS pour les chocs sur les variables REV, TVA, EPA.....	60
Figure N°20 : stationnarité du modèle VECM (1 ^{er} modèle).....	64
Figure N°21 : Séries VAHH, CANS, PxP, DEP.....	65
Figure N°22 : Stationnarité du modèle VAR (2 ^{er} modèle).....	69
Figure N°23 : Réponse du VAHH pour les chocs sur les variables PxP, CONS et DEP.....	72
Figure N°24 : Stationnarité du modèle VECM (2 ^{er} modèle).....	78

Liste des Tableaux :

Tableau N°01 : Choix du nombre de retards (p) (1 ^{er} modèle).....	53
Tableau N°02 : Résultats des tests de stationnarité d'ADF (1 ^{er} modèle).....	53
Tableau n°03 : Résultats de la recherche du nombre de retard (1 ^{er} modèle).....	54
Tableau N°04 : Estimation du processus VAR (1) (1 ^{er} modèle).....	55
Tableau N°05 : Test d'auto-corrélation (1 ^{er} modèle).....	58
Tableau N°06 : Résultat du test d'hétéroscédasticité de White (1 ^{er} modèle).....	58
Tableau N°07 : Résultat du de la causalité au sens de Granger sur CONS.....	59
Tableau N°08 : Test de trace de la co-intégration (1 ^{er} modèle).....	61
Tableau N°09 : La relation de long terme (1 ^{er} modèle).....	63
Tableau N°10 : Choix du nombre de retards (p) (2 ^{ème} modèle).....	66
Tableau n°11 : Résultats des tests de stationnarité d'ADF.....	66
Tableau n°12 : Résultats de la recherche du nombre de retard (2 ^{er} modèle).....	67
Tableau N°13 : Estimation du processus VAR (1) (2 ^{ème} modèle).....	67
Tableau N°14 : Test d'auto-corrélation (2 ^{ème} modèle).....	70
Tableau N°15 : Résultat du test d'hétéroscédasticité de White (2 ^{ème} modèle).....	70
Tableau N°16 : Résultat du de la causalité au sens de Granger sur VAH.....	71
Tableau N°17 : Décomposition de la variance de VAHH.....	73
Tableau N°18 : Décomposition de la variance de PxP.....	74
Tableau N°19 : Décomposition de la variance de DEP.....	74
Tableau N°20 : Décomposition de la variance de CONS.....	75
Tableau N°21 : Test de trace de la cointégration (2 ^{ème} modèle).....	75
Tableau N°22 : La relation de long terme.....	77

Introduction générale

Introduction Générale

L'impôt constitue, depuis fort longtemps, l'élément central qui permet le financement des dépenses des Etats-Nations, en matière de fourniture des services et biens publics. Les Etats sont contraints de fournir ce type de biens et services en raison de désintéressement du secteur privé. Ces biens sont non excusables et non exclusif. Néanmoins, l'impôt payé principalement par les opérateurs économiques risque de devenir un frein pour la croissance économique. En effet, dans les conditions d'imposition jugées trop excessives, l'activité économique ralentira. Les opérateurs abandonnent leurs investissements ou les délocalisent vers d'autres pays. Ce phénomène est expliqué théoriquement à travers la courbe de Laffer « trop d'impôts tue l'impôt ». Donc il est judicieux, pour un Etat, d'avoir une politique fiscale avec des taux d'impositions convenable avec l'objectif d'assurer le financement des biens et services publics, d'une part, et d'autre part à ne pas gêner et freiné l'activité économique.

En Algérie, le tâtonnement pour assoir une politique fiscale en adéquation avec les mutations économiques que connaît le pays a démarré au début des années 1990. Les réaménagements apportés depuis à la politique fiscale, vise principalement l'élargissement de l'assiette d'imposition dans le but de réduire l'économie informelle, d'une part, et d'autre part des allègements pour les opérateurs de la sphère officielle pour les encourager à faire des investissements nouveaux. Néanmoins, force est de constater qu'en dépit des efforts fournis en matière de réaménagement du taux et de facilité d'allègement accordé, les recettes fiscales en Algérie demeurent, toujours, tributaires de l'impôt particulier appelé « fiscalité pétrolière » et l'économie non diversifiée est dépendante des hydrocarbures. Dans de telles conditions et dans une atmosphère où l'économie informelle, sous ses diverses formes bat sont pleins, les réaménagements apportés aux taux de TVA dans la loi de finance pour 2017, serait-il susceptibles de redresser le budget de l'Etat et compensé le manque à gagner de la baisse des quantités de gaz et de pétrole exportées ? Dans la mesure où la réponse est affirmative, les taux de TVA revus à la hausse, ne risquent t'ils pas de freiner la croissance du secteur productif algérien ?

La réponse à ces deux questions constituera notre problématique dans notre présent travail. Il s'agit en fait d'essayer d'évaluer l'impact de l'augmentation des taux de la TVA sur l'évolution des recettes fiscales et sur la valeur ajoutée hors hydrocarbure en Algérie. Pour se faire, nous avons procéder en deux temps. Dans un 1^{er} temps, nous nous sommes consacrés à des lectures sur la littérature économique se rapportant à l'impôt et les dépenses



publiques. Cette étape s'est soldé par la rédaction d'un chapitre intitulé « Aspect théorique de l'impôt et dépense publique ». Dans un 2eme temps, notre préoccupation s'est orienté vers des lectures sur l'évolution et la structure de l'économie algérienne dans le but d'en décelé quelque performance. Cette étape nous a permis de rédigé le second chapitre intituler « Performance de l'économie algérienne ». Puis, à base de nos conclusions du chapitre 2, nous avons estimé deux modèles économétriques que nous avons spécifiés, à l'aide d'un modèle VAR et VECM. Cette estimation a donné lieu à la rédaction du troisième chapitre intitulé : Analyse de l'impact de la TVA sur l'évolution de la valeur ajoutée hors hydrocarbures.

Chapitre I

**Aspects théoriques de l'impôt et des dépenses
publiques**

Introduction

L'un des instruments de la politique économique, est la politique budgétaire, et comme le dictionnaire le définit : « La politique budgétaire est une politique économique qui consiste à utiliser le budget de l'État : dépenses, recettes ; pour atteindre certains objectifs. »¹ Autrefois, le budget de l'État ne jouait pas de rôle économique. Il servait seulement à procurer des ressources à l'État afin d'assurer le bon fonctionnement des administrations. C'est seulement à partir de la crise des années 1930 que les autorités économiques ont commencé à considérer le budget, ses dépenses et ses recettes, comme un instrument de politique économique. Le budget de l'État peut donc être utilisé dans le cadre d'une Politique de régulation de la conjoncture.

Le budget des administrations publiques, qui recouvre les budgets de l'Etat, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale, remplit à la fois les fonctions d'allocation, de redistribution et de stabilisation de l'économie. Cependant le terme de politique budgétaire renvoie essentiellement à la fonction de stabilisation : selon Paul Samuelson, c'est « le processus consistant à manipuler les impôts et les dépenses publiques aux fins : 1° de contribuer à amortir les oscillations du cycle économique, et 2° de favoriser le maintien d'une économie progressive, assurant un degré d'emploi élevé, affranchie de toutes poussées excessives d'inflation ou de déflation »².

Et selon la théorie keynésienne, la politique budgétaire peut servir à stimuler la demande globale et à relancer une économie stagnante. Cependant, l'idéologie classique (néoclassique) ou anti-keynésienne prône que la politique budgétaire expansionniste n'a aucun effet favorable sur l'activité économique. Mais l'expérience de certains pays³ d'après Cour & al (1996) ont conduit à proposer des modèles théoriques intermédiaires entre les deux approches antagonistes. Ainsi, l'examen de la politique budgétaire importe de distinguer au préalable les différents courants de pensée au cœur de l'analyse économique.

¹Jean-Yves Capul, Olivier Garnier (2012), *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*. édition Hatier, p. 26.

²Samuelson, 1953, p. 327.

³D'après Philippine Cour et al., il s'agit de l'expérience Danoise des années 1983 à 1986, celle de l'Irlande des années 1986 à 1989, « au cours desquelles, la réduction drastique des déficits publics ne s'est pas traduite par des pertes de croissance. »

I - Les fonctions de l'Etat et la politique fiscale

En 1959, dans un ouvrage⁴ devenu un classique de l'analyse économique, Richard Musgrave donnait la définition désormais canonique des fonctions de l'Etat. Ces fonctions sont au nombre de trois⁵ :

- L'allocation et la production de biens publics : qui naissent du caractère socialement insatisfaisant ou sous optimal du fonctionnement des marchés notamment du fait de la présence d'externalités ;
- L'équité et la justice distributive : visent en particulier à corriger les inégalités engendrées par la répartition primaire des revenus, dans le sens de la justice sociale ;
- La politique et la stabilisation macroéconomique : sont essentiellement tournées vers la lutte contre l'inflation et le chômage et pour relancer l'activité en situation dépressive.

Cette division des tâches de l'Etat en trois fonctions vise essentiellement à organiser conceptuellement l'étude des finances publiques à partir d'une typologie simple. Mais elle conduit également à mettre en évidence des dimensions microéconomiques et des dimensions macroéconomiques de l'activité publique. En outre, dans son ouvrage de 1959, Musgrave s'attache à montrer que les budgets publics sont interdépendants de sorte que les trois fonctions elles-mêmes sont interdépendantes. Par exemple l'allocation de ressources pour pallier la présence d'effets externes négatifs ou la stimulation de la demande dans le cadre de stratégies de croissance ne sont pas sans conséquences sur la redistribution.

Si la politique budgétaire peut se définir comme l'ensemble des actions menées par les pouvoirs publics ayant un support financier, qu'il s'agisse de dépenses ou de recettes, alors la politique fiscale n'est que l'une des dimensions de cet ensemble. Concrètement, elle correspond à la manière dont le gouvernement décide de distribuer les dépenses publiques suivant la pérennité financière de l'État.

Cette politique peut favoriser l'augmentation des impôts et des taxes au profit des services publics ou au contraire, réduire ces dépenses afin de baisser les impôts des contribuables et suggérer une relance de la consommation des ménages avec l'argent disponible non affecté aux impôts.

Le gouvernement peut choisir de définir une politique fiscale avantageuse ou restrictive afin d'équilibrer les dépenses publiques et relancer l'économie.

⁴Richard A. Musgrave (1959), *“The Theory of Public Finance. A study in public economy”*, New York, McGraw-Hill.

⁵On reprend ici de manière synthétique la présentation rénovée donnée par Musgrave de ces trois fonctions dans James M. Buchanan and Richard A. Musgrave (1999), *Public Finance and Public Choice. Two Contrasting Visions of the State*, Cambridge (Ma), The MIT Press.

I-1. Le financement des dépenses publiques

Les dépenses publiques correspondent aux dépenses effectuées par l'Etat, par les collectivités territoriales (communes, wilaya) et par les organismes de Sécurité sociale.

Elles englobent à la fois, les dépenses de fonctionnement (salaires des fonctionnaires, entretien des bâtiments, etc.) et les dépenses d'investissement ou d'équipements (construction de bâtiments et d'infrastructures, hôpitaux publics, bibliothèques, routes, etc...).

Et elles ont plusieurs sources de financement dont le 1^{er} est, les cotisations sociales (payées par les salariés et les employeurs) et le 2^{ème} est caractérisé par, les impôts directs et indirects, notamment les taxes et certaines recettes de l'Etat comme la vente des timbres-poste.

I-2. La redistribution

La redistribution vise à corriger les inégalités de la répartition des revenus et des richesses. Elle peut prendre une forme monétaire ou non monétaire. Traditionnellement, on distingue deux dimensions de la redistribution. La redistribution horizontale opère des transferts qui ne sont pas motivés par la hiérarchie des revenus. Il s'agit donc soit d'opérations intervenant entre ménages situés dans la même strate de revenus, soit d'opérations fondées sur d'autres critères que le revenu. La protection sociale répond le plus souvent à ce type de problématique puisqu'elle vise à effectuer des transferts de ressources au profit de personnes exposées à un risque social : maladie, maternité, famille...

Quant à la redistribution verticale, elle prend en compte la hiérarchie des revenus et cherche à en réduire les inégalités. Dans ce cadre, l'objectif de la redistribution fiscale est le resserrement de l'éventail des revenus et son instrument privilégié est l'impôt progressif sur le revenu. On dit d'un impôt qu'il est progressif lorsque le taux moyen d'imposition croît plus vite que le revenu ce qui signifie que l'élasticité du rendement de l'impôt est supérieure à 1.

I-3. Régulation de l'activité économique et stabilisation

Pour contrôler l'équilibre macroéconomique, assurer la croissance et tendre vers le plein emploi, on distingue habituellement les politiques centrées sur la demande visant au soutien ou à la relance de l'activité économique, des politiques privilégiant l'offre, plus restrictives, favorables à l'épargne et/ou cherchant à améliorer la compétitivité des entreprises.

Selon l'analyse keynésienne, l'impact positif sur la croissance et l'emploi des politiques budgétaires est le résultat du multiplicateur. Toutefois, pour les keynésiens, une hausse des dépenses publiques n'est pas équivalente à une diminution des recettes. En effet, le

multiplicateur des dépenses budgétaires est supérieur au multiplicateur fiscal en raison des délais plus lents de réaction des revenus individuels et donc de la consommation, aux modifications de la fiscalité.

Pour leur part, les économistes de l'offre ne croient pas en l'effectivité du multiplicateur et critiquent ce qu'ils appellent les "dégâts du keynésianisme", en particulier la mauvaise allocation des capacités productives au sein de l'économie qui serait engendrée par les distorsions que provoquent les prélèvements obligatoires et les dépenses publiques. C'est la raison pour laquelle ils soutiennent que la baisse des charges fiscales est l'instrument de la réduction des dépenses publiques dont il devrait résulter une relance de l'investissement et de l'activité permettant à terme de combler les déficits publics.

Comme cela a été souligné à l'occasion des débats récents sur l'efficacité de la politique budgétaire⁶, il faut également tenir compte de l'effet contra-cyclique de la plupart des activités publiques, notamment les prélèvements obligatoires. Ces activités présentent une certaine inertie par rapport à la conjoncture et agissent comme des stabilisateurs automatiques. En particulier, les prélèvements obligatoires et singulièrement l'impôt sur le revenu des personnes physiques augmentent en période d'expansion et diminuent durant les récessions. Les variations sont d'autant plus importantes que les prélèvements présentent un profil progressif. A cet égard, Robert Solow soutient que les politiques fiscales s'attaquant à la progressivité des prélèvements, remettent en cause la capacité des budgets à atténuer spontanément l'impact des chocs conjoncturels⁷.

I-4. Incitations fiscales et manipulation des comportements

Les incitations fiscales visant à manipuler les comportements des agents économiques, occupent une place de plus en plus importante dans les politiques fiscales. L'interventionnisme fiscal est pratiqué, de manière massive, depuis très longtemps, mais il avait surtout une vocation économique et sociale⁸. Dans la période récente les incitations fiscales sont de plus en plus utilisées pour décourager les activités nuisibles ou encourager les activités socialement appréciées de manière positive.

Le mécanisme par lequel procèdent les incitations fiscales peut être décrit en partant de l'impact d'un prélèvement sur un marché quelconque. La présence d'un impôt provoque dans

⁶ Sur ce débat, voir Henry Sterdyniak (2005), "Faut-il une politique budgétaire ?", *Les Cahiers français*, n° 329, Novembre-décembre, pp. 34-39.

⁷ Robert Solow (2002) "Peut-on recourir à la politique budgétaire ? Est-ce souhaitable ?", *Revue de l'OFCE*, n° 83, pp. 7-24.

⁸ Gilbert Orsoni (1995), *L'interventionisme fiscal*, Paris, PUF.

une transaction quelconque une disjonction entre le prix, payé par l'acheteur et le prix encaissé par le vendeur. Cette différence entre le prix toutes taxes et/ou toutes charges sociales comprises, et le prix hors taxes, collectée par les administrations publiques et sociales, est appelée "coin fiscal". Selon les économistes, le coût en bien-être de l'impôt est supérieur à cette seule ponction de valeur monétaire, car en modifiant le système des prix relatifs, l'impôt modifie également les comportements économiques. Si l'on distingue l'effet de revenu qui résulte directement du prélèvement opéré sur les ressources des agents de l'effet de substitution qui provient des nouveaux arbitrages ou des réaffectations de ressources qui apparaissent après la modification du signal transmis par les prix, l'excès de charge fiscale correspond à ce dernier effet de substitution. C'est la raison pour laquelle l'une des conditions d'une fiscalité efficace est qu'elle minimise l'excès de charge fiscale.

Plusieurs raisons peuvent expliquer que l'on n'atteigne pas cette situation idéale d'efficacité fiscale. Les instruments fiscaux indispensables peuvent n'être pas disponibles⁹. Surtout, les marchés peuvent eux-mêmes n'être pas efficaces. Cela pose bien sûr le problème de la concurrence imparfaite mais surtout celui de la présence d'externalités. Il y a externalité lorsque l'action d'un agent économique influe positivement ou négativement sur l'utilité d'au moins un autre agent, sans que cette interaction transite par le mécanisme des prix. Par exemple, la pollution (ou le tabagisme) peut être considérée comme une externalité négative que les économistes proposent d'internaliser selon la solution formulée par Pigou en 1920¹⁰, afin que les acteurs économiques prennent en charge tous les coûts engendrés par leurs activités. Dans ce cadre, le recours à la fiscalité¹¹ doit permettre l'internalisation du coût de la pollution car elle corrige la perception qu'ont les agents économiques du prix ou du coût de leurs activités.

I-5. Les comportements des agents économiques et l'évitement fiscal

Les comportements des agents économiques sont traditionnellement considérés comme un obstacle potentiel à l'efficacité de l'impôt. Les agents économiques disposent en effet de la faculté de reporter sur d'autres la charge d'un impôt en manipulant les variables économiques (salaire ou prix par exemple) qu'ils contrôlent. C'est le phénomène de la translation dont l'impact sur les prix ou les revenus se diffuse progressivement. Au total, des distorsions

⁹ Pour une discussion du problème général de la taxation optimale et du critère d'efficacité, voir Jean-Marie Monnier (1998), *Les prélèvements obligatoires*, Paris, Economica.

¹⁰ Arthur Cecil Pigou (2002), *The Economics of Welfare*, New Brunswick, Transaction Publishers.

¹¹ Parfois il s'agit de majorations très importantes des impôts en raison d'une faible élasticité-prix de la consommation, comme dans le cas du tabac.

apparaissent dans les mécanismes économiques, et en particulier dans les choix des agents. C'est la raison pour laquelle une seconde condition d'une fiscalité efficace est que l'impôt ne doit pas pouvoir être translaté. En d'autres termes, son poids doit reposer effectivement sur le redevable légal, sans possibilité de manipulation. Bien évidemment la capacité des contribuables à reporter la charge fiscale est aussi un obstacle à une politique fiscale visant à améliorer le système d'incitations au sein de l'économie.

En dehors de cette capacité à reporter de manière opportuniste la charge de l'impôt, **les comportements d'évitement** entravent également la politique fiscale. Par comportement d'évitement on entend généralement trois catégories de phénomènes :

* **La fraude fiscale** comprend tous les procédés visant intentionnellement à éviter l'impôt par des procédés irréguliers. Le contribuable est donc de mauvaise foi. Les autorités introduisent une distinction entre fraude et travail au noir fondée sur le caractère déclaré ou non d'une activité. De ce point de vue, le travail au noir recouvre deux situations : d'une part, l'activité des travailleurs indépendants non déclarés auprès des administrations fiscales et sociales, d'autre part, les emplois non déclarés dans des entreprises régulièrement enregistrées. Quant à la fraude elle est pratiquée par des entreprises déclarantes et concerne une fraction de leur activité.

* **L'évasion fiscale** regroupe tous les procédés légaux visant intentionnellement à éviter l'impôt, le contribuable étant de mauvaise foi.

* Quant à **l'optimisation fiscale**, elle peut parfois utiliser les mêmes procédés que l'évasion, mais ici le contribuable est de bonne foi. De fait, l'optimisation procède d'une stratégie de planification des opérations de l'entreprise et de réduction des risques. Deux démarches principales peuvent être identifiées :

1) La prévention du risque fiscal qui nécessite une bonne évaluation de celui-ci à travers notamment des opérations d'audit, et sa minimisation grâce à des actions touchant à l'organisation de l'entreprise et aux procédures ayant des incidences fiscales.

2) L'intégration de la fiscalité dans la stratégie de l'entreprise pour maîtriser les marges de manœuvre fiscales. L'entreprise en fait l'un des paramètres de sa politique générale et recherche la meilleure solution aux problèmes auxquels elle se trouve confrontée.

I-6. L'impôt

Tous les individus contribuent au financement du budget de l'État en payant des impôts. Les actifs, comme les entreprises, versent une contribution liée à leurs revenus. Mais tous les

consommateurs paient aussi, à chaque achat, un Impôt sur la consommation par l'intermédiaire de la TVA.

L'impôt désigne les versements obligatoires que font les agents économiques (ménages et entreprises) au profit du budget de l'État et des collectivités locales. Et la fiscalité est un terme général qui désigne l'ensemble des réglementations concernant les impôts.¹²

Le paiement des impôts par les agents économiques les contribuables ne donne pas droit à des contreparties directes et immédiates (la redevance TV n'est donc pas un impôt). En revanche, ces agents bénéficient des services publics qui sont fournis gratuitement par la collectivité (éducation, routes, justice, défense, etc.). Les impôts servent donc à financer les charges du budget de l'État et des collectivités locales.

Tout impôt se caractérise par trois éléments : l'assiette, le taux et le recouvrement.

Les grandes catégories d'impôts

L'État et les collectivités locales prélèvent toutes sortes d'impôts, sur certains produits importés (droits de douane), sur les revenus, sur les achats des consommateurs, sur les tabacs, les alcools, les jeux, etc.

Les impôts directs désignent les impôts qui sont supportés et versés au percepteur par le même agent économique. Au contraire, les impôts indirects sont supportés par certains agents et versés au fisc par d'autres agents. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est ainsi un impôt indirect, car c'est le consommateur qui la paye véritablement (il achète en effet une marchandise supportant la TVA plus cher qu'en l'absence de taxe) alors qu'elle est versée au fisc par le commerçant. À cet égard, les impôts indirects sont souvent qualifiés d'indolores car les agents économiques ne s'aperçoivent pas qu'ils payent de tels impôts. Un impôt indirect peut donc être répercuté dans les prix puisque c'est l'acheteur, ou les acheteurs successifs, qui le supportent. Les impôts sur le revenu et sur les bénéfices des sociétés, les impôts sur le patrimoine, les impôts locaux sont des impôts directs. En revanche, la TVA, les droits de douane, la taxe sur les produits pétroliers, les tabacs et les alcools sont des impôts indirects. La notion de taxe, qui est synonyme d'impôt, concerne autant les impôts directs qu'indirects.

Un impôt indirect est un impôt collecté par une autre personne que celle qui le récupère. La personne intermédiaire (une entreprise en règle générale) qui paie l'impôt à l'État répercute donc tout ou une partie du montant de l'impôt sur le prix de vente au consommateur. C'est donc un impôt indirect pour le consommateur.

¹² Jean-Yves Capul, Olivier Garnier, *op cit.*, p. 320.

Ce type de fiscalité est très prisé par les gouvernements pour plusieurs raisons :

Il est plus facile à collecter car il y a moins de redevables à adresser que pour une taxe directe, les intermédiaires factorisant les personnes qui paient l'impôt indirect¹³ ;

Les contribuables réels, qui sont les consommateurs, ont moins l'impression de payer des impôts qu'avec l'impôt direct. Les impôts indirects sont appelés donc aussi les d'impôts indolores.

II- La conception Keynésienne

Les fondements analytiques d'une politique budgétaire active trouvent sa naissance dans les analyses de l'économiste anglais John M. Keynes. Il a donné une explication théorique à l'interventionnisme étatique, en montrant que l'utilisation du budget pouvait influencer la demande des agents économiques (consommation des ménages, investissements des entreprises). L'économiste donne naissance à une révolution en termes de politique économique, en vue de relancer l'économie, mentionné dans son livre « théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie »¹⁴, qui explique d'une manière approfondis les concepts relatives à la lutte contre la crise économique suite à la politique de relance. L'approche Keynésienne est une approche macro-économique, de court terme, contrairement à l'analyse traditionnelle des classiques, pour Keynes substitue la prise en considération des comportements de groupes, de catégories globales, quant à l'emploi, le revenu, le niveau d'activité, cessent d'être des données et deviennent des variables.¹⁵

De même, contrairement à la pensée classique où c'était le comportement de l'individu isolé¹⁶ qui était privilégié ; l'univers de Keynes est, en partie au moins, un univers de la totalité¹⁷. Ce sont des quantités saisies au niveau le plus global qui sont prises en compte : le produit national, le revenu national, l'investissement, la consommation, la demande, non pas d'un individu mais de la collectivité. Pour lui le comportement collectif a une logique différente de celle de l'individu.

¹³ Impôt indirect [en ligne], disponible sur : https://fr.wikipedia.org/wiki/Imp%C3%B4t_indirect [consulté le 15 juin 2017]

¹⁴ L'ouvrage est considéré comme le traité de science économique du xx^e siècle ayant le plus influencé la façon dont le monde a abordé l'économie et le rôle du pouvoir politique dans la société. Il est le document fondateur du keynésianisme en économie comme de la macroéconomie moderne.

¹⁵ *Ibid*, p. 241.

¹⁶ L'homo œconomicus, le consommateur individuel ou producteur individuel.

¹⁷ Françoise Renversez (F.), Gilbert (A.-F.), Dictionnaire d'économie : analyses, auteurs, institutions, politiques économiques, 2^e édition, Sirey, 2002, p. 241.

II-1. Les différentes modalités d'intervention de l'Etat selon Keynes

Pour Keynes L'Etat ne doit plus se contenter du rôle de gendarme préconisé par l'école classique, il peut, et doit agir, à intervenir dans l'économie si l'initiative individuelle est défailante. KEYNES a mis en évidence la nécessité d'une intervention régulatrice de l'État sur la conjoncture, en vue d'atteindre un taux de croissance et un niveau d'emploi maximaux¹⁸, compatibles avec le maintien des grands équilibres : croissance élevée du PIB, stabilité des prix, équilibre du commerce extérieur, plein emploi. Ces objectifs ont été mis en valeur par le "carré magique" de KALDOR¹⁹, dont les sommets duquel figurent ces quatre objectifs.

L'Etat peut intervenir sur le marché en utilisant des différents instruments. Des instruments budgétaire et monétaire.

L'instrument budgétaire se traduit par une politique discrétionnaire, ou elle peut être définie comme une politique qui réagit au " coup par coup " ²⁰. C'est une politique active qui réagit sur l'équilibre en fonction des informations qui arrivent. Elle se détermine à chaque période en fonction de ce que l'on pense de l'état de l'économie, de l'état à venir et de la façon dont les instruments sont susceptibles d'agir sur l'économie.

C'est évident qu'une telle politique peut jouer dans un double sens : sens expansionniste en situation de sous-emploi, sens restrictif en situation de suremploi. Les instruments essentiels de la politique budgétaire sont classiquement les trois composantes du budget : dépenses, recettes et soldes.

Cette politique doit essayer d'agir sur l'économie de court terme et d'essayer d'employer toutes les informations et tous les outils qui sont disponibles pour tenter d'infléchir l'équilibre économique dans un sens favorable à la maximisation de l'utilité sociale.

¹⁸ATLANTIC MEDIA, *La régulation Economique de l'Etat* [en ligne], disponible sur : www.ecossimo.com/la-regulation-economique [consulté le 15 mars 2017]

¹⁹Le carré magique est une théorie économique élaborée par l'économiste keynésien Nicholas Kaldor (1908-1986). C'est une représentation graphique des quatre grands objectifs de la politique économique conjoncturelle d'un pays que sont : la croissance économique, le plein emploi des facteurs de production, l'équilibre extérieur de la balance commerciale et la stabilité des prix.

²⁰Jean-Paul Pollin, *Le débat règle contre discrétion : la position du problème* [en ligne], disponible sur : http://www.ac-orleans-tours.fr/centreco/ecomonet/fiche_11.htm [consulté le 18 mars 2017].

II-2. Politique de relance Keynésienne

La politique de relance keynésienne est une politique qui stimule la demande, Keynes dit que « la demande crée sa propre offre »²¹, cette politique est traduite par une politique budgétaire restrictive avec intervention de l'Etat toute en utilisant les dépenses publique.

Il est important de mentionné que la variation des dépenses publiques est l'instrument de référence d'une politique budgétaire de type Keynésien. En effet en situation de chômage Keynésien, une augmentation de l'investissement public (par exemple dépense d'infrastructure) met en jeu le multiplicateur qui, amplifiant l'effet d'augmentation de la demande globale initiale, entraîne une variation de même sens et d'importance plus grande du produit global, ce qui contribue à diminuer le chômage. La variation des recettes publiques et notamment des impôts est aussi un instrument classique de politique budgétaire. Une réduction d'impôts met en jeu un mécanisme de multiplicateur fiscal qui entraîne une stimulation de la consommation des ménages alors qu'une réduction de l'impôt sur les sociétés conduit²², *céleris partibus*, à un développement de l'activité des entreprises. Une augmentation des impôts entraîne pour sa part, en sens inverse, un freinage de la demande globale qui conduit à modérer l'inflation (et même le suremploi) ; La variation du solde budgétaire est le troisième instrument clé de toute politique budgétaire Keynésienne. Le dogme traditionnel de l'équilibre budgétaire supposé économiquement neutre, n'ayant aucun fondement analytique (Haavelmo démontrant dans son fameux paradoxe, qu'un budget équilibré a un effet multiplicateur égal à 1, ce qui n'est pas négligeable en termes de demande globale)²³.

Autrement dit, Lorsque le plein-emploi n'est pas atteint : on parle d'équilibre de sous-emploi. Lorsque cette demande est insuffisante, l'Etat doit intervenir avec :

- la politique monétaire : baisse du taux d'intérêt (c'est insuffisant)
- la politique budgétaire : hausse des dépenses de l'Etat (politique de grands travaux)
- la politique fiscale : baisse des impôts des plus défavorisés
- la politique de revenus : hausse des revenus de transfert – loi psychologique de Keynes.

²¹ Roger Farmer, *Demand creates its own supply*, in Roger Farmer's Economic Window (blog), 24 octobre 2015, disponible sur : <http://rogerfarmerblog.blogspot.fr/2015/10/demand-creates-its-own-supply.html> [Consulté le 02 mars 2017].

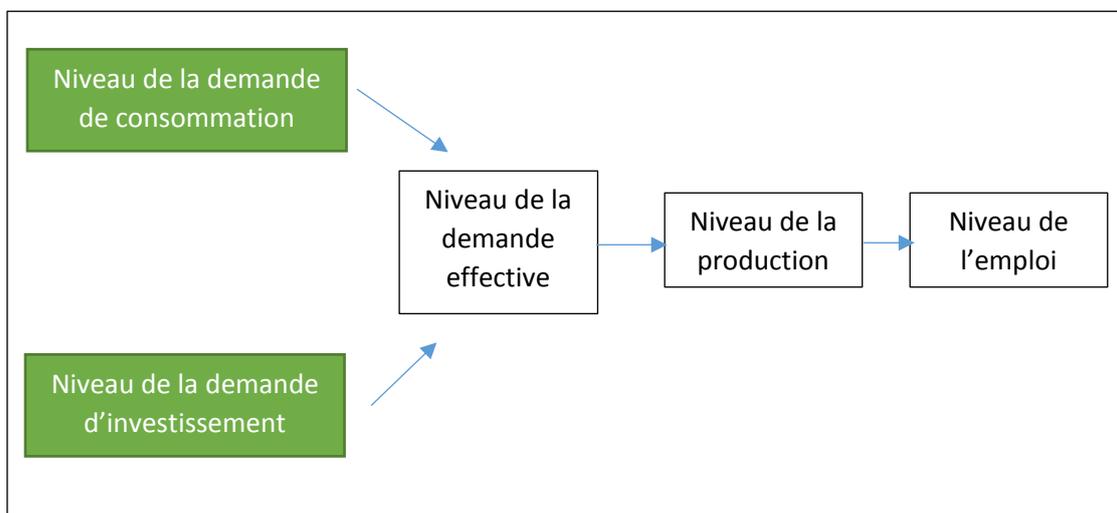
²² Beitone (A.), DOLLO (C.), "*Economie*", 4^e édition, Sirey, 2009, p. 313.

²³ Le théorème de Haavelmo montre comment les effets multiplicateurs d'un budget en équilibre tendent à favoriser les politiques de relance par la dépense publique. Il précise que, même en maintenant un budget équilibré par plus d'impôts, une augmentation de la dépense publique se traduit par un accroissement de la richesse nationale.

Lorsque l'économie de marché est défailante, l'Etat doit intervenir. Le déficit budgétaire est un des moyens dont dispose l'Etat pour relancer l'économie : ce déficit pourra se résorber par des rentrées fiscales :

- plus de revenus distribués => plus d'impôt sur le revenu.
- plus de revenus distribués => hausse de la consommation => plus de TVA
- plus d'investissement par les entreprises => relance de l'activité économique => plus de profits => plus d'investissements et d'épargne.

Figure N° 01 : Schématisation de la politique de relance par la demande selon Keynes.



Source : Construit par nos soins.

Pour bien expliquer ce circuit, Keynes met en œuvre des relations entre les notions de revenu, consommation, épargne et investissement.

II-3 Le modèle keynésien

II-3.1 La notion de demande effective

Dans son livre « théorie général » Keynes, présente le principe de la demande effective.²⁴ Il donne des clés pour interpréter les plans de relance/stabilisation budgétaire. Keynes explique la formation des courbes d'offre et de demande globales. Pour lui, le niveau d'emploi dans une économie ne dépend pas du fonctionnement du marché du travail mais dans la capacité de la demande globale à être suffisamment importante pour égaler l'offre.

A ce stade, Keynes développe une critique de la loi des débouchés de Say qui postule, selon la formule, que « toute offre crée sa propre demande » : « en général, il n'y a pas de raison

²⁴John Maynard KEYNES, «*Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*». Vol. 1. 1936, p. 34.

de penser [que le volume d'emploi] doive être égal au plein emploi. C'est seulement dans un cas spécial que la demande effective se trouve associée au plein emploi ; et pour que ce cas se réalise, il faut qu'il y ait entre la propension à consommer et l'incitation à investir une relation particulière. »²⁵ Mais cette relation « ne peut exister que si, pour des raisons fortuites ou voulues, l'investissement courant assure un montant de demande exactement égal à l'excès du prix de l'offre globale de la production résultant du plein emploi sur le montant que la communauté désire dépenser pour la consommation lorsqu'elle est employée à plein»²⁶.

On notera la double révolution introduite par J.M. KEYNES :

D'une part, la demande effective dépend en partie du niveau de consommation des ménages. C'est à partir, de ce niveau de consommation anticipé que les entreprises fixent leur niveau de production. L'idée nouvelle tient à ce que l'ensemble des ménages n'a plus à rechercher une épargne effrénée, ce qui va à l'encontre des théories précédentes qui préconisaient davantage des comportements économes. Ces théories percevaient difficilement le fait qu'on pouvait accroître la richesse globale en prônant un comportement dispendieux.

D'autre part, J.M. KEYNES préconise l'intervention de l'Etat lorsque la demande effective est d'un niveau insuffisant pour satisfaire le plein emploi. En cas de défaillance individuelle des entrepreneurs, seul l'Etat peut intervenir dans la vie économique en impulsant la relance par des investissements publics par exemple.

Donc, chez Keynes, les décisions des entrepreneurs ne relèvent pas seulement de considérations objectives. De nombreux éléments qui interviennent dans la décision sont non quantifiables, ce qui impose un pari sur l'avenir, résultat de l'impossibilité de disposer aujourd'hui des informations nécessaires à la décision.

II-3.2 Relation entre revenu et consommation

John Maynard Keynes s'interroge sur la consommation qui est une des variables clés de l'économie : elle représente plus de 50% du PIB d'un pays. Il se place d'un point de vue macroéconomique, en se focalisant sur la consommation globale qui correspond à l'agrégation des consommations de tous les ménages du pays. Keynes met en évidence la relation privilégiée qui lie la consommation et le revenu dans la « loi psychologique fondamentale ». ou il a dit²⁷ : « La loi psychologique fondamentale, à laquelle nous pouvons

²⁵John Maynard KEYNES, *op cit.*, p. 37.

²⁶*Ibid.*

²⁷John Maynard KEYNES, *op cit.*, p. 84.

faire toute confiance, à la fois a priori en raison de notre connaissance de la nature humaine et a posteriori en raison des enseignements détaillés de l'expérience, c'est qu'en moyenne et la plupart du temps les hommes tendent à accroître leur consommation à mesure que leur revenu croît, mais non d'une quantité aussi grande que l'accroissement du revenu. »

Ainsi, selon Keynes, lorsque le revenu augmente, la consommation s'accroît, mais dans des proportions moins importantes²⁸ : un effet de saturation entraîne la baisse des propensions à consommer au profit des propensions à épargner. Les ménages épargnent une part croissante de leur revenu au fur et à mesure que celui-ci s'accroît : l'épargne est une fonction croissante du niveau de revenu. Il explique cela par le fait que les habitudes de consommation des ménages demeurent hors d'une augmentation de revenu, ils sont donc amenés à épargner la différence entre leur nouveau revenu et leur consommation habituelle. Ainsi, la différence entre le revenu et la consommation s'élargit lors d'une augmentation de revenu.

La fonction keynésienne de consommation peut être exprimée de la façon suivante :

$$C = c.Y + C_0$$

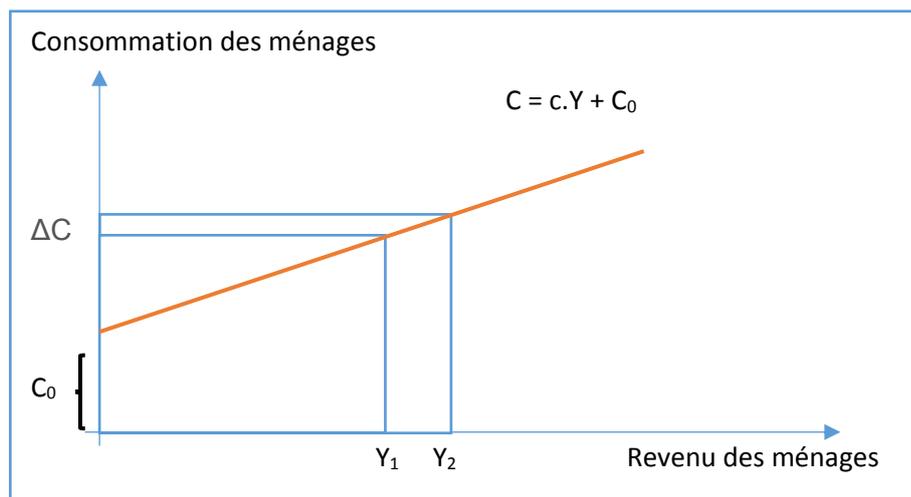
C = consommation globale

Y = revenu

c = propension marginale à consommer ($0 < c < 1$)

C_0 = consommation incompressible autonome, c'est la consommation de l'agent même quand il ne dispose d'aucun revenu (il puise dans son épargne) (si $Y = 0$, $C = C_0$)

Figure N° 02 : La fonction de consommation keynésienne.



Source : Construit par nos soins à base des travaux John Maynard KEYNES.

²⁸La loi psychologique fondamentale : portée et limites [en ligne], disponible sur : www.forum-scipo.com/economie/loi-psychologique-fondamentale-keynesienne-portee-limites.htm [Consulté le 22 mars 2017].

On observe bien que lorsque le revenu s'accroît (de Y_1 à Y_2), la consommation augmente moins rapidement (ΔC de C_1 à C_2) (la droite ne passe pas par l'origine et la pente est de plus en plus faible) : ainsi la propension moyenne à consommer diminue avec l'élévation du revenu.

La conséquence de cette évolution est que la propension marginale à consommer est plus faible que la propension moyenne à consommer.

Dans notre analyse, on s'intéresse à l'augmentation de la consommation qui stimule la demande, l'autre part de revenu qui n'est pas consommé est épargnée, d'où Keynes ressorte une autre relation existante entre épargne et investissement.

II-3.3 Portée de la loi sur les politiques économiques

Si en effet la relation entre revenu courant et consommation est stable, alors on pourra mener une politique de relance par la consommation. Ainsi l'Etat peut accroître ses dépenses, par exemple en augmentant les prestations sociales aux ménages, qui verront leurs revenus s'élever et par conséquence augmenteront leur consommation. Ce qui entraînera également une hausse de la production. C'est un moyen pour l'Etat de stimuler la croissance et l'emploi ou une augmentation du revenu entraîne, via la consommation, un effet multiplicateur sur la production nationale.

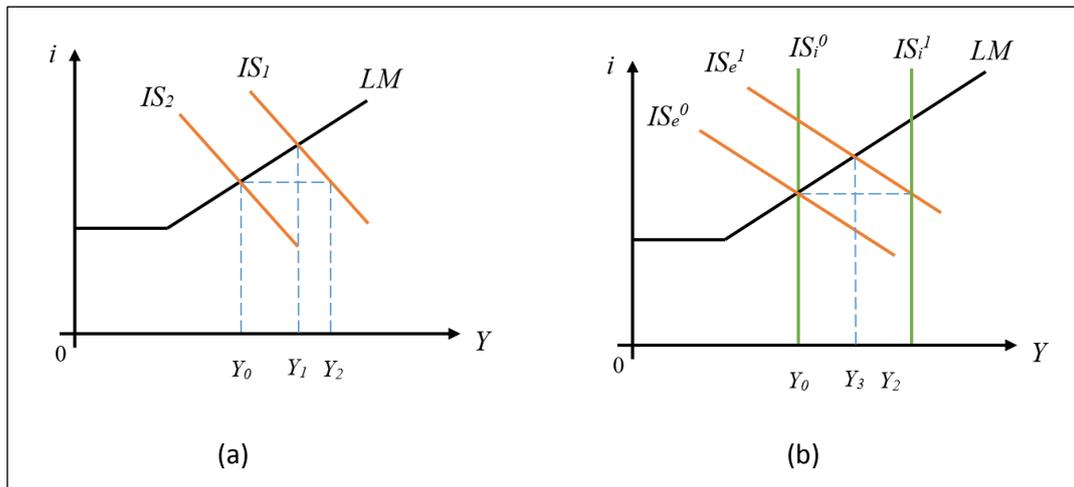
II-3.3.1 La politique de relance « modèle IS-LM »

Toute augmentation des dépenses ou toute réduction des impôts augmente le niveau du revenu réel disponible pour un niveau donné du taux d'intérêt. Il y a donc glissement de la fonction IS vers la droite : si la fonction LM ne varie pas, c'est-à-dire si l'on a une constance de l'offre de monnaie ou une politique budgétaire « pure », l'équilibre passera de : Y_0 à Y_1 . Par rapport au point hypothétique Y_2 qui ne peut être atteint, on assiste à une perte liée au fait que l'augmentation des encaisses transaction devra se faire aux dépens de l'encaisse de spéculation, et passera par une hausse du taux d'intérêt et un découragement de l'investissement (a). Cette perte sera d'autant plus forte que la demande de monnaie est peu élastique par rapport au taux d'intérêt et inversement.

En outre, plus l'investissement sois sensible au taux d'intérêt, plus cette augmentation du taux d'intérêt déprimera l'investissement. Une autre condition d'efficacité de la politique budgétaire est donc la faible élasticité de l'investissement par rapport au taux d'intérêt : le cas extrême, celui privilégié par les keynésiens, serait d'avoir un investissement totalement inélastique par rapport au taux d'intérêt tel l'investissement public. Sur la figure (b), on a

deux fonctions IS au départ : IS_e est fortement élastique et IS_i est totalement inélastique par rapport au taux d'intérêt. Pour une même injection potentielle (de Y_0 à Y_2), on constate que dans l'hypothèse de l'inélasticité, il n'y a pas de perte (on reste en Y_2) alors que dans le cas d'une fonction IS élastique on a une perte (Y_3, Y_2).

Figure N° 03 : La Courbe IS-LM.



Source : Construit par nos soins a base des travaux de J. Hicks et A. Hansen.

II-3.3.2 Le Multiplicateur Keynésien

Le multiplicateur keynésien a longtemps servi de justification à l'intervention de l'État dans la vie économique. Son effet est un processus économique montrant que l'augmentation d'une grandeur économique entraîne un accroissement plus important d'une autre grandeur. La situation dans laquelle il est censé s'appliquer est, bien entendu, une situation de sous-emploi, résultat d'une demande effective insuffisante. Grâce au jeu du multiplicateur, les pouvoirs publics vont, à partir d'un supplément de dépenses d'investissement, relancer, stimuler cette demande effective.

On a les équations de base suivantes :

- Équation d'équilibre du marché des biens $Y = C + I (+G)$
- Production = Consommation + investissement (+ Dépense Publique)
- Équation d'équilibre de l'utilisation du revenu $Y = C + S (+T)$
- Production = Consommation + Épargne (+ Impôt)

Les parenthèses correspondent aux parties d'équations lorsque l'on considère une économie avec État.

a- Économie Sans État

Tout d'abord pour Keynes tout Offre ne crée pas sa propre Demande. Ceci entraîne une analyse de l'équation $Y = C+I$ bien différente de celle des classiques. Puisque Keynes lit l'équation $Y=C+I$ dans le sens inverse c'est-à-dire $C+I = Y$

Ainsi la consommation [C] et l'investissement [I] déterminent la production [Y]. Il s'oppose donc à Say et à tous les classiques. Dans ce sens que pour les classiques toute Offre entraîne une Demande. Et contrairement à ce que l'on pourrait penser au départ, c'est une différence majeure du raisonnement économique.

On rassemble les Équations qui deviennent alors :

$$Y = C + I = C + S \Leftrightarrow I = S$$

L'investissement fait l'épargne contrairement aux classiques qui considèrent à posteriori que $S=I$. Ainsi pour Keynes il n'y a rien de plus dommageable pour une économie qu'un fort taux d'épargne car si les ménages épargnent ils ne consomment pas. Mais cela ne signifie pas pour autant que Keynes est contre l'épargne.

Développement des équations :

- Consommation

En économie fermée sans Etat la consommation $C = cY + C_0$

C_0 : est les dépenses de consommations incompressibles des ménages.

c : est la propension marginale à consommer son revenu qui est compris entre $0 < c < 1$

- Investissement

Pour simplifier, il dépend du taux d'intérêt et de la représentation des entrepreneurs de la situation macroéconomique dans lequel ils se trouvent. On considère $I=I_0$ ou I_0 est un paramétré exogène.

On arrive enfin à l'idée du multiplicateur. En travaillant légèrement chaque équation on obtient

$$\begin{aligned} Y &= C + I \\ \Leftrightarrow Y &= (cY + C_0) + I_0 \\ \Leftrightarrow Y(1-c) &= C_0 + I_0 \\ \Leftrightarrow Y &= \frac{1}{1-c} \times (C_0 + I_0) \end{aligned}$$

De cette équation on retire le Multiplicateur de Dépenses $\frac{1}{1-c} > 1$

Chapitre I : Aspects théoriques de l'impôt et des dépenses publiques

L'effet du multiplicateur est que toute hausse de la consommation et a fortiori de l'investissement entraîne une hausse plus que proportionnelle de la production d'équilibre Y^e car le multiplicateur de dépenses est supérieur à 1 puisque $0 < c < 1$

$$Y = C + I$$

L'effet multiplicateur a lieu car

- Une hausse de I entraîne une hausse de Y puisque l'équation doit rester égale.
- La hausse de Y entraîne une hausse de la consommation puisque Y est aussi le revenu distribué aux ménages. Or la hausse de la consommation C va faire augmenter la production Y et le cercle est enclenché.

b- Économie avec État

Passons à une économie avec ÉTAT ce qui complexifie les équations mais qui ne change pas grand-chose aux mécanismes propres du multiplicateur.

On reprend nos deux équations de départ.

$Y = C + S + T$ instauration de l'État donc des impôts T.

$Y = C + I + G$ instauration de l'État donc des dépenses publiques G.

Impôt	Consommation	Épargne	Équation bien et service
$T = T_0$	$C = c(Y - T_0) + C_0$	$S = I_0 + (G_0 - T_0)$	$Y = C + I_0 + G_0$

L'impôt réduit la consommation des ménages mais les dépenses publiques soutiennent la production Y. ($[G-T]$ est le déficit public)

On prend $Y = C + S + T$ et on remplace le tout par ce qu'il y a dans le tableau on aura

$$Y = c(Y - T_0) + C_0 + I_0 + (G_0 - T_0) + T_0$$

On simplifie et on développe on obtient

$$Y^e = \frac{C_0 + I_0 + G_0 - cT_0}{1-c}$$

On peut alors calculer les variations de Y, en fonction des dépenses publiques G ou des impôts T puisque I et C sont exogènes, consécutives aux modifications de politique budgétaire (et fiscale) de l'État :

$$\Delta Y^e = \frac{1}{1-c} \Delta G_0 - \frac{c}{1-c} \Delta T_0$$

Tout ceci signifie deux choses pour les politiques keynésiennes de relance :

En période de faible croissance, ou même de récession, l'Etat doit augmenter les dépenses publiques via l'endettement. Cela permet la création d'emplois, donc des revenus distribués dans l'économie. Or l'investissement des entreprises dépend avant tout des perspectives de rendements futur de leur investissement c'est à dire pour simplifier des débouchés. L'augmentation de la consommation permet d'avoir des perspectives de débouchés d'où l'augmentation de l'investissement des entreprises.

Si l'Etat augmente les dépenses via une hausse des impôts le multiplicateur est beaucoup moins efficace voir nul si tout est financé par l'impôt voire même négatif en fonction du multiplicateur budgétaire que l'on considère dans l'économie.

- Impôt variable :

$$T = tY$$

C'est-à-dire que les impôts T dépendent de la production Y avec t le taux d'imposition

Le multiplicateur devient alors celui-ci étant plus faible qu'avec un impôt constant puisque la hausse de Y entraîne une augmentation des rentrées fiscales.

$$\Delta Y^e = \frac{1}{1-c(1-t)} \Delta G_0 < \frac{c}{1-c} \Delta G_0$$

La découverte de cet effet par Keynes, constitue une information capitale pour les pouvoirs publics puisqu'il apporte la preuve qu'une pénurie d'investissement privé déprimant la demande effective, pourra être compensée par les effets secondaires puissants d'un investissement réalisé par l'Etat. À la limite, l'intérêt pratique de l'investissement supplémentaire n'a que peu d'importance, dans la mesure où le processus s'enclenche simplement sous l'influence de la dépense nouvelle. Keynes écrit : « À une époque de chômage rigoureux, des travaux publics, même d'une utilité douteuse, peuvent donc rapporter maintes et maintes fois ce qu'ils coûtent ». Puisque la dépense publique a un effet multiplicateur sur l'activité économique, l'État dispose de plusieurs moyens pour stimuler la demande effective à partir de sa politique budgétaire.

Toutefois, une relance par la demande implique un environnement particulier :

- les citoyens ne doivent pas épargner. L'augmentation des revenus ne doit pas se traduire par une hausse de l'épargne mais par une hausse de la consommation. Il est donc nécessaire de cibler les foyers les plus à même de consommer, les foyers les plus pauvres. Toutefois, la demande étant une affaire de confiance, rien ne prédit qu'une hausse des revenus mettra davantage en confiance les citoyens pour qu'ils consomment. Ils en profiteront peut être pour épargner.

- l'économie du pays doit être relativement fermée. Si les importations sont élevées, l'augmentation des revenus risque de se traduire, au moins dans un premier temps, par une hausse sensible des importations.

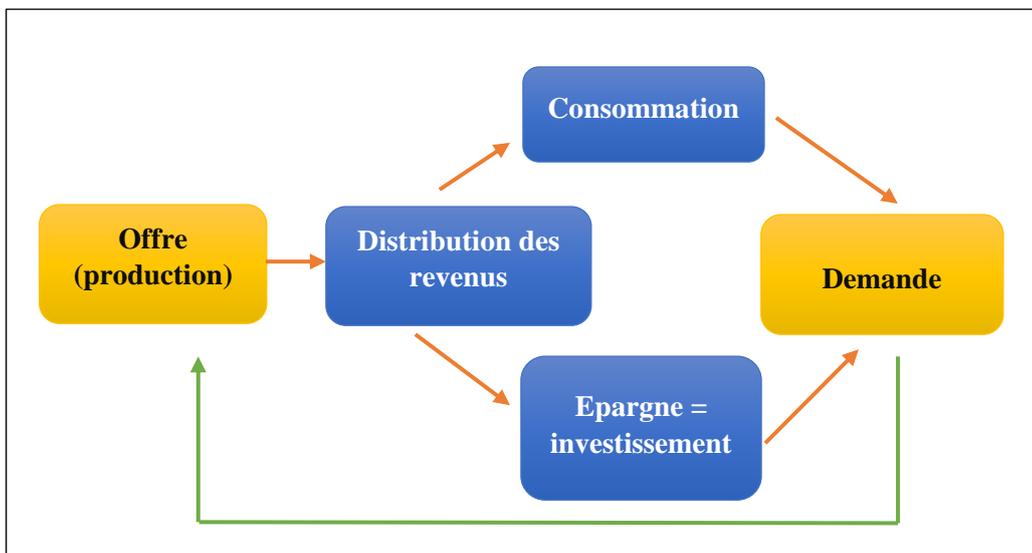
- les industriels doivent disposer de capacités de productions inutilisées. Si les industriels ne peuvent rapidement répondre aux besoins des consommateurs, la hausse des revenus risque de se traduire par une hausse des prix car la demande sera alors supérieure à l'offre.

Les inconvénients d'une politique de relance par la demande sont l'accroissement de la dette de l'Etat, du déficit commercial et de l'inflation, ce qui fait que les relances par la demande sont souvent suivies de plans de rigueur afin de réduire les déficits et diminuer l'inflation.

III- La conception de la nouvelle école classiques

Pour la (N.E.C), l'activité économique est entièrement déterminée par l'offre, de sorte que les déficits publics n'ont aucun effet sur l'activité. Ainsi d'après ces théoriciens, l'Etat est un facilitateur du marché qui doit créer des conditions propices à la concurrence pure et parfaite et veiller au respect de celles-ci.

Figure N° 04 : L'offre crée sa propre demande



Source : Construit par nos soins.

De façon générale, cette théorie est soutenue par les effets d'offre. Ces effets sont au demeurant des effets à long terme. Mais l'anticipation de ces effets par les agents économiques peut induire des réactions de l'activité à court terme. De fait, une variation des impôts peut avoir un impact sur l'offre de travail ou sur l'épargne et l'investissement. La localisation internationale du capital et du travail peut aussi être affectée. En effet, l'organisation du marché du travail peut influencer l'effet de la politique budgétaire. Par

exemple, lorsque les syndicats sont forts et la concurrence imparfaite, une hausse des impôts peut conduire à une hausse des salaires. Mais une concertation peut atténuer l'effet d'une politique budgétaire restrictive et conduire à une baisse du multiplicateur.

Longtemps, la politique fiscale n'a suscité qu'une attention modérée aussi bien de la part des économistes que de celle des pouvoirs publics. Si l'on définit la politique budgétaire au sens large comme l'ensemble des actions menées par les décideurs publics ayant un support financier, qu'il s'agisse de dépenses ou de recettes, la politique fiscale n'est alors que l'une des dimensions de cet ensemble. Or, durant la période du keynésianisme triomphant, la manipulation de la fiscalité était considérée comme moins efficace que l'usage des dépenses budgétaires ou de la monnaie. C'est la raison pour laquelle le principal objectif assigné à l'impôt – entendu au sens large de prélèvement obligatoire –, était la couverture des dépenses publiques, ce qui réduisait la place accordée à l'interventionnisme fiscal.

Les attitudes à l'égard de la fiscalité ont changé à partir du début des années 1970 sous l'influence d'un double mutation, politique et théorique, liée à l'irruption de la crise économique. L'échec des politiques contra-cycliques de stabilisation a provoqué une très nette défiance à l'encontre des politiques traditionnelles d'inspiration keynésienne. La redéfinition des politiques monétaires et le retour de l'orthodoxie budgétaire ont débouché sur une tendance à réduire le pouvoir discrétionnaire de l'État et à fixer des règles budgétaires et monétaires stables et prévisibles. La loi Gramm-Rudman-Holings²⁹, adoptée en 1985 aux États-Unis, qui impose au Congrès des plafonds annuels pour le déficit budgétaire, et le traité de l'Union européenne signé en 1992, qui fixe des limites au déficit budgétaire et à l'endettement public des États membres, procèdent de cette même inspiration.³⁰

III-1. La contre politique budgétaire de Keynes

Les nouveaux économistes classiques conseillent l'abandon de la politique conjoncturelles et donc budgétaires. La principale théorie mise en évidence est celle de « l'équivalence ricardienne »³¹. En effet, selon ce principe repris par R. Barro (1981), le déficit budgétaire n'a pas d'effet attendu sur la demande, les individus anticipant une hausse future des impôts.

²⁹ La Loi Gramm-Rudman-Hollings (1985) est une loi américaine sur l'équilibre budgétaire fédéral. Elle impose des plafonds annuels pour le déficit budgétaire. En cas de non-respect par le Congrès des plafonds annuels de déficit budgétaire, le président des États-Unis doit procéder à des coupes automatiques et proportionnelles dans la plupart des programmes publics.

³⁰ Jean-Marie MONNIER, « IMPÔT - Politique fiscale », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], disponible sur : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/impot-politique-fiscale/> [consulté le 10 Mai 2017].

³¹ La théorie de l'équivalence ricardienne (1821) postule que l'effet des dépenses publiques sur l'économie est totalement indépendant de la façon dont sont financées les dépenses et, tout particulièrement, du choix entre l'impôt (paiement immédiat), l'emprunt (paiement futur).

En d'autres termes, pour être à mesure de payer les impôts futurs, les agents compensent la baisse de l'épargne publique financée par la dette publique par une hausse équivalente de l'épargne privée. Le multiplicateur keynésien reste donc unitaire ; la politique budgétaire dans ce cas n'aura aucun effet. Ainsi, les agents réduisent leur consommation et augmentent leur épargne pour pouvoir payer les impôts futurs. Ces dépenses compensées réduisent le revenu permanent du fait des anticipations rationnelles des agents, ce qui réduit la demande et implique un multiplicateur fiscal négatif. Par conséquent « les effets de l'augmentation des dépenses publiques sont les mêmes qu'elle soit financé par la hausse des impôts ou par le déficit budgétaire »³².

Ainsi, pour leur part, les économistes de l'offre ne croient pas en l'effectivité du multiplicateur. Ils considèrent que les dégâts du keynésianisme excèdent les échecs du marché et pensent qu'il faut adopter non pas des objectifs de stabilisation de court terme mais chercher à résoudre des problèmes structurels, en particulier la mauvaise allocation des capacités productives au sein de l'économie, engendrée par les distorsions que provoquent les prélèvements obligatoires et les dépenses publiques. Leur instrument théorique privilégié est la courbe de Laffer, qui établirait l'existence d'une relation inverse entre le niveau de la pression fiscale et le montant des recettes publiques. Cette relation inverse résulterait des effets désincitatifs provoqués par l'impôt. C'est la raison pour laquelle l'économie de l'offre considère que la baisse de la charge fiscale est l'instrument de la diminution des dépenses publiques dont il devrait résulter une relance de l'investissement et de l'activité permettant à terme de combler les déficits publics.

III-1.1 La courbe de LAFFER

L'idée de base, dans le lien entre le taux d'imposition et les recettes fiscales, est que les changements des taux d'imposition ont deux effets sur les recettes : un effet arithmétique et un effet économique.

- Un effet arithmétique : Si les taux d'imposition baissent, les recettes budgétaires seront réduites dans la même proportion, et l'inverse est vrai.
- Un effet économique : Le taux d'imposition a un effet sur l'offre de travail, donc le produit et l'emploi en considération d'hypothèses sur le comportement des agents et, en particulier, sur le régime des incitations.

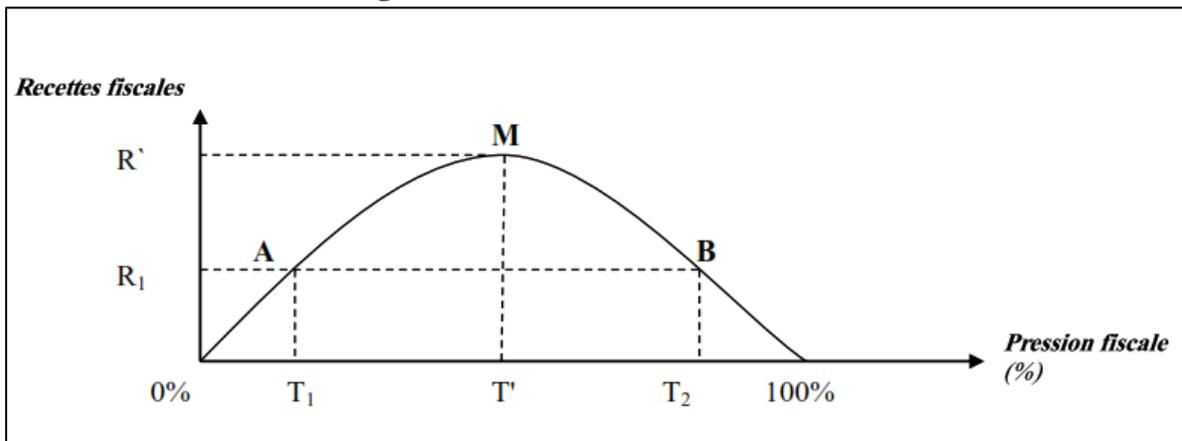
³²M. Montoussé (2002), "*Nouvelles théories économiques*". Edition Bréal.

Ces deux effets, travaillent toujours dans une direction opposée. La courbe de Laffer a pour objet d'illustrer la thèse selon laquelle "trop d'impôt tue l'impôt" ou "le taux mange l'assiette" en décourageant le travail et à l'épargne. En tant que telle, la courbe est une tautologie.

Il est nécessairement vrai que lorsque le taux d'imposition est nul, les recettes fiscales sont nulles elles aussi.

La confiscation totale des revenus (taux à 100%) entraîne d'une manière aussi impérative que le revenu national soit nul, à moins d'instituer le travail forcé.

Figure N° 05 : La courbe de LAFFER



La courbe de Laffer se base sur les traits microéconomiques, effets de substitution et effet de revenu.

- La hausse des taux d'imposition entraîne un effet de substitution

Un accroissement de la fiscalité entraîne une baisse des salaires effectivement perçus ce qui revient à une diminution du coût du loisir et conduit le contribuable à réduire son offre de travail.

- La hausse des taux d'imposition entraîne un effet de revenu

Les ménages souhaitent maintenir leur niveau de compensation. Ils vont donc compenser la perte de revenu liée à la hausse de la fiscalité par une offre de travail plus abondante.

- Toute la question est de savoir quel est l'effet qui va dominer

"Il n'y a pas de raison pour qu'on puisse s'attendre a priori à ce qu'un impôt sur le revenu accroisse ou réduise l'offre de travail... Seule la recherche empirique peut fournir une réponse" (Musgrave). Tout va donc dépendre du poids de la fiscalité.

III-2. Apport des analyses des nouveaux économistes anti-Keynes

Pour expliquer la croissance des pays en développement (1960-1980), tient compte de la part des recettes fiscales dans le produit, dont la variable n'est pas significative. Koester et Kormendi (1989) concluent à partir d'une analyse sur 63 pays de 1970 à 1979 que les taux

d'imposition moyens n'affectent pas la croissance si l'on tient compte de leur nature endogène et de leur lien avec le produit par tête, mais que les taux d'imposition marginaux réduisent l'activité économique quand leurs effets sont contrôlés par les taux moyens.³³

Levine et Renelt (1992) évaluent l'impact des taxes sur les échanges, des impôts sur les sociétés et les personnes ainsi que des prélèvements sociaux. Ces variables diminuent significativement le taux de croissance si les effets du taux d'investissement sont pris en compte. Selon Engen et Skinner (1992), le principal effet de la fiscalité transite par une réallocation des ressources entre les secteurs soumis à l'impôt et ceux qui ne le sont pas. Ces derniers observent pour 107 pays de 1970 à 1985 un effet négatif sur la croissance.

Les effets des impôts directs sur l'économie des nations ont été les sujets qui ont préoccupé les chercheurs des années 1980. En effet, on peut citer les travaux menés par B. Chambas (1994), Arthus (1997), Newbery et Stern (1987), qui ont tous conclus aux effets néfastes des taux d'imposition sur l'activité de production.

Pour ces auteurs, les taux d'imposition généralement appliqués dans les pays en développement sont sources de désincitation à l'investissement. Les titulaires de revenus sont amenés à fuir l'impôt en s'adonnant à des activités frauduleuses (corruption, la non déclaration des vrais revenus, le travail illégal).

Leurs différents travaux appliqués ont révélé que :

- Le maintien du taux d'imposition des revenus élevé, a provoqué dans un certain nombre de pays une baisse des recettes fiscales et un déséquilibre des finances publiques ;
- Les tarifs douaniers en Afrique sont trop élevés ;
- Les droits d'assises instaurés pour un temps soit peu réduire les effets externes de certains produits tels que le tabac, l'alcool, le thé ; du fait de leurs taux ont entraîné le délaissement des productions locales au profit des produits frauduleusement importés et pour conséquence la perte de compétitivité des entreprises nationales. Il faut donc les limiter à quelques biens de consommation finale dont la demande est assez inélastique par rapport au prix. Pour ce qui est de la TVA, elle est un instrument important de croissance mais pour escompter des effets positifs il est important de réduire les exonérations et les exemptions qui sont sources d'inefficience.

³³Koester, R. B., & Kormendi, R. C (1989), Taxation, aggregate activity and economic growth, *Economic Inquiry*, Vol. 27, n° 3, pp. 367–386.

Conclusion

Ce survol de la littérature s'est attelé à faire ressortir la relation qui existe entre la fiscalité, les dépenses publiques, montre que les avis sont partagés. En effet, les différentes études faites sur la contribution des dépenses publiques à la croissance économique, établissent une nette distinction entre approche keynésienne et néo-classique.

D'après l'analyse des différentes approches théoriques, on peut tirer que la relance économique se fait de différents angles dont la 1^{ère} et traduite par une augmentation temporaire des dépenses publiques qui aura un impact positif immédiat et significatif sur la demande agrégée. Et la 2^{ème} par la stimulation de l'offre pour en créer de la demande tout en relançant l'économie, avec des instruments différents.

Ces différentes approches peuvent être complémentaires. Ou tout gouvernement peut trouver un point d'équilibre entre ces études et éviter pour chacune ses points négatifs ou points de défaillance.

Toutefois, l'utilisation des différents instruments dans dispose l'Etat, doit y avoir certaines conditions, et chaque pays, en utilisant les instruments, doit d'abord analyser les bases de son pays et utiliser les approches à son égard pour la relance économique et éviter les effets négatifs de ces différentes politiques.

Chapitre II

Performances de l'économie Algérienne

Introduction

L'économie algérienne se considère comme une économie intérimaire d'une économie planifiée à une économie de marché. planification centralisée dans le but de construire une économie propre à l'Algérie, une économie qui fait une Algérie indépendante en faisant face et en mettant fin à l'alignement politique et économique à la France¹, l'Algérie a du adopté un programme de planification centralisé.

À partir de 1990, l'économie algérienne est qualifiée une économie transitoire d'une économie planifiée à une économie de marché où l'investissement est très encouragé en soutenant le secteur privé et l'investissement privé dont étranger dans le cadre de la mondialisation économique, L'Algérie a adopté cette initiative par le biais de la loi de crédit et de monnaie 10-90. Cette loi a permis la transition de l'économie algérienne d'une économie planifiée vers une économie de marché afin de mettre en avant une économie nationale caractérisée par l'endettement et l'inflation, cette loi a donc été un tournant crucial pour cette transition. Elle a redéfini la configuration du système bancaire algérien, et elle a pris en charge les nouvelles tendances financières en particulier, l'autonomie de la banque centrale et son indépendance en matière de politique monétaire.

Depuis l'an 2000, l'économie algérienne a connu de nombreuses transformations surtout au niveau externe de sorte que cette période a connu une hausse des prix de baril de pétrole, cette hausse a été traduite par une augmentation des exportations dominées par les hydrocarbures. Dans le but d'assurer la stabilité budgétaire, un Fond de réserves des recettes budgétaires a été institué, ce fond accumule les excédents de la rente pétrolière, en l'occurrence la fiscalité sur l'industrialisation des carburants. Rappelons que « le FRR est un sous compte du compte de trésorerie logé à la banque d'Algérie qui accumule une partie des recettes des hydrocarbures. »².

On va discuter dans le présent chapitre dans un 1^{er} temps sur l'évolution des agrégats économiques en Algérie, puis dans un 2eme temps on va présenter le budget de l'état et finalement on entame les reformes et les apportes de loi de finance 2017.

¹ BENACHENHOU, A (1980), Planification et développement en Algérie 1962-1980, édition de la presse de l'EN, Alger, p.41 – 45.

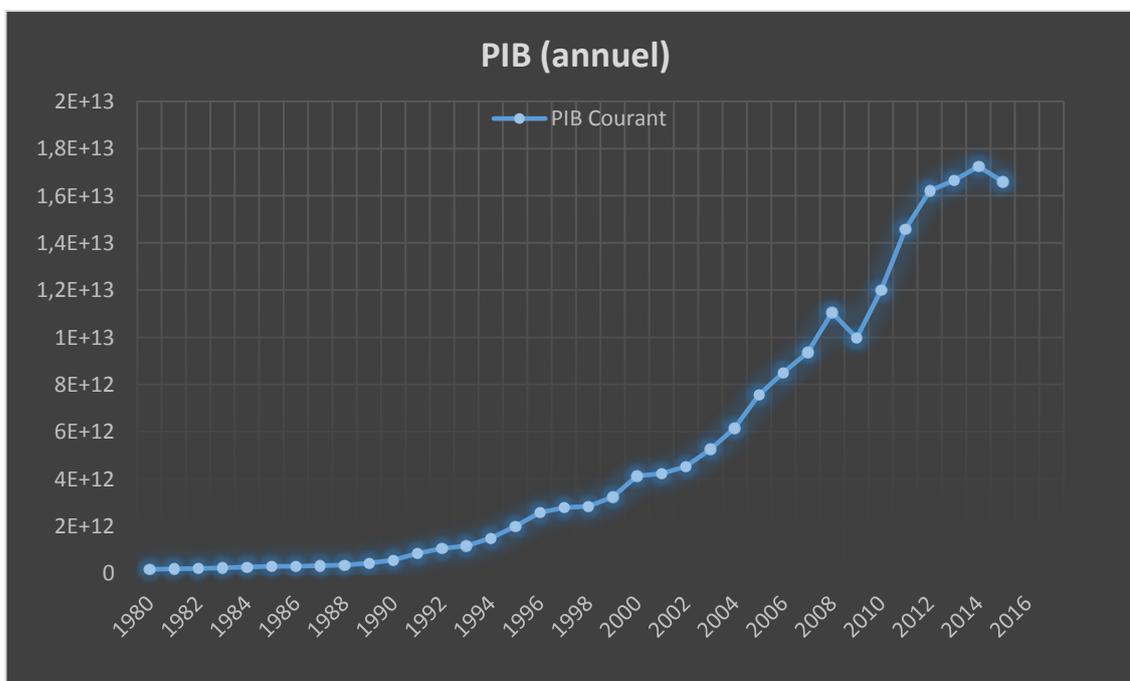
² Rapport banque mondiale (2007), République Algérienne Démocratique et Populaire à la recherche d'un investissement public de qualité : une revue des dépenses publiques, N°36270-DZ, Vol 1, p.137-138.

I- Présentation de l'économie Algérienne :

L'économie algérienne continue à bénéficier de recettes de plus en plus importantes dégagées par le secteur des hydrocarbures. La croissance du PIB réel poursuit un rythme voisin de 3.8%, sous l'effet conjugué de la production d'hydrocarbures et de l'activité soutenue des secteurs de la construction et des services. Malgré la bonne tenue des indicateurs macroéconomiques, l'Algérie subit la persistance de fragilités structurelles, au premier rang desquelles la très forte dépendance aux revenus des hydrocarbures qui représentent 15.47% du PIB, 35.44% des revenus fiscaux et plus de 94.11% des exportations en 2016.

I-1 L'évolution du PIB :

Figure N°06 : PIB Courant Annuel



Source : Construit par nos soins sur la base des données de la Banque mondiale

L'Algérie a enregistré une hausse tendancielle du PIB au long de ces 35 dernières années « de 80 à 2015 » et ce à concurrence de 10110% en termes de valeurs courantes cela revient bien évidemment aux doubles effets générés d'une part par une inflation galopante et une augmentation des exportations en hydrocarbures d'autres part.

En effet, cette forte croissance en terme de chiffre ne reflète pas réellement la vraie richesse créée dans le payé, car le taux d'inflation enregistré n'a pas cessé d'augmenter, d'autant plus durant les années 90. Mais qui a été voilé par les prix élevés du baril de pétrole jusqu'aux

années 2000, où le pays a connu une baisse substantielle et avérée du prix du baril³, chose qui a mis en exergue, voire dévoilé les fragilités de l'économie algérienne et sa particularité rentière dépendante des hydrocarbures.

Quant au PIB constant 2010, qui représente l'approximation d'une réalité relative de l'économie algérienne, enregistre une croissance voisine à 170% durant cette période, ce qui fait une différence prépondérante entre PIB courant et PIB constant .

Il est plus judicieux de penser en termes réels de par l'ensemble d'informations probantes qu'on peut tirer et utiliser dans nos analyses factuelles. En effet en éliminant l'effet prix, on bonifie la rigueur des constats en évitant de tomber dans le piège de l'illusion monétaire.

Cette évolution réelle est due en partie à la part de la valeur ajoutée des hydrocarbures dans le PIB ainsi que d'autres éléments qu'on peut qualifier de résiduels tels : l'apport du secteur du BTP qui a connu une évolution allant de 292,046 de Milliard de DA en 2000 à 1850,768 Milliards de DA en 2010 où il a atteint son pic. Ainsi le secteur de l'agriculture l'industrie et les services marchands et non marchant.

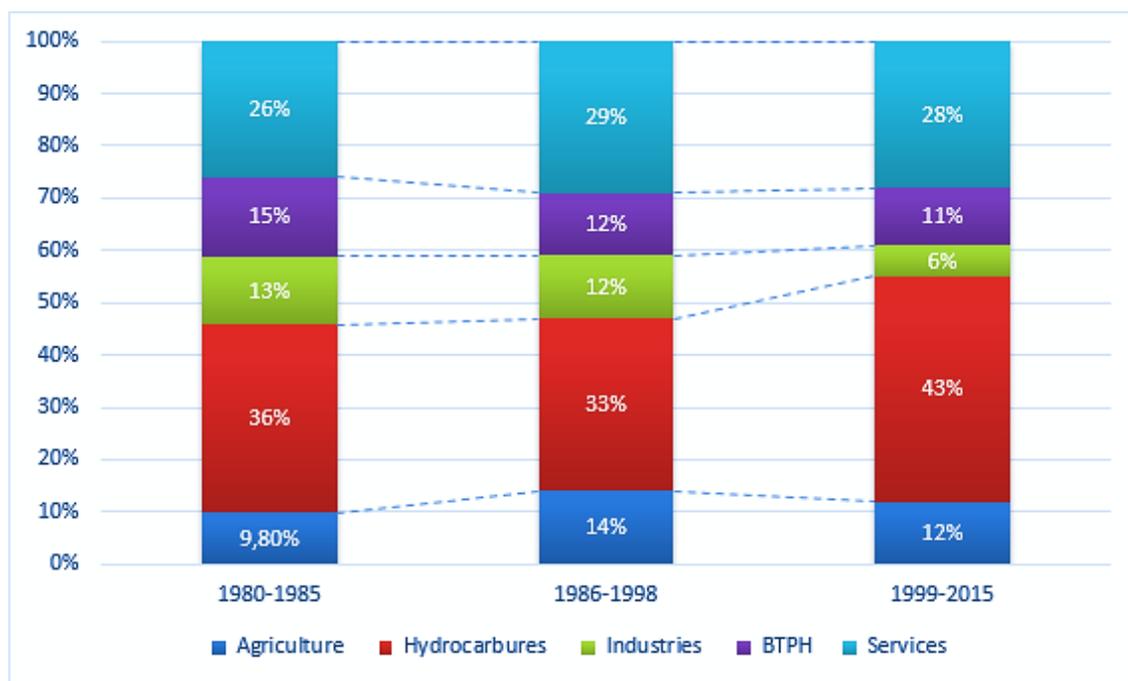
I-1.1 Les principaux secteurs du PIB :

La production intérieure brute en Algérie dépend essentiellement de cinq secteurs principaux dont le secteur des hydrocarbures, les différents industries (Agroalimentaires Textiles Cuir Bois et Papiers), L'agriculture (ainsi Sylviculture, Pêche et Forêts), Bâtiments et Travaux Publics et le secteur des Services où on trouve (Transports et Communications, Commerce, Services fournis aux Entreprises et aux Ménages).

La figure N°07 montre la composition de tous ces secteurs au long de 35 ans.

³ Dans les années 2000, Les prix de pétrole ont connu une forte élasticité mais après troisième choc pétrolier s'installe en 2008 qui a engendré des dégâts sur le territoire algérien.

Figure N°07 : Les principaux secteurs du PIB



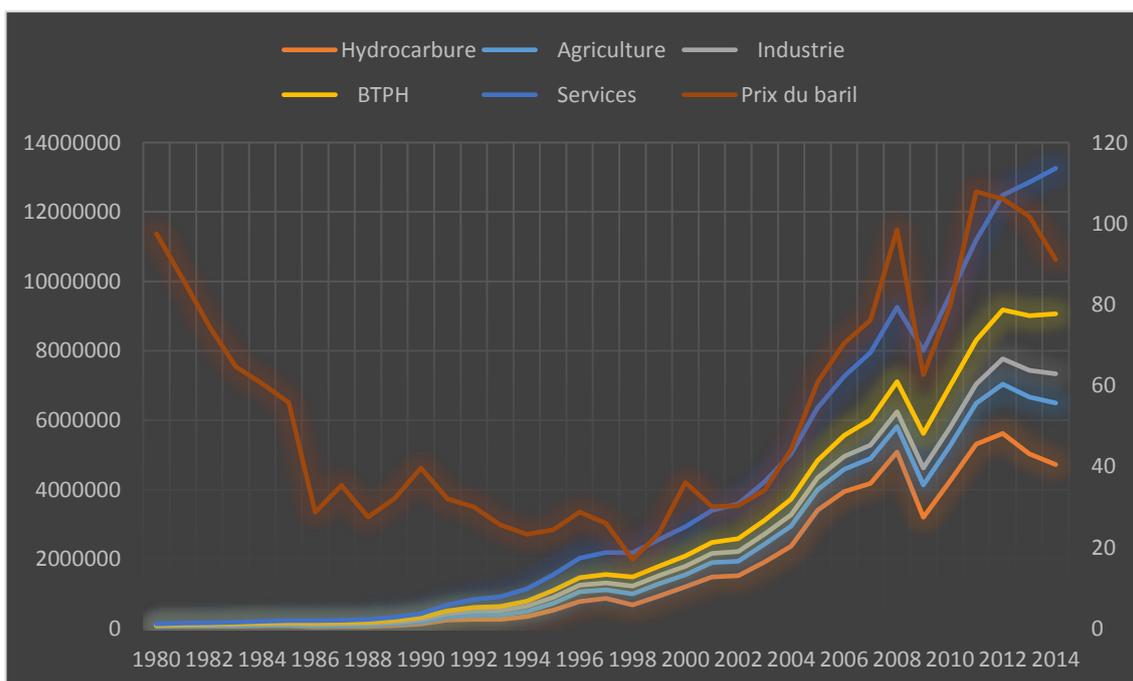
Source : Construit par nos soins sur la base des données de l'ONS

On retient de cette figure, que la part des hydrocarbures dans le PIB ne cesse d'augmenter depuis les années 80. Cette évolution est expliquée par la hausse des prix des hydrocarbures, on notera qu'avant le choc pétrolier (1980-1985) ce secteur constituait un pourcentage de 36% contrairement à la période suivante, le secteur a enregistré une diminution de 4% après 1986, suite à la diminution brute des prix de pétrole, Et enfin, il a enregistré une forte augmentation après 1990. Et donc chaque augmentation du prix du pétrole est suivie par une hausse des exportations dans le même secteur, ce qui explique la place dominante des revenus pétroliers dans le PIB algérien.

En 2^{ème} position on trouve le secteur tertiaire, il a toujours constitué en moyenne 28% du PIB, donc une croissance timide de la marginalisation de ce secteur par les autorités gouvernementale.

Ensuite le secteur de l'agriculture qui constitue en moyenne 12% du PIB, qui a connu un recul assez flagrant après les réformes établis dans les années 2000, et le secteur des industries qui a enregistré une moyenne de 10%, a lui aussi connu un recul dans les 15 dernières années. Et enfin le BTPH qui a enregistré une forte croissance après 2010 suite au plan présidentiel de 1 millions de logement, qui a sans doute modifié, la vie sociale mais il reste cependant un projet non significatif en terme de croissance économique.

Figure N°08 : Evolution des principaux secteurs du PIB



Source : Construit par nos soins sur la base des données de l'ONS

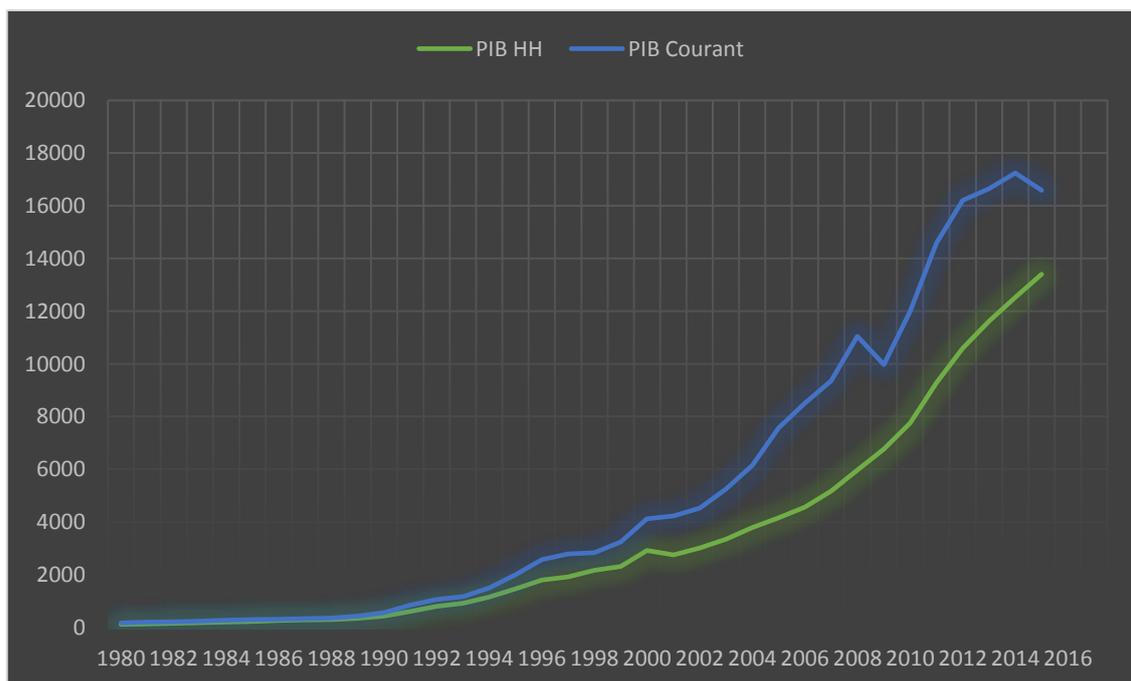
Il est clair de ce graphique, que tous les autres secteurs du PIB dépendent fortement et directement du secteur hydrocarbure, qui dépend lui-même des prix de pétrole. Cela questionne les externalités positives que puisse dégager le secteur des hydrocarbures. En effet, les recettes des hydrocarbures sont utilisées pour l'intégralité du budget de l'Etat que ce dernier utilise comme dépenses publiques dans les secteurs hors Hydrocarbures, du graphique on retire qu'à chaque fluctuation des prix de pétrole, le secteur hydrocarbure est affecté à son tour, et par la suite il y a de l'influence sur les autres secteurs.

I-1.2 Le PIB hors hydrocarbures

Sachant que l'Algérie tire la quasi-totalité de son revenu du pétrole, il est préférable d'analyser l'évolution du PIB hors hydrocarbures pour bien encadrer la croissance économique algérienne en terme réel.

La figure N°09 ci après montre le PIB hors hydrocarbure.

Figure N°09 : Le PIB hors hydrocarbure



Source : Construit par nos soins sur la base des données de la Banque mondiale pour le PIB et l'ONS pour PIB hors hydrocarbure.

De 1980 à 1985, tous les secteurs hors hydrocarbures a connu en moyenne une croissance de 5,1% par année qui s'explique par sa transaction vers l'économie de marché qui se traduit à son tour par la dynamique du commerce extérieur et de la libéralisation des échanges qui accroît l'ouverture des économies.

La baisse régulière du prix du brut amorcée à mi 1985 s'accélère brutalement en 1986. Le niveau des prix atteint son plancher et dévoile brutalement les dysfonctionnements structurels de l'économie algérienne. En effet, les carences profondes de l'économie, masquées jusqu'alors par la rente, apparaissent au grand jour. La chute des prix du pétrole de 40%⁴ révèle, la dépendance et la fragilité d'un système construit sur la seule performance du secteur des hydrocarbures. On remarque aussi la timide hausse du PIB HH depuis le début des années 90 jusqu'au milieu de la même décennie.

Au lieu d'un ajustement progressif pour palier l'érosion des recettes d'exportation, les autorités ont maintenu des politiques d'expansion budgétaires et monétaires, engendrant de l'inflation, un endettement important et une intensification des restrictions sur les importations.

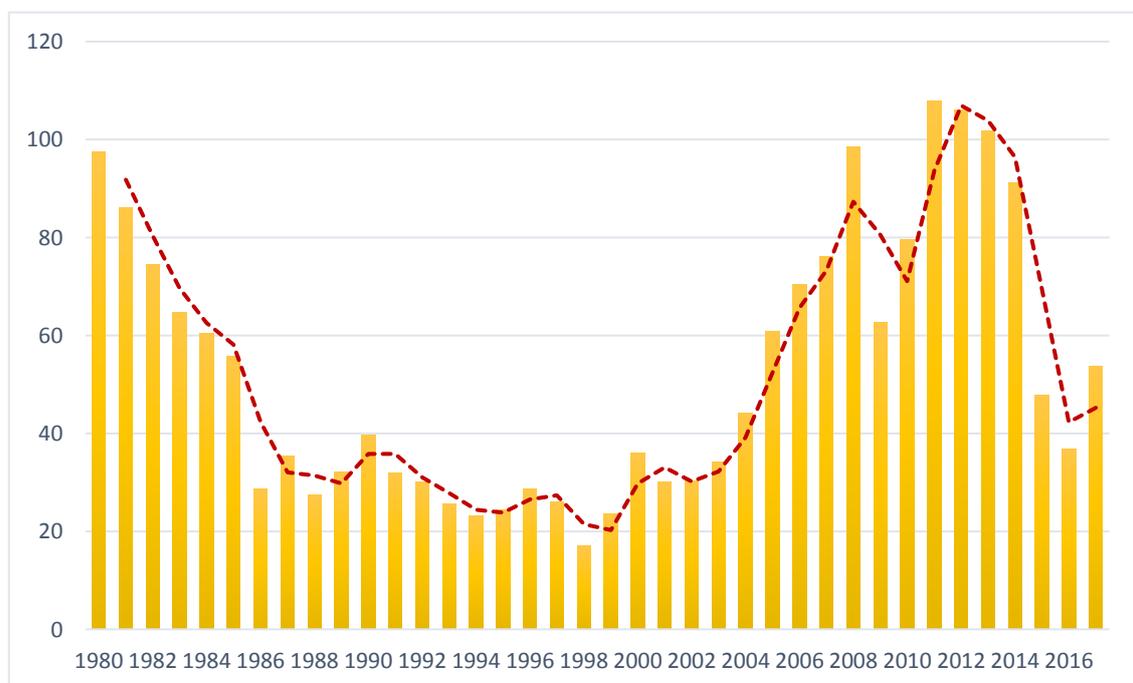
⁴ Omar Benderra, ECONOMIE ALGERIENNE 1986 - 1998 : Les réseaux aux commandes de l'Etat [en ligne], disponible sur : http://www.algeria-watch.org/farticle/analyse/benderra_2002.htm (consulté le 15 mai 2017).

Le secteur hors hydrocarbures représente deux tiers du PIB et 98% des emplois. Mais il ne produit qu'une part négligeable des exportations. La croissance du PIB réel hors hydrocarbures a augmenté depuis 2001, affichant un taux annuel de croissance d'environ 5,5% en moyenne au cours de la période 2002 - 2015.

Quant à la croissance économique hors hydrocarbures, cette dernière a connu une progression légère, en 2007 s'établissant à 6,5% contre 5,5% en 2006. La dépendance de l'économie par rapport aux hydrocarbures (50% du PIB et 60% des recettes budgétaires) induit une faiblesse du tissu productif interne (l'industrie hors hydrocarbures ne représente que 5,8% du PIB), et l'instabilité de la croissance.

I-2 Les cours du pétrole :

Figure N°10 : Evolution des prix de pétrole en Dollars courant



Source : Construit par nos soins sur la base des données de la Banque mondiale

Au début des années 80, les cours du pétrole étaient à 97.46 dollars le baril, mais ont plongé ensuite en dessous de 30 dollars le baril au milieu des années 80 et dans les années 90 (à l'exception de 1990 et 1991). En 2000, les cours du pétrole ont grimpé pour atteindre la somme de 36.08 dollars le baril. En 2001 et 2002 le prix du pétrole a connu une régression à 30 dollars le baril. Le prix du pétrole est passé ensuite de 34 dollars en moyenne en 2003 à 44.17 dollars en 2004. Il est resté élevé, dépassant ainsi le niveau de référence de 40 dollars le baril en 2004 et ensuite des 60 dollars le baril en 2005.

Le prix d'exportation du baril de pétrole s'est situé, en moyenne à 65.4 \$/bl en 2006, pour passer ensuite à 76.12\$/bl en 2007. Le prix moyen du baril de brut a atteint 98.49 dollars en 2008, Ce cours a permis à l'Algérie d'accroître l'excédent de son solde extérieur courant, malgré une progression importante des importations. Après l'augmentation forte du prix du pétrole en 2011, le prix a connu une chute primordiale de 110\$ à 36\$ en 2016, qui a engendré des effets négative sur l'économie algérienne, et insisté les institutions gouvernementales à établir des politiques d'austérité pour lutté contre une crise prochaine.

I-3 Les Exportations :

Les hydrocarbures représentent l'essentiel des exportations Algériennes avec 94,11% du volume global, passent de 1,97 milliard de dollars US en janvier 2016 à 3,11 milliards de dollars US en janvier 2017, soit une augmentation de l'ordre de 58%⁵.

Les exportations hors hydrocarbures qui demeurent relativement marginales, avec seulement 5,89% du volume global des exportations, affichent une nette augmentation de 121,6% par rapport au mois de janvier 2016 en passant de 88 à 195 millions de dollars US.

Les principaux « produits hors hydrocarbures » exportés, sont constitués essentiellement par le groupe « demi-produits » qui représente une part de 5,05% du volume global des exportations soit l'équivalent de 167 millions de dollars US, suivi par les « biens alimentaires » avec une part de 0,67% soit 22 millions de dollars US, et par les « produits bruts » avec une part de 0,06% et enfin par les « biens d'équipements » et les « biens de consommations non alimentaires » avec les parts respectives de 0,09% et 0,03%.

II- Le budget de L'état et la politique budgétaire :

La politique budgétaire constitue un levier important de la politique de l'Etat reflétant les arbitrages du gouvernement concernant l'utilisation des revenus des hydrocarbures. Elle doit soutenir la croissance économique, satisfaire une demande sociale croissante et préserver la stabilité du cadre macro- économique

La politique budgétaire de l'Etat s'est consolidée, les cours du pétrole et les recettes des hydrocarbures se situant à des niveaux élevés. Les autorités ont mis à profit l'espace budgétaire élargi pour mettre en pratique une stratégie robuste de gestion de la dette, couplée avec une expansion sélective de l'investissement public dans les secteurs clés des infrastructures de base et des équipements sociaux.

⁵ Statistiques du commerce extérieur de l'Algérie (2016), Rapports périodiques des statistiques du commerce extérieur, Ministère des finances directions générale des douanes.

Tant que les prix de l'énergie resteront élevés, le pays disposera des moyens suffisants pour financer une politique budgétaire expansionniste. Les revenus issus du secteur énergétique ont plus que doublé en quelques années et expliquent pourquoi le budget public peut être clôturé avec un excédent. La hausse des prix de l'énergie a également un effet sur la balance des paiements

II-1 Les recettes budgétaires :

Partant que la source principale des recettes des gouvernements est bien les prélèvements fiscaux alors que l'Algérie est l'un des grands pays exportateurs des carburants fait que ces énergies fossiles représentent la part majoritaire des recettes de l'Etat algérien.

Pour DERUEL, F. & BUISSON, J. (2001), « l'impôt est une prestation pécuniaire requise des membres de la collectivité (personnes physiques ou morales) et perçue par voie d'autorité, à titre définitif et sans contrepartie, en vue de la couverture des charges publiques. »⁶

Les recettes budgétaires de l'Algérie reflètent la domination des recettes pétrolière par rapport aux recettes de la fiscalité ordinaire.

Les recettes budgétaire de l'état algérien est répartie en 2 sections⁷ :

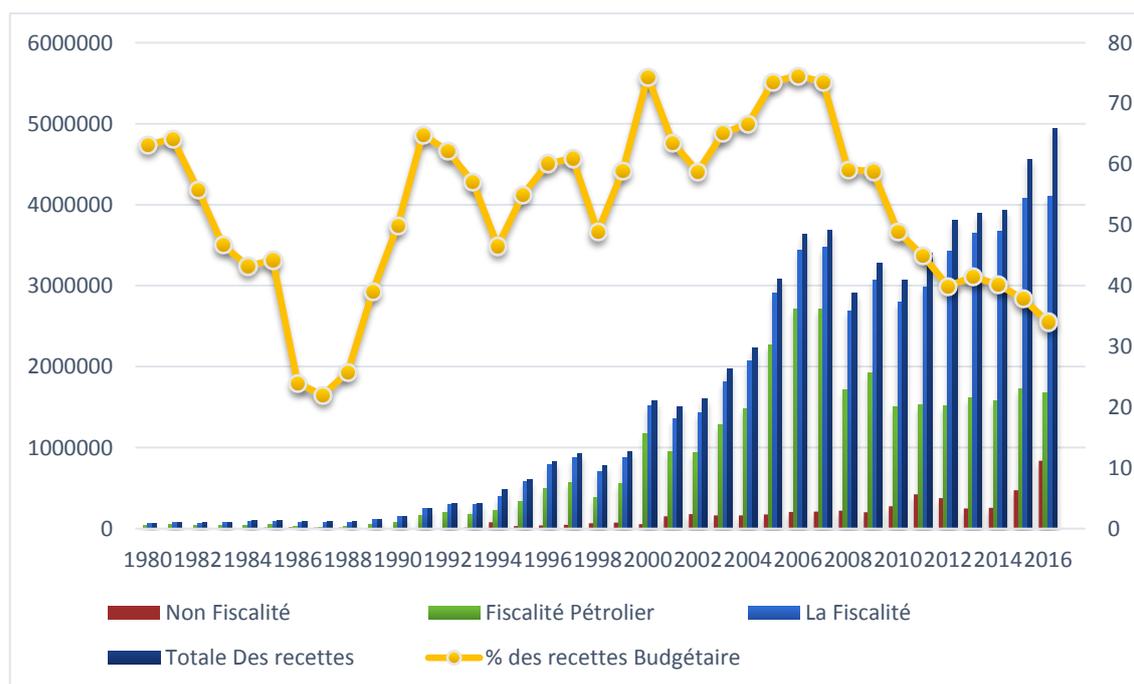
- Les recettes Fiscales dont la Fiscalité ordinaire (Contributions directes, Timbre Valeur mobil, Taxes chiffres d'affaires, Produit des contributions directes, Diverses Produits des Douanes et Autres recettes non réparties) et la fiscalité pétrolier.
- Autres Recettes budgétaires non fiscale.

La figure qui suit schématise la constitution des recettes budgétaire en Algérie, dans une période allons de 1980 à 2015.

⁶ DERUEL, F. & BUISSON, J. (2001), *Finances publiques budget et pouvoir financier*, édition DALLOZ, 13e édition, Paris, p. 47.

⁷ D'après les données de Ministère des Finances et Direction Générale des Impôts.

Figure N°11 : Evolution des recettes budgétaire 1980-2015



Source : Construit par nos soins sur la base des données de l'ONS

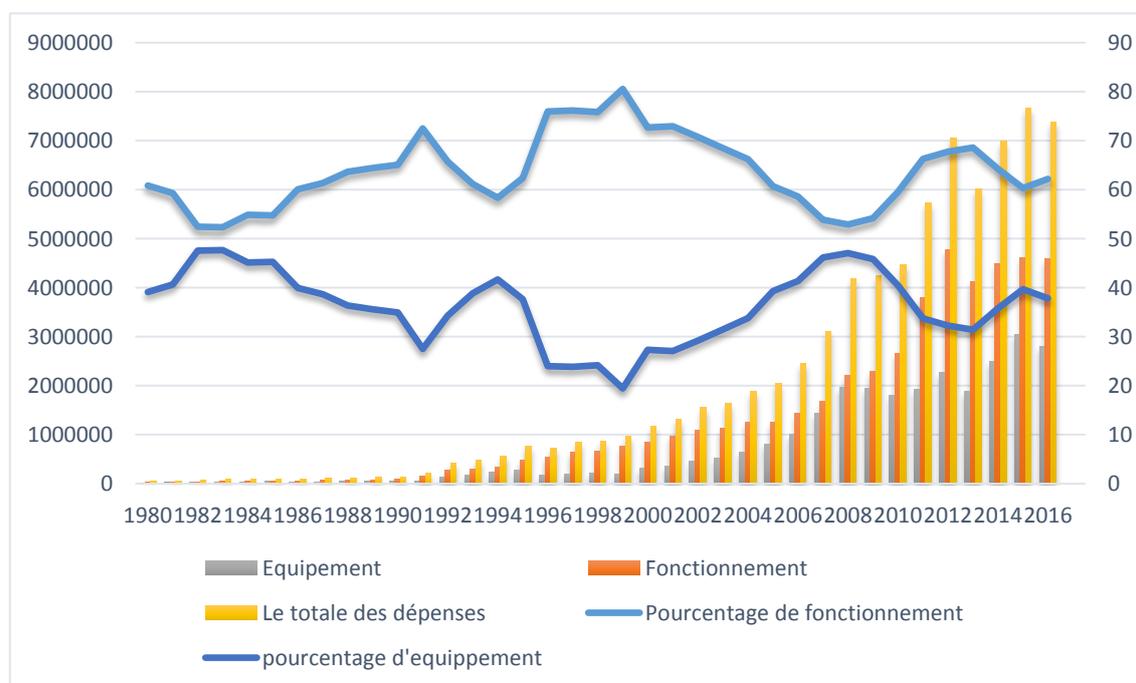
Le graphe ci-dessus montre que la fiscalité pétrolière explique une part très importante des recettes budgétaires globales. En effet, la proportion de la fiscalité pétrolière dans les recettes globales a atteint plus de 550 milliards DA en 1997 contre 180 milliards DA en 1993, suite à la hausse des prix du brut. Les recettes budgétaires sont descendues à 378 milliards DA contre 564 milliards DA en 1998 suite au contre choc pétrolier de 1998. En 2003, les recettes budgétaires ont atteint 1520,5 milliards de dinars, elles ont légèrement progressé à 1 520,5 milliards de DA en 2004 et 1 528 milliards de DA en 2005. Cette variation provient, principalement, de l'augmentation de la fiscalité pétrolière. Globalement, les recettes budgétaires ont maintenu leur niveau à la hausse suite à la reprise des cours des hydrocarbures, à l'exception de l'année 2008 où les recettes issues de la fiscalité pétrolière avoisinaient 1715.4 milliards de DA contre 2711.9 milliards de DA en 2007. En 2014, Les recettes fiscales ont atteint 2317,35 milliards de DA, contre 2380,0 milliards de DA en 2013. Alors que les recettes non fiscales ont atteint 1610,35 milliards de DA en 2014 contre 1515,2 milliards de DA en 2013.

II-2 Les dépenses budgétaires :

Selon BENASSY-QUERE, « les dépenses expriment à la fois les coûts de fonctionnement de l'entité publique et son action dans les différents domaines de sphère d'intervention (défense, police, justice, éducation, recherche, soutiens à l'économie, politique sociale, santé, politique étrangère, aide au développement, etc. »⁸

En matière de dépenses budgétaires, la figure suivante est une représentation schématisé des faits économiques construits à partir de deux variables ‘ dépenses d'équipement, dépenses en de Fonctionnement ‘. Le graphe représente l'évolution des dépenses budgétaires totales durant la période 1980 – 2015.

Figure N°12 : Evolution des dépenses publiques 1980-2015



Source : Construit par nos soins sur la base des données de l'ONS

Nous remarquons dans le graphique ci-dessus que l'Algérie au long de cette période dépend principalement des dépenses de fonctionnement. Avec un pourcentage qui varie entre 55 et 80% des dépenses budgétaires, et en 2^{ème} position les dépenses d'équipement avec un pourcentage qui varie de 20 à 48%.

Il est clair que les dépenses de l'Algérie sont consacrées essentiellement sur le fonctionnement, et la part d'équipement constitue une marge moindre que l'autre.

⁸ BENASSY-QUERE (2000), Politique économique préface d'Olivier BLANCHARD, édition DE BOECK, 2e édition, Belgique, p. 163.

Pour les dépenses de fonctionnement, on constate 2 phases, dont la 1ere qui enregistre une évolution des années 80 a l'année 2000, la part de fonctionnement a varié de 60% à 80% dans le budget avec une augmentation de 26789 millions en 1980 a 856193

En 2000 soit une évolution de 30% au long de cette période. Après cette année le pourcentage des fonctionnements ont baissé dans le budget ou ils enregistrent une moyenne de 60 %. Cette baisse est due à l'augmentation des dépenses d'investissement au long des dernière années. A l'inverse les dépenses d'équipement en évoluer a leur part dans cette période mais leur pourcentage est moindre de celui de fonctionnement comme figure dans le graphe. Pendant ces 30 ans il a évoluer de 16000%, il a connue des fluctuations suite aux différentes réformes et différents apports de loi de finance , il enregistre une hausse qui résulte principalement des dépenses en faveur du secteur de l'habitat qui sont passées de 271.4 milliards de dinars en 2011 à 611.1 milliards de dinars en 2012, soit 125.2% d'augmentation. Les dépenses d'infrastructures économiques et administratives, dont la part dans les dépenses d'investissement était de 40.1% en 2008, ont régressé depuis pour ne plus représenter que 35.7% en 2011.

II-3 Le Fonds de régulation des recettes (FRR)

Le Fonds de régulation des recettes ⁹est créé en 2000¹⁰ dans le but de :

- Restaurer le matelas des actifs externes, qui avaient précédemment chutés ;
- Entretenir le stock de la dette publique ;
- Lisser le profil des dépenses à long terme ;

Sa principale mission est de réguler les recettes pétrolières en recevant toutes celles non budgétisées. Ce fonds, qui a été institué par la loi de finances complémentaire pour l'année 2000, retrace en recettes les plus-values résultant d'un niveau de fiscalité pétrolière supérieur aux prévisions de la loi de finances ; ainsi que les avances de la Banque d'Algérie destinées à la gestion active de la dette extérieure ; et toutes autres recettes liées au fonctionnement du fonds. Il retrace en dépenses, la compensation des moins-values résultant d'un niveau de fiscalité pétrolière inférieur aux prévisions de la loi de finances ; les sorties de fonds sont affectées à l'amortissement de la dette et au financement du déficit hors hydrocarbures restant.

⁹ Le Fonds de Régularisation des Recettes est un sous-compte en dinars à faible taux d'intérêt de l'administration centrale auprès de la banque centrale.

¹⁰ Journal officiel de la république algérienne, Correspondant a l'an 2000.

Le Fonds de régulation des recettes est un sous compte de l'Etat auprès de la Banque d'Algérie. C'est un compte en Dinars qui agit comme un compte de stabilisation. Il n'a pas un objectif explicite de transfert intergénérationnel. Depuis 2004, ses ressources sont divisées en une petite part « liquide » et une large gamme de sécurités des revenus fixés. Les bénéfices sur réserves sont, en fin de compte, transférés au budget sous forme de dividendes de la Banque centrale. Les caractéristiques opérationnelles du Fonds laissent une marge de discrétion considérable. Les actifs sont utilisés pour financer les investissements d'infrastructure intérieurs, étant le besoin important des infrastructures incluant les logements sociaux, mais aussi le financement des subventions accordées¹¹ pour les biens de base afin de protéger les consommateurs des prix élevés sur les marchés internationaux. Les revenus excédant les prévisions sont déposés dans le Fonds pour lequel le solde a atteint près de 50 Milliards de dollars à la fin 2007¹² et à peu près 65 milliard de dollars¹³.

Dans ce point, un intérêt est porté sur les répercussions sur la gestion des finances publiques et la conduite de la politique budgétaire ainsi que la transformation de ses objectifs induits par la mise en place du Fonds de régulation des recettes en 2000.

II-3.1 Financement des déficits budgétaires par le FRR

Face à la demande mondiale de l'énergie (montée de nouvelles puissances) et au rétrécissement de l'offre (politiques de quotas de l'OPEP mais aussi invasion de l'Irak¹⁴), et avec la mise en place du Fonds de régulation des recettes, s'est substitué à une politique d'austérité budgétaire une politique budgétaire expansionniste qui s'est matérialisé principalement par la mise en place de trois plans de relance économique successifs.

Désormais, l'ampleur des plans de relance et face aux prévisions prudentielles du prix du baril lors de l'élaboration des budgets de l'Etat, a vite (au bout de six années de fonctionnement du Fonds de régulation des recettes) amener les pouvoirs publics à utiliser les ressources du Fonds pour le financement des déficits budgétaires et du Trésor public.

A partir de 2008, et face aux demandes sociales, il y a une révision du prix prévisionnel du baril servant à l'élaboration du budget de l'Etat.

¹¹ Mouhoubi S. (2011), affirme que 30% de la rente pétrolière vont aux subventions, Revue l'Eco, N° 31, Octobre 2011, P. 28.

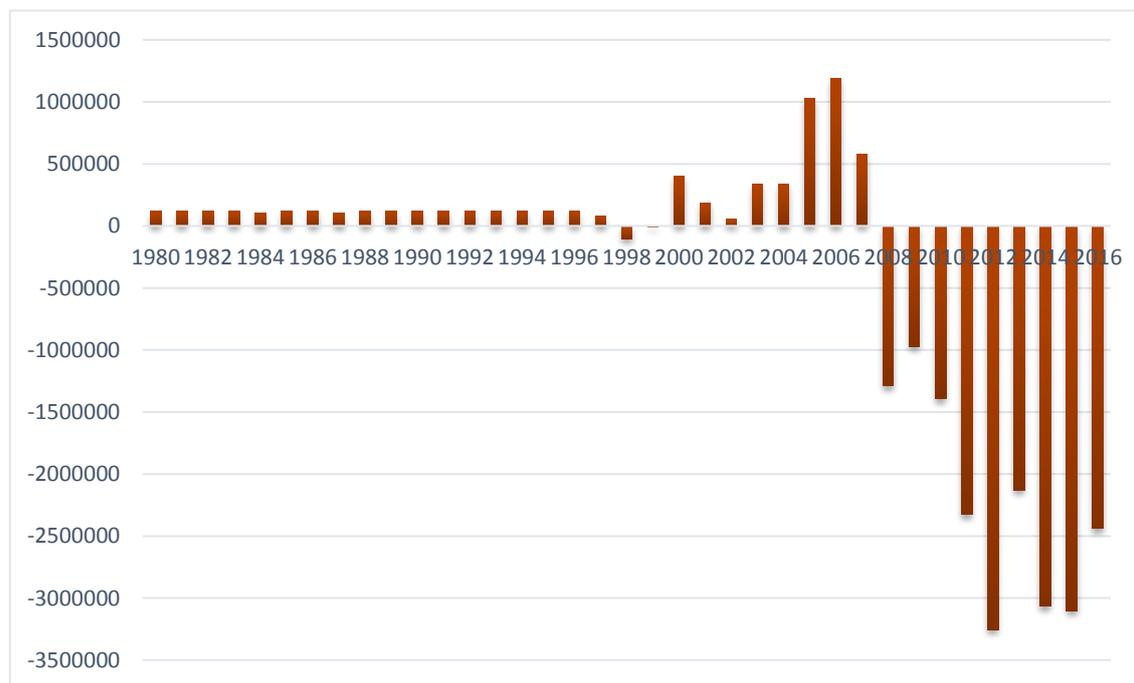
¹² Strum et al. (2009) op.cit., P.44

¹³ Nos calculs d'après les données de la DGPP et de la Banque d'Algérie.

¹⁴ A la fin des années 1990, l'Irak compte à peu près 10% des réserves de pétrole mondiales prouvées.

II-4 Le solde budgétaire

Figure N° 13 : Evolution des soldes budgétaires primaires depuis 1980



Source : Construit par nos soins sur la base des données de l'ONS

L'évolution des recettes et des dépenses budgétaires entraîne un impact sur le déficit et/ou excédent budgétaire. Le graphique qui figure N°13 montre que pour toute la décennie 1990, les soldes budgétaires prévisionnels étaient excédentaires. Au début de la décennie 1990, les excédents budgétaires représentaient près de 40% des dépenses prévisionnelles et près de 30 % des recettes prévisionnelles inscrites aux budgets de l'Etat. Ces proportions s'expliquent par l'austérité engendrée par le Plan d'ajustement structurel qui vise la compression des dépenses budgétaires. Vers la fin de la décennie 1990, une certaine stabilité des finances publiques a été retrouvée. Ces proportions ont été ramenées à environ 10%.

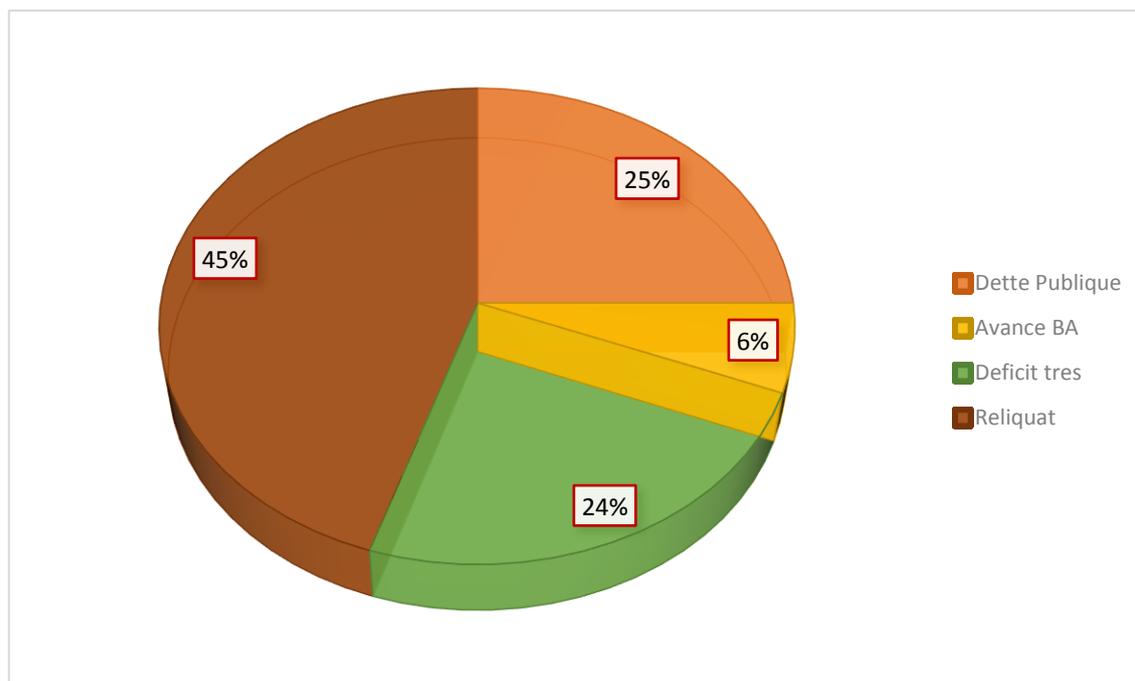
La décennie 2000, quant à elle, a été marquée, par une évolution remarquable de l'excédent budgétaire. En termes relatifs, les excédents budgétaires enregistrés pour la période 2000-2002, représentaient à peu près 30% des dépenses budgétaires et plus de 20% des recettes budgétaires prévisionnelles. Cette situation peut s'expliquer soit par une sous-estimation des dépenses budgétaires soit par une surestimation des recettes. A partir de 2003, il y a eu un retournement de situation. En effet, les soldes budgétaires prévisionnels sont plutôt déficitaires. Une aggravation considérable des déficits budgétaires est observée à compter de 2006. Ces derniers passent alors de 315 milliards de dinars en 2005 à 3626

milliards de dinars en 2011. À compter de 2006, les déficits budgétaires prévisionnels représentent plus de 40 % des dépenses budgétaires prévisionnelles (ils dépassent parfois les 50%). Ces déficits rapportés aux recettes budgétaires prévisionnelles dépassent souvent les 100%.

L'analyse de ces seuls chiffres, peut nous amener à un raisonnement de type keynésien envisageant ainsi une relance économique par le levier des dépenses publiques. Or, la spécificité de l'économie algérienne consiste justement en le caractère « exceptionnel » d'une part importante de ces recettes budgétaires, tirées du produit de la fiscalité pétrolière. De ce fait, il y a lieu de mentionner que c'est grâce au Fonds de régulation des recettes créé en 2000 que ces déficits sont comblés.

Après l'année 2008, l'Algérie plonge dans un déficit budgétaire voulue, Cette situation est expliquée par les dépenses liées au nouveau programme quinquennal d'investissements publics (2010-2014), à la hausse des salaires des agents de l'Etat et au recrutement dans la Fonction publique. Cela est également lié aux transferts sociaux qui ont dépassé les 1200 milliards de dinars en 2009. Et aussi à la chute de la fiscalité pétrolière depuis 2008, qui était de 2711,850 Milliard de Dinar en 2007 à 1501,7 Milliard de Dinar en 2009, soit une diminution de 44% de la fiscalité pétrolière. De ce fait Le Fonds de régulation des recettes des hydrocarbures sera sollicité pour alléger le déficit.

Figure N° 14 : Emplois du FRR



Source : Construit par nos soins sur la base des données de la DGPP

Le graphique montre que près de la moitié des ressources cumulées du Fonds de régulation des recettes est utilisée pour le remboursement de la dette publique et le financement des déficits du Trésor public. Le Fonds n'a épargné que 45% des reliquats de la fiscalité pétrolière. En l'espace de cinq ans (de 2006 à 2010), près d'un quart des recettes du Fonds avaient servi à la résorption des déficits du Trésor public.

III- Les réformes et apporte de loi de finance :

Depuis la fin des années 1980, l'Algérie a connu trois séquences de réformes économiques :

- En 1987-88, la réforme initiée par le courant des réformateurs s'inscrivait à la fois dans la continuité et en rupture avec le système socialiste alors en vigueur. Dans la continuité, au sens où elle s'appuyait sur plusieurs années d'observation des dysfonctionnements de l'économie ainsi que de réflexion, en Algérie et dans d'autres pays socialistes, sur les moyens de la réformer ; rupture parce qu'elle s'engageait résolument dans la mise en place des fondements institutionnels de la régulation par le marché, avant d'être interrompue en 1991-92.

- En 1993-94, la situation de quasi-cessation de paiements a contraint les autorités à réorienter les réformes en fonction des conditionnalités liées à la renégociation de la dette extérieure avec les bailleurs de fonds internationaux. Cela les a amenées à mettre en priorité les objectifs de stabilisation financière, de valorisation accélérée des hydrocarbures afin de dégager des ressources financières extérieures à court terme, de libéralisation du commerce extérieur et d'ouverture aux IDE, tout en repoussant les échéances en matière de restructuration industrielle notamment.

- A la fin des années 1990, la relance des négociations des accords internationaux et la signature de l'accord d'association avec l'Union Européenne (2002), en introduisant des impératifs de compétitivité et de convergence institutionnelle, confirment l'orientation des réformes sous l'effet de contraintes extérieures, ceci alors même que les équilibres macro-économiques ont été rétablis et que la hausse des cours du pétrole permet le remboursement anticipé de la dette extérieure. Un programme de privatisations ainsi que l'ouverture totale du secteur des hydrocarbures sont désormais dans l'agenda.

En 2009, des mesures prises dans le cadre de la Loi de finances complémentaire (LFC) 168 introduisant de fortes restrictions aux importations 169, à l'investissement étranger et au crédit à la consommation, pourraient marquer le début d'une nouvelle phase.

III-1 Les apports de la loi de finance 2017

La loi de finances pour 2017, publiée au journal officiel N°77¹⁵, et élaborée sur la base d'un prix de référence du baril du pétrole de 50 dollars et d'un taux de change de 108 DA pour 1 dollar, les autorités prévoit une croissance économique hors hydrocarbures de 3,9% et une inflation de 4%.

Cette loi prévoit un budget d'équipement de 2.291,3 milliards DA, ventilé entre des dépenses d'investissement pour 1.620,4 milliards DA et d'opérations en capital pour 670,9 milliards DA. Elle table également sur des dépenses de fonctionnement de 4.591,8 milliards DA.¹⁶

La LF 2017 inclut aussi les dépenses et les recettes des exercices 2018 et 2019, une démarche qui s'inscrit dans le cadre de la réforme budgétaire engagée par le gouvernement.

Concernant les trois exercices 2017, 2018 et 2019, le gouvernement s'est fixé un double objectif : rationaliser et plafonner les dépenses au niveau de celles de 2015 à savoir moins de 7.000 mds de DA et, de l'autre, tabler sur une hausse annuelle d'au moins 11% du produit de la fiscalité ordinaire.

Pour ce qui est de l'investissement, la LF 2017 introduit des allègements de certaines procédures ainsi que des incitations fiscales au profit de l'entreprise et de l'investissement, tout en renforçant le contrôle sur le transfert de devises par les entreprises étrangères.

Ainsi, le texte exonère des droits de douanes et de la TVA, pour une période de cinq ans, les composants et matières premières importés ou acquis localement par les sous-traitants dans le cadre de leurs activités de production d'ensembles et de sous-ensembles destinés aux produits et équipement de la branche des industries mécaniques, électroniques et électriques. Afin de renflouer les caisses des communes, le texte introduit un réaménagement de l'affectation du produit de la TVA à l'importation, pour faire bénéficier les communes frontalières de ce produit, au titre des opérations d'importation déclarées au niveau des postes douaniers frontaliers terrestres.

La LF 2017 prévoit, par ailleurs, la réduction du taux de droit de douanes applicable aux intrants de fabrication du tapis, le portant de 15% à 5%.

Pour aider financièrement les entreprises en difficulté, la LF propose le rééchelonnement de leur dette fiscale sur une période n'excédant pas 36 mois.

¹⁵ Journal officiel de la république algérienne, Correspondant au 29 décembre 2016.

¹⁶ La loi de finances 2017 prévoit les budgets prévisionnels de 2018 et 2019 [en ligne], disponible sur : http://www.mfdgi.gov.dz/images/pdf/LF2017/lf_2017_budgets.pdf (consulté le 20 avril 2017).

Par ailleurs, la LF a prévu une hausse de plusieurs taxes, impôts et droits de timbre pour compenser partiellement la chute des recettes fiscales pétrolières budgétisées, attendues en baisse de 30% par rapport à 2016.¹⁷

Il s'agit notamment de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) qui passera de 17% à 19% pour le taux normal et de 7% à 9% pour le taux réduit.

Cette hausse de la TVA, dont le produit alimente le Budget de l'Etat à hauteur de 80% et les communes à hauteur de 20 %.

Afin de se mettre en conformité avec l'introduction par les Douanes du nouveau tarif à 10 chiffres, la LF fixe la liste des biens et services soumis à la TVA à taux réduit (9%), qui contient 80 positions tarifaires.

Dans le domaine immobilier, les revenus issus de la cession, par les particuliers, d'un immeuble bâti ou non bâti, sont soumis à l'impôt sur le revenu global (IRG) d'un taux fixé à 5%.

La location des habitations à usage individuel est soumise à un nouveau taux d'IRG à 10% alors que le taux de 7% demeure applicable aux revenus provenant de la location des habitations à usage collectif.

La loi a augmenté aussi la taxe sur les permis immobiliers relatifs aux permis de construire et certificats de conformité.

Pour permettre au Trésor d'encaisser 20 mds DA supplémentaires, la taxe intérieure de consommation (TIC), composée d'une partie fixe et d'un taux proportionnel, est à son tour augmentée pour certains produits dits "de

La LF 2017 prévoit l'augmentation des tarifs actuels de la Taxe sur les produits pétroliers (TPP) de 1 à 3 DA/litre respectivement pour le gasoil et les trois types d'essence.

La loi institue également une Taxe d'efficacité énergétique (TEE), applicable aux produits importés ou fabriqués localement fonctionnant à l'électricité, aux gaz et aux produits pétroliers, ce qui permettra au Trésor public d'encaisser pas moins de 10,7 mds DA (9,2 mds DA en TEE et 1,5 mds DA en TVA).

Pour ce qui est des droits de timbre, il s'agit de l'introduction d'une "procédure accélérée" qui permet de délivrer le passeport biométrique dans un délai maximum de cinq jours de la date de dépôt de la demande, contre le paiement d'un timbre de 25.000 DA pour le livret de 28 pages et de 60.000 DA pour celui de 48 pages.

¹⁷ Loi de Finances 2017 : ce qu'il faut savoir sur les principales mesures fiscales [en ligne], disponible sur : http://www.mfdgi.gov.dz/images/pdf/LF2017/lf_2017_mesures_fiscales.pdf (consulté le 20 Avril 2017).

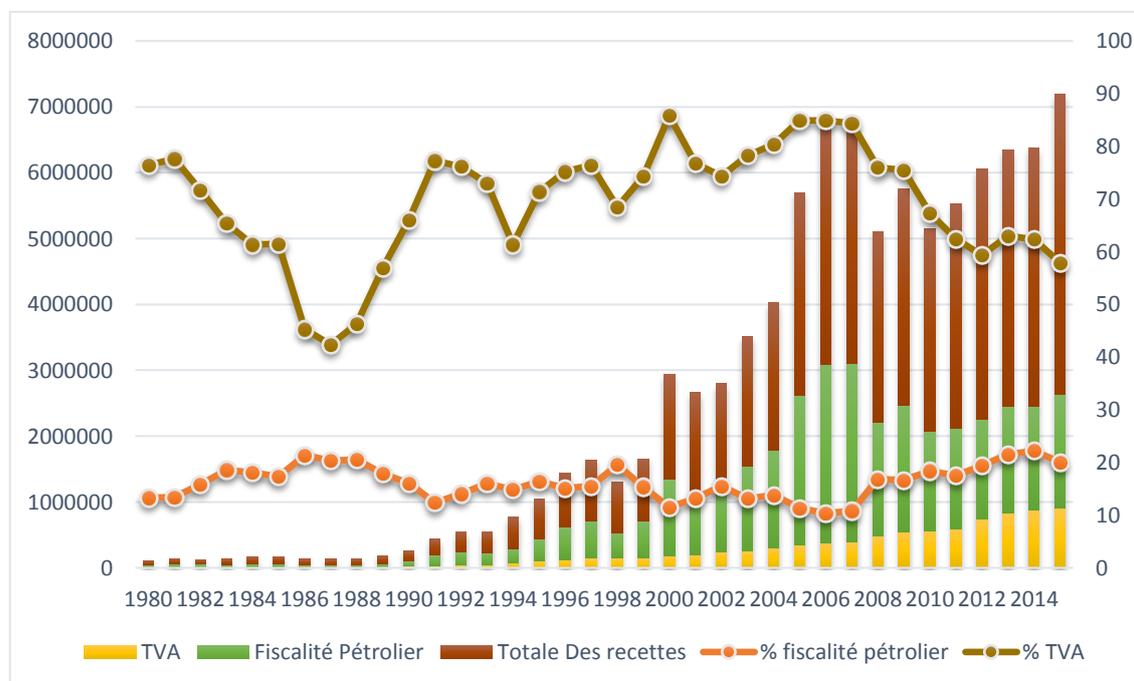
La LF a aussi touché la Taxe applicable aux chargements prépayés de téléphonie mobile dont il été relevé de 5 à 7%.¹⁸

III-2 Analyse du poids de la TVA dans l'économie algérienne

La TVA est un impôt indirect portant sur les biens et services a consommé.¹⁹ Elle est payée par le consommateur et collectée par les entreprises, pour le compte de l'Etat, qui participent au processus de production et de commercialisation.²⁰

La Loi de finance 2017 a apporté une évolution sur la TVA, il est important d'analysé son poids sur l'économie algérienne, pour voir la efficacité de cette politique économique récente.

Figure n°15 : Evolution de la TVA par rapport au PIB



Source : Construit par nos soins sur la base des données de l'ONS

Au long des 30 années dernière la TVA à constituer un pourcentage moyen de 17% du budget de l'état, contre 60% de la fiscalité pétrolière retenue du budget, cette écart est trais important dans le budget car il est basé essentiellement sur les hydrocarbures, cette infrastructure fragile rend le rôle de la TVA presque minime face à celle de la fiscalité pétrolière. En remarque sur le graphe que l'évolution de la TVA est contradictoire avec l'évolution de la fiscalité pétrolière, on peut expliquer ça par les lois gouvernementales, tant que la fiscalité

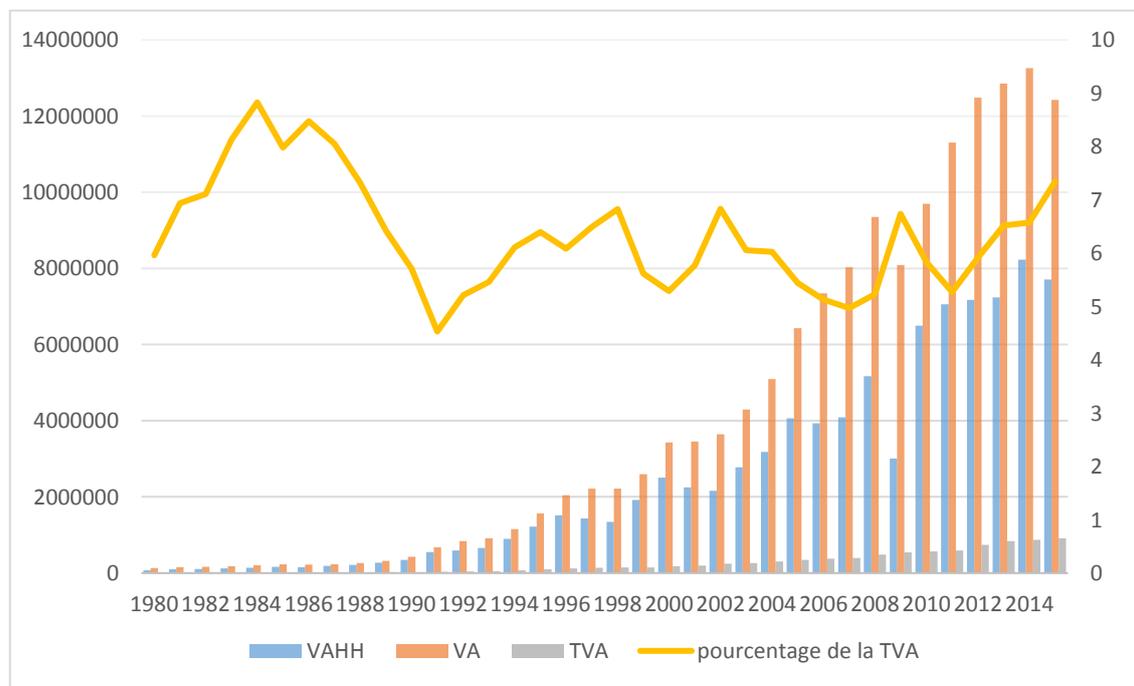
¹⁸ Loi de Finances 2017 : ce qu'il faut savoir sur les principales mesures fiscales, p. 2.

¹⁹ Jean-Yves capul, Olivier Garnier, *op cit.*, p. 320.

²⁰ La TVA (en ligne), disponible sur : <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Tva.htm> (consulté le 10 mai 2017)

pétrolière est relié au prix de pétrole, les lois de finance exécuté par le gouvernement joue sur le taux d'imposition ou à chaque baisse du prix du baril le taux d'imposition augmente et vice versa, dans le but d'alimenté le budget de l'état.

Figure n°16 : Evolution de la TVA par rapport à la valeur ajoutée



Source : Construit par nos soins sur la base des données de l'ONS

Sur la figure N°16, on constate que le poids de la TVA est très réduit sur la valeur ajoutée créée dans le pays ou elle constitue juste 7% de la valeur ajoutée en moyenne pendant la période présentée allant de 1980 à 2015. Cette part dans la valeur ajoutée, peut être expliquée, par l'informelle existant dans le pays, ou les vendeurs vendent sans facturation, cette fraude fiscale peut être la cause de la fuite dans le pays, malgré les réformes que le gouvernement peut mener par rapport à la TVA et l'impôt en général, ne peut pas contribuer pour alimenter les dépenses publiques, la fiscalité pétrolière reste le secteur majeur dans le pays.

Conclusion

La croissance algérienne reste toujours dépendante des performances du secteur des hydrocarbures et de celles des services. La faible contribution des secteurs productifs (notamment le secteur d'industrie manufacturière), est préoccupante quant au soutien de la croissance de l'économie algérienne à long terme.

Au long d'une trentaine d'année, l'Algérie se base essentiellement sur les hydrocarbures, ce secteur qui a un effet sur tous les autres secteurs, ou avec la fiscalité pétrolière l'Etat couvre son déficit sur les dernières années en utilisant le fond de régulation, et tout choc au niveau des prix de pétrole entraîne une crise économique et sociale dans le pays.

Les mesures faites par la loi de finance 2017 au niveau de la fiscalité, la TVA, paraissent incohérentes avec leur contribution à la richesse créée dans le pays, malgré les estimations faites par le gouvernement, une augmentation de 100 Milliard de dinars. Suite à la variation de la TVA, les prix de pétrole et le secteur des hydrocarbures restent le secteur majeur de l'économie algérienne, et les dépenses sont basées sur le fonctionnement et l'équipement non productif, ou l'Algérie l'un des pays qui dépense des fonds volumineux pour des infrastructures non industrialisantes. Les infrastructures réalisées dans les années 2000 au moment de l'embellie financière du pays n'ont pas créé en amont toutes les industries qui auraient dû naître pour participer à la réalisation et maintenance de ces mêmes infrastructures pour que les infrastructures soient "industrialisables", il faut qu'elles impulsent ce processus d'industrialisation en amont et en aval et d'ajouter que ce processus n'aboutira pas sans une stratégie en matière de commerce interne et externe qui favorise le développement du tissu industriel".²¹

Par cette mesure de fiscalité, le consommateur final et le plus touché, puisque la charge de la TVA est payée par lui-même, donc l'augmentation des salaires n'a pas d'effet réel sur l'économie, et au contraire ça va créer de l'inflation.

Dans le chapitre qui suit on va essayer d'illustrer ce fait par une modélisation économétrique afin de démontrer l'inefficacité des mesures sur la croissance économique.

²¹ Smail Goumeziane, Ancien ministre du Commerce.

Chapitre III

**Analyse de l'impact de la TVA sur l'évolution de la
valeur ajoutée hors hydrocarbures**

Introduction

Dans ce chapitre nous estimeront l'impact de la TVA sur la création de la valeur ajoutée hors hydrocarbure en Algérie. En tenant compte du fait que la TVA est payée par le consommateur final, nous avons procédé en deux temps. Dans un 1^{er} temps, nous avons spécifié un modèle pour déceler l'impact de la TVA sur la consommation final des ménages. Dans un 2^{ème} temps un autre modèle pour estimer l'impact de la consommation final des ménages sur la progression de la valeur ajoutée hors hydrocarbure.

Méthodologie et analyse descriptive :

Dans le cadre de cette section nous allons présenter les variables à étudier dans notre modèle et sur l'analyse descriptive, ainsi la méthodologie à suivre, en représentant des graphiques de chaque variable, afin de les mieux interpréter.

Les données statistiques recueillies dans cette étude sont extraites de l'organisme officiel des statistiques (l'ONS), la banque mondiale, la banque d'Algérie, Ministère des finances s'étalant de 1980 à 2015. Le choix de la période de temps a été subordonné à la disponibilité des données de séries chronologiques sur toutes les variables incluses dans le modèle.

Nous avons transformé tous les variables en logarithmique afin d'éliminé l'effet de la variance (la non stationnarité en variance ; tendance à la hausse et la baisse), de minimiser l'influence des effets de temps sur la série, de réduire le nombre d'étape pour arriver à une série stationnaire et de ne pas perdre l'information sur les premières valeurs de la série.

I- Méthode d'estimation

Et afin de procéder à l'estimation on s'est focalisée sur le logiciel Eviews 9.5, pour bien illustrer empiriquement notre modélisation. Pour cela, en vue d'obtenir les résultats plus fiables des paramètres du modèle. L'estimation de notre modèle a été établie par plusieurs tests et dans un ordre bien déterminé.

- Détermination du nombre de retard de chaque série : cette étape s'illustre à travers la spécification du nombre de retard pour chaque variable. Cela à l'aide des correlograms partial ;
- Test de racine unitaire : avant le traitement d'une série temporelle, il convient d'en étudier les caractéristiques stochastiques. Dans ce cas on fait appel à l'étude de la stationnarité de nos séries, qui consiste à tester les trois modèles de Dickey-Fuller afin d'étudier la significativité de la tendance et de la constante. En vue d'identifier la nature de la non-stationnarité des séries, si elles présentent un processus TS ou DS avant d'appliquer le test de racine unitaire, et aussi de détecté l'ordre d'intégration de tous les variables du modèle.
- Estimations d'un processus VAR : dans notre étude on va essayer de présenter une variable endogène expliquée par des variables exogène qui ont une relation directe avec elle, en vue d'analyser le lien existant entre elles. Après avoir déterminé la stationnarité de chaque série, il est nécessaire de procéder à la modélisation d'un processus VAR (Vecteur Auto-Régressive), où il montre la dynamique des variables endogènes par rapport au passé de chaque variable.
- Validation du modèle VAR : Il existe plusieurs tests qui servent à l'étude de la validité du modèle VAR. Par exemple, le test de normalité des erreurs de Jarque-Béra, le test d'hétéroscédasticité de white et le test d'auto-corrélation LM, ce dernier a pour objectif de vérifier si les erreurs ne sont pas corrélées. Car, la présence de l'auto-corrélation entre les erreurs rend caduque les commentaires concernant la validité du modèle et les tests statistiques. Test d'hétéroscédasticité effectué à l'aide du test de white dans le cadre de notre travail, ce test permet de savoir si les erreurs sont homoscedastiques ou non. L'hétéroscédasticité qualifie les données qui n'ont pas une variance constante. Or, les séries doivent être homoscedastiques pour présenter les meilleurs estimateurs. Dans un test d'hétéroscédasticité, on utilise généralement deux tests : les tests de Breusch-Pagan

et White. Dans notre modèle on utilise le test de White. L'idée générale de ce test est de vérifier si le carré des résidus peut être expliqué par les variables du modèle et aussi de repérer une mauvaise spécification du modèle.

- Test de causalité au sens de Granger : Cette analyse s'appuie sur les relations causales entre les variables, cela va nous permettre d'indiquer quelle est la variable qui cause l'autre et le sens de causalité entre les variables, et leurs influencent entre elles.
- L'analyse de choc : cette étape nous permet d'étudier l'effet introduit par une variation ou une modification enregistrée au niveau d'une variable sur une autre variable, ainsi cela nous aide à analyser l'impact des différents variables sur la variable exogène.
- La décomposition de la variance : cette analyse nous permet de calculer la contribution de chacune des innovations à la variance de l'erreur.
- Test de cointégration de Johansen : afin de détecter l'existence d'une ou plusieurs relations de cointégration entre les différentes séries. Cependant, un modèle vectoriel d'erreur autorégressif sera estimé (VECM) qui se caractérise par la modélisation des ajustements qui servent à établir une situation d'équilibre de long terme.

II- Modélisation des Modèles économiques

II-1. Modélisation de la consommation finale des ménages

II-1.1 Justification du choix des variables

Dans notre travail, nous avons essayé de choisir le mieux les variables qui sont en corrélation directe avec La consommation finales des ménages, Pour cela, nous avons choisi cinq variables à savoir :

- La variable endogène ou à expliquer, qui est la consommation finale des ménage par l'abréviation (CONS) est considérée comme l'une des meilleurs indicateurs pour mesurer la consommation finale des ménage.
- Les variables exogènes ou explicatives, qui sont :
 - o le revenu des ménages (REV).
 - o la TVA (TVA)
 - o L'indice des prix (IPC)
 - o l'épargne brute (EPA).

Malgré l'existence de plusieurs variables pouvant déterminer la consommation finale des ménages (tel que le taux d'intérêt), nous avons limité notre étude sur les quatre variables exogènes qui déterminent la variation de la consommation, et ce pour deux raison :

- Soit parce que les données n'étaient pas disponibles ;
- Soit parce que les observations ne présentaient que peu de variation pour avoir un effet significatif.

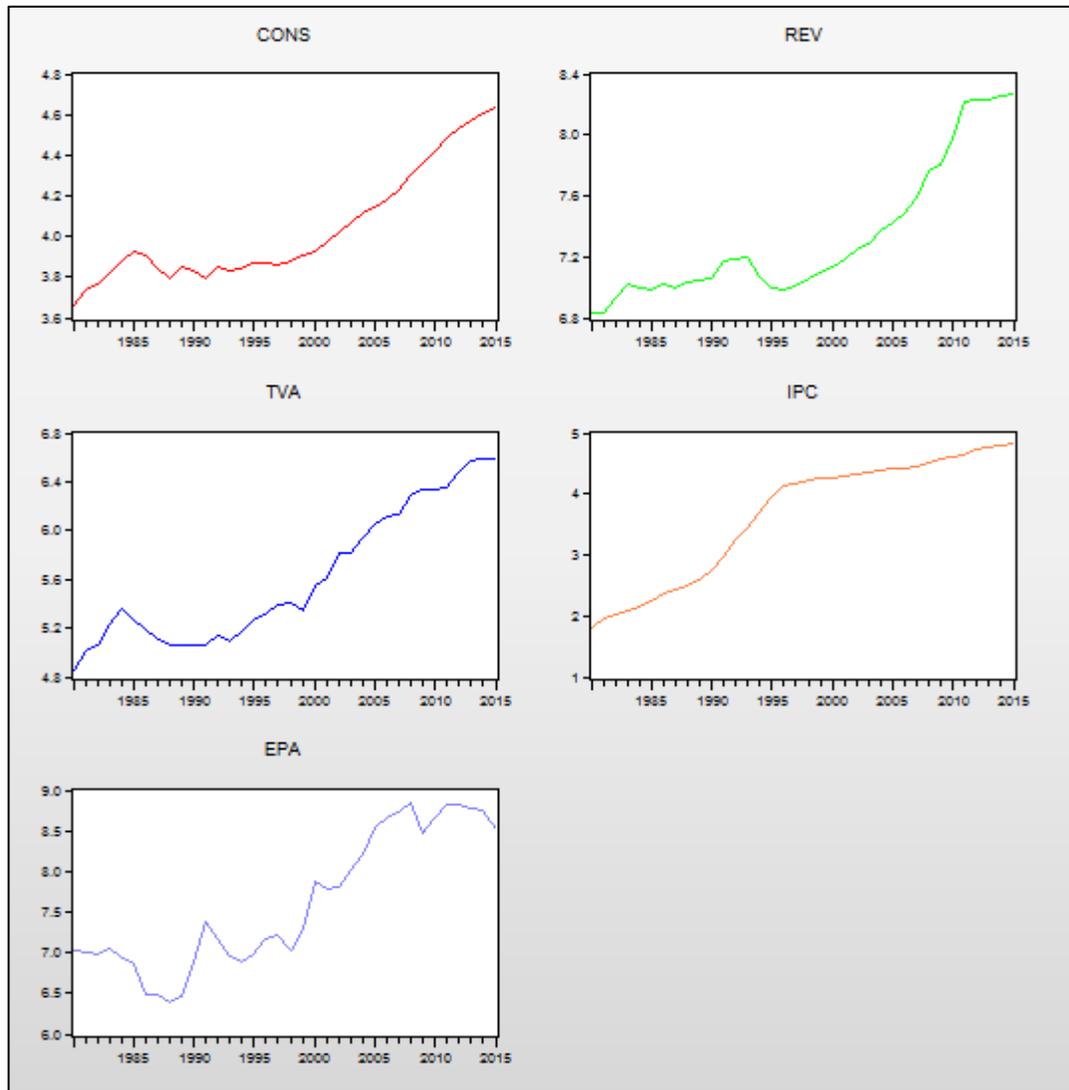
Sur 31 observations, les variables sont exprimés en Milliard en unité monétaire locale constante. Ainsi, notre étude est réalisée sur la base du modèle suivant :

$$\text{Const} = F (\text{Rev}_t , \text{TVA}_t, \text{IPC}_t , \text{Epat})$$

II-1.2. Analyse graphique des séries :

Cette étape se traduit par la présentation graphique des variables étudiés, en vue d'analyser et d'examiner leur évolution dans le temps.

Figure n°17 : Séries CONS, REV, TVA, IPC, EPA



Source : Réalisé à partir des données dans l'annexe on utilisant logiciel eviews9.5

D'après l'examen des évolutions des variables, nous ressortant du graphique ci-dessus que toutes les séries dont CONS, REV, TVA, IPC et EPA évoluent dans le temps de façon positive généralement, ou on peut détecter qu'elles sont des séries tendanciennes, et aussi déterminer la non stationnarité de ces série, on passant par les différents teste qui suivent dans l'analyse statistique, on apportera plus de précision sur l'étude de la stationnarité de chacune des variables.

II-1.3. Analyse statistique :

II-1.3.1. Etude de la stationnarité des séries de données :

II-1.3.1.1. Application du test de Dickey-Fuller augmenté :

Plusieurs tests permettent de mettre en évidence la stationnarité d'une série. Nous mettrons donc en œuvre le test de stationnarité de Dickey-Fuller (DF et ADF) sur les différentes séries de données et afin de procéder aux tests de Dickey-Fuller, il convient d'abord de déterminer le nombre de retard de chaque série cela à l'aide d'un correlogram partial.

A- Détermination du nombre de retards de chaque variable

Pour déterminer le nombre de retards « p » à retenir dans les régressions des tests ADF, on peut représenter le correlogram de chaque série en différence première. Les résultats obtenus sont résumés dans le tableau suivant : (voir annexe N° 13)

Tableau N°01 : Choix du nombre de retards (p)

Variables	CONS	REV	TVA	IPC	EPA
Nombre de retards	0	1	0	0	0

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'Eviews9.5

B- Test de stationnarité sur les séries (test de Dickey-Fuller Augmenté) :

Tableau N°02 : Résultats des tests de stationnarité d'ADF(voir annexe N° 14)

Variable	Test ADF en niveau						Test ADF en différenciation				Ordre d'intg°
	T statistique	Modèle (3)		Modèle(2)		Modèle (1)		différenciation			
		T ADF	Prob	T ADF	Prob	T ADF	Prob	T ADF	Prob		
CONS	T calculée	0.91	0.36	-1.4	0.16	4.88	0.00	-3.05	0.0033	I [1]	
	T tabulée	2.79	0.05	2.54	0.05	-1.94	0.05	-1.94	0.05		
REV	T calculée	1.54	0.13	-0.17	0.86	1.91	0.06	-2.44	0.01	I [1]	
	T tabulée	2.79	0.05	2.54	0.05	-1.94	0.05	-1.94	0.05		
TVA	T calculée	1.39	0.17	0.04	0.96	3.53	0.0012	-4.30	0.0001	I [1]	
	T tabulée	2.79	0.05	2.54	0.05	-1.9	0.05	-1.94	0.05		
IPC	T calculée	-1.3	0.18	2.20	0.03	-1.2	0.22	-8.45	0.00	I [1]	
	T tabulée	2.79	0.05	2.54	0.05	-1.9	0.05	-1.9	0.05		
EPA	T calculée	2.21	0.03	0.64	0.52	1.06	0.29	-4.5	0.0001	I [1]	
	T tabulée	2.79	0.05	2.54	0.05	-1.94	0.05	-1.94	0.05		

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'Eviews9.5

A travers les résultats trouvés sur les tests de racine unitaire ADF, Le modèle générateur de tous les variables est de type DS sans dérive et sans constante, et elles sont toutes intégrées de même ordre 1. En outre, on peut chercher d'éventuelles relations de co-intégration entre les variables.

II-1.3.2 Modélisation d'un processus VAR

La modélisation du modèle VAR nous permet d'étudier des effets économiques, ainsi la détermination de la relation entre les variables étudiées et les effets d'une variable sur l'autre.

II-1.3.2.1 Déterminations de nombres de retards P

Dans cette étape on procède à la détermination le nombre de retard optimal. A cet égard, nous avons estimé les différents processus du modèle VAR pour des ordres de retards p allant de 1 à 4 à travers les critères d'information AKAIK et SHWARZ.

Tableau n°03 : Résultats de la recherche du nombre de retard

Nombre de retard	P=1	P=2	P=3	P=4
AIC	-7.161741	-6.235832	-6.252489	-6.331676
SC	-5.814952	-3.741653	-2.588149	-1.474623

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'EvIEWS9.5

Les résultats nous donnent un VAR optimal d'ordre 1 c'est-à-dire un VAR(1)

II-1.3.2.2 Estimation du modèle VAR (1)

Dans le cadre de ce processus VAR nous allons estimer les séries stationnaires à travers le modèle VAR (1), où il convient d'estimer les effets du passé de chaque variable par rapport aux passés des autres variables.

Tableau N°04 : Estimation du processus VAR (1) (annexe N°14)

	D(CONS)	D(REV)	D(TVA)	D(IPC)	D(EPA)
D(CONS(-1))	0.009037 (0.19079) [0.04737]	0.660926 (0.43180) [1.53063]	0.142992 (0.53155) [0.26901]	-3.206201 (5.16450) [-0.62082]	1.280075 (1.57646) [1.81199]
D(REV(-1))	0.251625 (0.08292) [3.03445]	0.260985 (0.18768) [1.39060]	0.192395 (0.23103) [0.83276]	2.314235 (2.24469) [1.03098]	-0.673459 (0.68519) [-0.98288]
D(TVA(-1))	0.174956 (0.07721) [2.26608]	-0.178497 (0.17474) [-1.02150]	0.045127 (0.21511) [0.20979]	2.136133 (2.08996) [1.02209]	-0.740909 (0.63796) [-1.16138]
D(IPC(-1))	-0.004764 (0.00675) [1.99614]	-0.001398 (0.01527) [-0.09156]	0.026873 (0.01880) [1.42959]	-0.268857 (0.18264) [-1.47209]	0.003245 (0.05575) [0.05821]
D(EPA(-1))	-0.001469 (0.02554) [-0.75753]	0.076588 (0.05781) [1.32492]	0.136003 (0.07116) [1.91124]	0.490897 (0.69138) [0.71003]	0.323238 (0.21104) [1.53163]
C	0.006861 (0.00658) [1.04341]	0.017812 (0.01488) [1.19685]	0.025618 (0.01832) [1.39832]	-0.183158 (0.17800) [-1.02896]	0.058262 (0.05434) [1.07227]
R-squared	0.620480	0.269149	0.233959	0.239148	0.096277
F-statistic	4.408585	2.062301	1.710318	1.760174	0.596589

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'Eviews9.5

* : Les valeurs entre crocher indiquent les T-Statistic.

D'après l'application de la modélisation VAR(1), ce qui nous intéresse en fait dans cette estimation c'est d'exprimer l'équation de la consommation finale des ménages en fonction des autres variables du modèle.

- **Interprétations :**

- a) **Test de significativité globale**

L'estimation de notre modèle VAR(1) montre que cette équation est globalement significative avec (R= 0.62), c'est-à-dire la CONS est expliqué a 62.04% par les différentes autre variables. En plus, le modèle VAR(1) de l'équation VAHH est significative car (F-statistique = 4.40 > F-statistique 5% du tableau). Par conséquent, nous pouvons dire que notre modèle est globalement significatif.

b) Test de significativité des variables du modèle empirique

Les résultats de l'estimation de VAR soulignent que les valeurs indiquées en gras associés aux termes retardés sont significativement différents de zéro. A l'exception de la valeur associée à l'épargne, toutes les valeurs de t-statistique des autres coefficients sont supérieures à la valeur critique lue dans la table de Student au seuil de 5%.

D'après les résultats qui figurent dans le tableau ci-dessous, on remarque que la CONS dépend positivement des variables REV, TVA, IPC retardé d'une période cela indique qu'une augmentation de 1% de REV et TVA, ce traduit par une croissance de 0.25% et 0.17% respectivement sur la consommation finale des ménages. Et une augmentation d'IPC d'une unité engendre une baisse de -0.004% sur cette dernière.

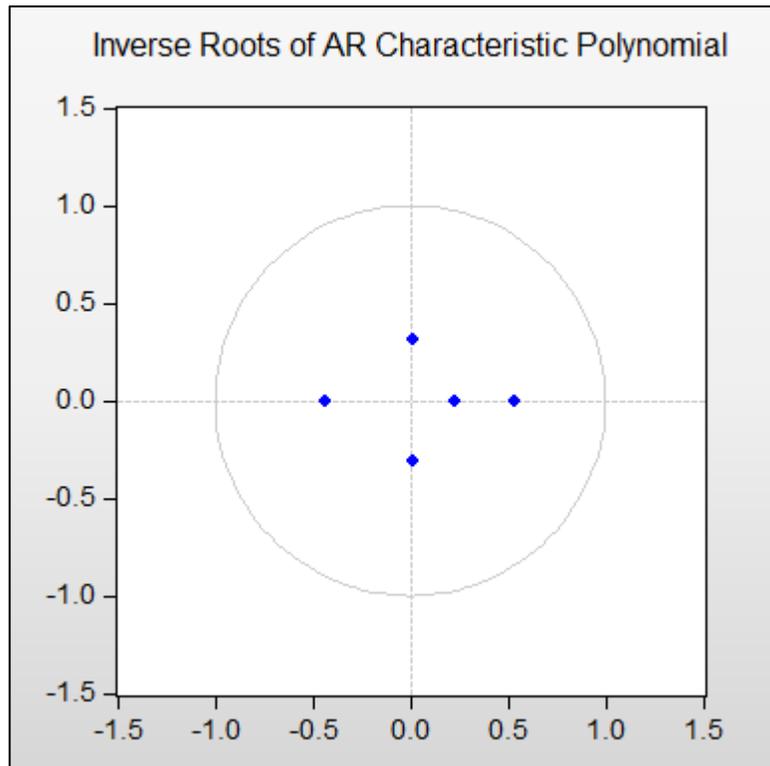
c) Interprétation économique

Ces résultats semblent être logiques et trouver leur explication économique. Une augmentation du revenu engendre théoriquement une augmentation de la consommation, chose vérifiée. Une augmentation des prix générera une diminution de la consommation, phénomène également vérifié. Par contre, l'augmentation de la TVA, avec impact positif sur la consommation, alors qu'elle devait avoir un effet négatif, peut trouver son explication dans deux éléments différents. Le 1^{er} est relatif au revenu, des augmentations de TVA compensé par des augmentations de revenu, donc des augmentations du revenu plus importante que les augmentations de TVA. Ou par des proportions de commerces informels (vente sans facturation) très importants, est semblé être l'explication la plus plausible, eu égard la prolifération de l'économie informel en Algérie.

II-1.3.2.3. La stabilité du modèle VAR

Après avoir déterminé le retard optimal du modèle VAR, il convient à présent de vérifier sa stabilité, cela veut dire sa stationnarité. D'après la figure ci-dessous nous montre le graph suivant :

Figure N°18 : Stationnarité du modèle VAR



Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'Eviews9.5

Nous observons que toutes les racines du polynôme caractéristique, c'est-à-dire que toutes les valeurs propres se situent à l'intérieur du cercle unité. Donc le modèle VAR(1) est stationnaire.

II-1.3.2.4. Validation du modèle VAR

Afin que le modèle VAR soit bien introduit dans le cadre statistique, il faut que les erreurs ne soient pas corrélées. De par ce fait, nous allons appliquer deux principaux tests sur les résidus, test d'auto-corrélation et d'hétéroscédasticité de white.

A- Test d'auto-corrélation des erreurs

Le test d'auto-corrélation des erreurs nous indique si les erreurs ne sont pas corrélées. Pour cela nous allons tester l'hypothèse nulle d'absence d'auto-corrélation des résidus, contre l'hypothèse alternative existence d'auto-corrélation des résidus.

Les résidus du test sont les suivants :

Tableau N°05 : Test d'auto-corrélation

Lags	LM-Stat	Prob
1	15.78753	0.9210
2	19.01537	0.7964
3	26.28484	0.3925
4	12.01973	0.9864
5	27.34802	0.3387
6	21.12560	0.6856
7	27.47631	0.3325
8	31.78897	0.1642
9	44.74133	0.1089
10	17.14904	0.8763
11	27.34097	0.3391
12	21.15332	0.6840

Source : réalisé par nous-même a partir des résultats d'Eviews9.5

Dans le tableau ci-dessus on remarque que la probabilité de commettre une erreur de première espèce est supérieure à la valeur critique au seuil de 5%. Cela se traduit par une absence d'auto-corrélation entre les erreurs. Donc les erreurs sont indépendantes.

B- Test d'hétéroscédasticité de White

Ce test repose sur deux hypothèses : l'hypothèse nulle selon laquelle les erreurs sont homoscédastiques (la probabilité > 0,05), contre l'hypothèse par laquelle les erreurs sont hétéroscédastiques (la probabilité < 0,05).

Tableau N°06 : Résultat du test d'hétéroscédasticité de White

Sample: 1980 2015		
Included observations: 34		
Joint test:		
Chi-sq	df	Prob.
318.8104	300	0.2178

Source : réalisé par nous-même a partir des résultats d'Eviews9.5

D'après les résultats obtenus l'hypothèse d'homoscédasticité est acceptée dans la mesure où la probabilité de commettre une erreur est égale à 0,2178 > 0,05. Dans ce cas les estimations obtenues sont optimales.

En effet, les tests effectués montrent qu'il y a absence d'auto-corrélation entre les résidus, le VAR(1) est bien un modèle stationnaire et stable, donc statistiquement nous pouvons dire que notre modèle VAR est un modèle valide. On peut dans ce cas faire des analyses et interprétations économiques.

II-1.3.2.5. Analyse de la causalité au sens de Granger

L'étude de causalité est une étape prépondérante pour étudier la dynamique du processus VAR, d'après les résultats obtenus dans l'annexe n° : on se concentrant sur la variable endogène (CONS) on obtient les résultats suivant :

Tableau N°07 : Résultat du de la causalité au sens de Granger sur CONS

Sample: 1980 2015 Lags: 1			
Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
D(REV) does not Granger Cause D(CONS)	34	7.47328	0.0103
D(CONS) does not Granger Cause D(REV)		1.09356	0.3038
D(TVA) does not Granger Cause D(CONS)	34	2.74204	0.0817
D(CONS) does not Granger Cause D(TVA)		0.17110	0.8436
D(IPC) does not Granger Cause D(CONS)	34	0.08646	0.0307
D(CONS) does not Granger Cause D(IPC)		0.06234	0.8045
D(EPA) does not Granger Cause D(CONS)	34	2.05191	0.1620
D(CONS) does not Granger Cause D(EPA)		0.00279	0.9582
D(TVA) does not Granger Cause D(REV)	34	0.00102	0.9747
D(REV) does not Granger Cause D(TVA)		2.62838	0.1151
D(IPC) does not Granger Cause D(REV)	34	0.05659	0.8135
D(REV) does not Granger Cause D(IPC)		1.41616	0.2431
D(EPA) does not Granger Cause D(REV)	34	0.64915	0.4266
D(REV) does not Granger Cause D(EPA)		0.42436	0.5196
D(IPC) does not Granger Cause D(TVA)	34	1.44871	0.2378
D(TVA) does not Granger Cause D(IPC)		1.10806	0.3006
D(EPA) does not Granger Cause D(TVA)	34	3.90494	0.0571
D(TVA) does not Granger Cause D(EPA)		0.82596	0.3705
D(EPA) does not Granger Cause D(IPC)	34	2.06429	0.1608
D(IPC) does not Granger Cause D(EPA)		0.19176	0.6645

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'EvIEWS9.5

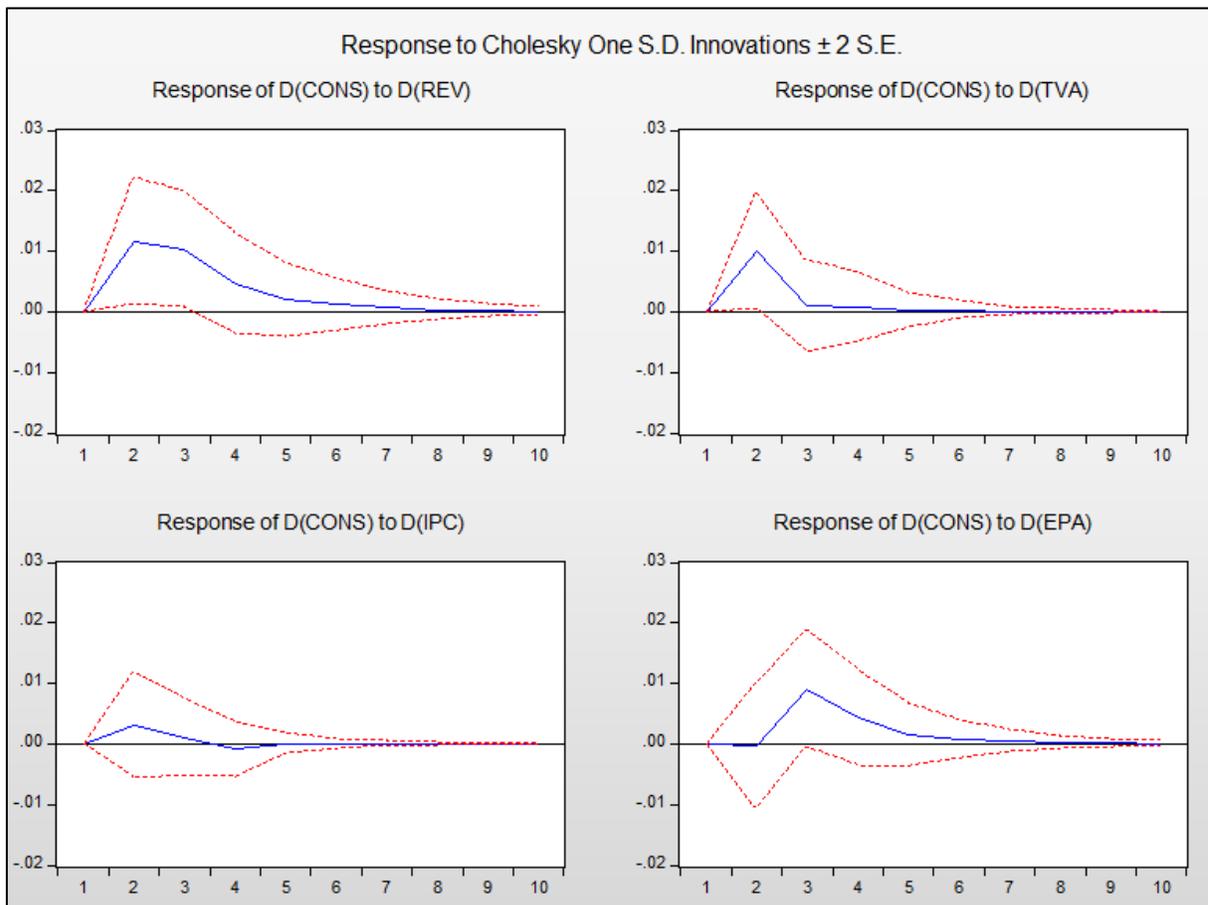
Les résultats du test de causalité au sens de Granger montrent l'existence d'une causalité unidirectionnelle des Revenues de la TVA et d'IPC sur la consommation et une absence de lien causale entre l'épargne sur la consommation finale des ménages.

II-1.3.2.6. Analyse des chocs

Cette étape repose sur l'analyse de la dynamique du modèle VAR, pour cela nous allons présenter dans ce qui suit la réponse du CONS pour les chocs sur les variables REV, TVA, EPA. La fonction de réponse implusionnelle analyse un choc (innovation) sur les variables, du fait qu'elle nous permet de connaître les signes de changements et les périodes de chocs.

Les réponses des différents chocs de 1% sur la consommation finale des ménages sur un horizon de 10 ans sont représentées par les fonctions de réponses ci-dessus.

Figure N°19 : Réponse du CONS pour les chocs sur les variables REV, TVA, EPA



Source : réalisé par nous-même a partir des résultats d'EvIEWS9.5

-Un choc positif sur la CONS a un impact immédiat sur la variable elle-même, cet impact s'affaiblit au bout de la 3^{ème} période, et l'impact du choc disparaît à partir de la 8^{ème} période.

- Un choc positif sur la TVA a un impact immédiat sur la variable CONS, cet impact s'affaiblie au bout de la 3^{ème} période, et l'impact du choc disparaît à partir de la 5^{ème} période.
- Un choc positif sur IPC à un impact faible sur la variable CONS, cet impact s'affaiblie au bout de la 2^{ème} période, ce n'est qu'à partir la 3^{ème} période que ce choc se répercute négativement sur CONS. Cependant, l'impact du choc disparaît au bout de la 5^{ème} année.
- Au bout de la première année un choc sur EPA n'a pas d'effet sur CONS, ce n'est qu'à partir de la 2^{ème} période que ce choc se répercute positivement sur CONS. Cependant, l'impact du choc disparaît au bout de la 6^{ème} année.

II-1.3.3 Teste de co-intégration de Johansen (test de la trace) :

Ce test consiste en l'étude de la relation de la co-intégration en utilisant le Test de la trace.

Dans notre étude uni variée, on à trouver que les séries ne sont pas stationnaires et que les différenciées à les rendre stationnaires. Cette opération de différenciation ne permet pas d'étudier les relations entre les propriétés à longue terme des séries

L'analyse de co-intégration permet d'identifier clairement la véritable relation entre les variables en recherchant l'existence d'un vecteur de co-integration et en éliminant son effet, le cas échéant.

Le tableau suivant montre les résultats de test de co-intégration :

Tableau N°08 : Test de trace de la co-intégration

Sample (adjusted): 1982 2015				
Included observations: 34 after adjustments				
Trend assumption: Linear deterministic trend				
Series: CONS EPA IPC REV TVA				
Warning: Critical values assume no exogenous series				
Lags interval (in first differences): 1 to 1				
Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)				
Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	1.000000	1271.773	69.81889	1.0000
At most 1	0.563593	48.28863	47.85613	0.0697
At most 2	0.282857	18.09649	29.79707	0.5589
At most 3	0.158506	6.792162	15.49471	0.6019
At most 4	0.026826	0.924553	3.841466	0.3363
Trace test indicates 2 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level				
* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level				
**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values				

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'Eviews9.5

On a r nombre de relation de co-intégration

[$H_0 : r=0$ absence de co-intégration.

[$H_1 : r > 0$ il Ya environ une relation de co-intégration.

Alors $1271.773 > 69.81889$ donc on accepte H_1 , il y a environ une relation de co-intégration, on passe au 2^{ème} teste suivant

[$H_0 : r=1$ il ya une relation de co-intégration

[$H_1 : r > 1$ il Ya environ plus d'une relation de co-intégration.

Alors $48.28863 > 47.85613$ donc on accepte H_0 , $r = 1$, il existe une relation de co-intégration.

On passe au 3^{ème} teste suivant

[$H_0 : r=2$ il ya une relation de co-intégration

[$H_1 : r > 2$ il Ya environ plus de deux relation de co-intégration.

Alors $18.09649 < 29.79707$ donc on accepte H_0 , $r = 1$, il existe une relation de co-intégration.

D'après les tests quand a constaté et les résultats du tableau, il existe dans ce modèle deux relations de co-intégration, ce qui induit l'estimation d'un modèle à correction d'erreur (VECM).

1.3.4. Estimation d'un modèle VECM

Il s'agit d'un modèle qui intègre à la fois, l'évolution de court terme et de long terme. L'application du modèle à correction d'erreur s'établit dans le cas des séries non-stationnaires mais qui sont intégrées de même ordre.

1.3.4.1. Estimation à long terme

Les résultats obtenus dans le tableau ci-dessous indiquent l'estimation de cointégration de la relation de la cointégration.

Tableau N°09 : La relation de long terme (annexe N°15)

Cointegrating Eq:	CointEq1
CONS(-1)	1.000000
REV(-1)	-0.328522 (0.01890) [-17.3782]
TVA(-1)	-0.380128 (0.02666) [-14.2576]
IPC(-1)	0.001023 (0.00423) [0.24189]
EPA(-1)	0.100971 (0.01346) [7.49892]
C	-0.263425

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'Eviews9.5

Les résultats de l'estimation de la relation de co-intégration permettent d'identifier l'équation de long terme indiquée ci-dessous :

$$\text{CONS}_t = -0.26 + 0.32 \text{REV}_t (-1) + 0.38 \text{TVA}_t (-1) + 0.001 \text{IPC}_t + 0.10 \text{EPA}_t$$

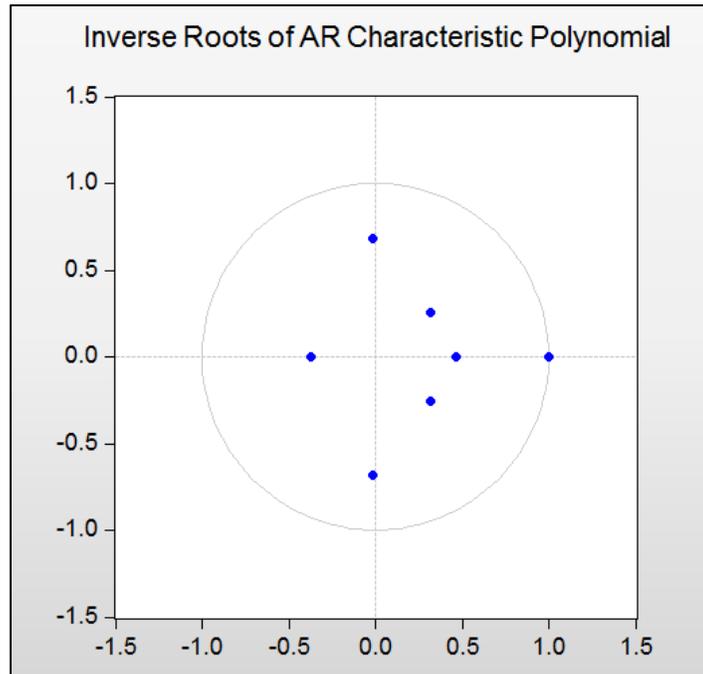
Nous constatons que les coefficients de la relation de long terme associés à chaque variable sont significativement différents de zéro sauf l'IPC, c'est-à-dire les statistiques de Student sont supérieures à la valeur critique au seuil de 5%.

On constate qu'à long terme, une augmentation de la TVA et du REV de 1% engendre une baisse de la consommation de 0.38% et 0.32% respectivement, et une augmentation de EPA de 1% engendre un accroissement de consommation de 0.1%, par contre IPC n'a pas d'effet sur la consommation sur le long terme comme l'indique statistiquement.

L'augmentation de la TVA impacte négativement la consommation à long terme, par le biais de l'augmentation des prix qui se généralisera par la suite. Puisque l'inflation est une spirale une fois enclenché elle ne s'arrêtera pas. Dans ce cas, la TVA peut être un élément déclencheur de l'augmentation des prix. Dans les conditions d'une économie à forte intensité d'informel, dès l'annonce de l'augmentation de la TVA par le gouvernement, les vendeurs vont augmenter leur prix. À leur tour, ces augmentations de prix vont absorber les augmentations des revenus nominaux et abaissé les revenus réels, et par voie de conséquence la consommation diminuera.

1.3.4.2. Validation du modèle VECM

Figure N°20 : stationnarité du modèle VECM



Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'Eviews9.5

Nous observons que toutes les racines du polynôme sont à l'intérieur du cercle, condition pour que le VECM soit stable. Ce dernier est donc stationnaire et valide.

II-2. Modélisation de la Valeur ajouté hors hydrocarbure

II-2.1. Justification du choix des variables

Après avoir déterminé les variables qui affecte la consommation finale des ménages, qui ont des effets à court et long terme sur elle, on vas procédé à la construction d'un modèle qui intègre cette variable de consommation et voire le lien avec la valeur ajouté tiré dans l'Algérie, pour cela on a essayé de choisir le mieux les variables qui sont en corrélation directe avec La Valeur ajouté hors hydrocarbure, ou nous avons choisi 4 variables à savoir :

- La variable endogène ou à expliquer, qui est la valeur ajouté hors hydrocarbure par l'abréviation (VAHH) ou c'est le meilleur indicateur économique qui mesure la valeur ou la richesse créée par les différents secteurs d'activité économique sans l'addition des hydrocarbures au cours d'une période donnée. Elle est définie comme la différence entre la valeur finale de la production (valorisée par le chiffre d'affaires) et la valeur des biens

qui ont été consommés par le processus de production¹ (consommations intermédiaires, comme les matières premières).

- Les variables exogènes ou explicatives, qui sont :
 - la consommation finale des ménages par l'abréviation (CONS).
 - Les prix de pétrole (PxP) qui sont en Dollars constant.
 - Les dépenses publiques (DEP).

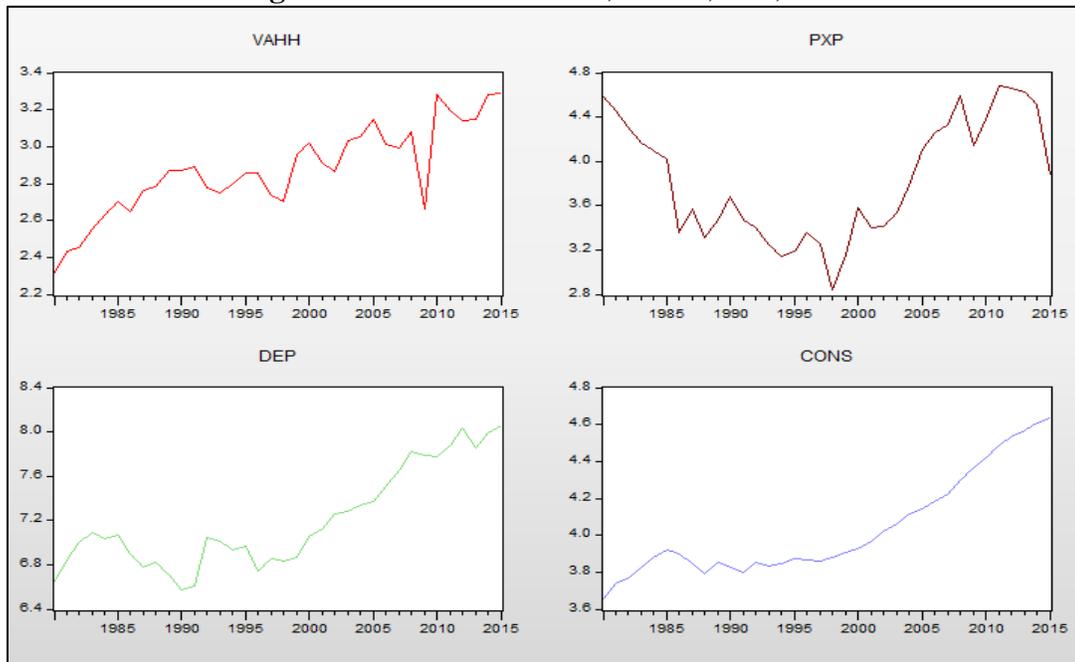
Sur 31 observations, les variables sont exprimés en Milliard en unité monétaire locale constante. Ainsi, notre étude est réalisée sur la base du modèle suivant :

$$VAHH_t = F (DEP_t , PXP_t, CONS_t)$$

On suivant les mêmes étapes établie dans le 1er modèle on a les résultats suivant :

II-2.2. Analyse graphique des séries :

Figure n°21 : Séries VAHH, CANS, PxP, DEP



Source : Réalisé à partir des données dans l'annexe on utilisant logiciel evIEWS9.5

Nous ressortant du graphique ci-dessus que les séries dont VAHH, DEP, CONS, qui évoluent dans le temps de façon positive avec des fluctuations, ont une tendance remarquable. Par contre

¹ Philippe ASKENAZY, Gilbert CETTE, Arnaud SYLVAIN, *Le partage de la valeur ajoutée*, LA DECOUVERTE, 20 oct. 2011, p. 34.

la série PxP a u deux phases différent dont la 1ere est une baisse des années 1980 à 1999 puis une hausse par la suite jusqu'à l'année 2015.

Il est clair dans cette figure que les séries ne sont pas stationnaires, un test de racine unitaire apportera plus de précision.

II-2.3 Analyse statistique :

II-2.3.1 Etude de la stationnarité des séries de données par le test de Dickey-Fuller augmenté :

A- Détermination du nombre de retards de chaque variable

Les résultats obtenus sont résumés dans le tableau suivant : (voir annexe N° 16)

Tableau N°10 : Choix du nombre de retards (p)

Variables	VAHH	PxP	CONS	DEP
Nombre de retards	0	0	0	0

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'EvIEWS9.5

B- Test de stationnarité sur les séries (test de Dickey-Fuller Augmenté) :

On a les résultats suivant :

Tableau n°11 : Résultats des tests de stationnarité d'ADF

Variable	T statistique	Test ADF en niveau						Test ADF en différenciation		Ordre d'intg°
		Modèle (3)		Modèle(2)		Modèle (1)		différenciation		
		T ADF	Prob	T ADF	Prob	T ADF	Prob	T ADF	Prob	
VAHH	T calculée	4.19	0.0002	2.46	0.01	0.87	0.38	-8.90	0.0000	I [1]
	T tabulée	2.79	0.05	2.54	0.05	-1.94	0.05	-1.94	0.05	
PxP	T calculée	1.56	0.12	1.71	0.09	-0.69	0.48	-5.32	0.0000	I [1]
	T tabulée	2.79	0.05	2.54	0.05	-1.94	0.05	-1.94	0.05	
CONS	T calculée	0.91	0.36	-1.4	0.16	4.88	0.00	-3.05	0.0033	I [1]
	T tabulée	2.79	0.05	2.54	0.05	-1.94	0.05	-1.94	0.05	
DEP	T calculée	1.62	0.11	0.30	0.76	1.78	0.08	-5.34	0.0000	I [1]
	T tabulée	2.79	0.05	2.54	0.05	-1.9	0.05	-1.9	0.05	

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'EvIEWS9.5

A travers les résultats trouvés sur les tests de racine unitaire ADF, Le modèle générateur de tous les variables est de type DS sans dérive et sans constante, et elles sont toutes intégrées de même ordre 1. En outre, on peut chercher d'éventuelles relations de co-intégration entre les variables.

II-2.3.2 Modélisation d'un processus VAR

La modélisation du modèle VAR nous permet d'étudier des effets économiques, ainsi la détermination de la relation entre les variables étudiées et les effets d'une variable sur l'autre.

II-2.3.2.1 Déterminations de nombres de retards P

Tableau n°12 : Résultats de la recherche du nombre de retard

Nombre de retard	P=1	P=2	P=3	P=4
AIC	-6.326122	-6.579947	-7.322065	-6.857789
SC	-5.428262	-4.947394	-4.940244	-3.712269

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'Eviews9.5

Nous remarquons que le critère AIC est minimisé au 3ème décalage par contre le critère SC est minimisé au premier décalage, par principe de PARCIMONIE², on exige qu'on retienne un modèle qui contient moins de décalages. Nous optons donc pour le modèle VAR d'ordre 1 VAR(1).

II-2.3.2.2. Estimation du modèle VAR (1)

Dans le cadre de ce processus, nous allons estimer les séries stationnaires à travers le modèle VAR (1),

Tableau N°13 : Estimation du processus VAR (1) (annexe N°17)

	D(VAHH)	D(PXP)	D(DEP)	D(CONS)
D(VAHH(-1))	-0.304263 (0.15696) [-1.93853]	0.086013 (0.34520) [0.24917]	0.024901 (0.17060) [3.14596]	0.019288 (0.04072) [1.47366]
D(PXP(-1))	0.270789 (0.10149) [-2.66818]	-0.042606 (0.22321) [-0.19088]	0.113028 (0.11031) [1.02463]	-0.005431 (0.02633) [-0.20627]
D(DEP(-1))	-0.342708 (0.18631) [-3.83945]	-0.533539 (0.40976) [-1.30208]	0.037105 (0.20251) [0.18323]	0.064128 (0.04834) [1.32668]
D(CONS(-1))	1.025978 (0.69517) [1.47586]	1.415360 (1.52892) [0.92572]	-0.290211 (0.75560) [-0.38408]	0.284890 (0.18036) [1.57957]
C	0.018084 (0.02808) [0.64396]	-0.038414 (0.06176) [-0.62194]	0.041700 (0.03052) [1.36612]	0.015314 (0.00729) [2.10182]
R-squared	0.714257	0.066685	0.051287	0.212841
F-statistic	5.565005	0.518009	0.391930	1.960337

² En science et en philosophie, la parcimonie est un principe consistant à n'utiliser que le minimum de causes élémentaires pour expliquer un phénomène.

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'EvIEWS9.5

D'après l'application de la modélisation VAR(1), ce qui nous intéresse en fait dans cette estimation c'est d'exprimer l'équation de la valeur ajoutée hors hydrocarbure en fonction des autres variables du modèle.

- **Interprétations :**

- a) Test de significativité globale**

L'estimation de notre modèle VAR(1) montre que cette équation est globalement significative avec ($R= 0.71$), c'est-à-dire la VAHH est expliquée à 71.42% par les différentes autres variables. En plus, le modèle VAR(1) de l'équation VAHH est significative car ($F\text{-statistique} = 5.58 > F\text{-statistique } 5\% \text{ du tableau}$). Par conséquent, nous pouvons dire que notre modèle est globalement significatif.

- b) Test de significativité des variables du modèle empirique**

Les résultats de l'estimation de VAR soulignent que les valeurs indiquées en gras associés aux termes retardés sont significativement différents de zéro, car la valeur de t-statistique de ces coefficients est supérieure à la valeur critique lue dans la table de Student au seuil de 5%.

D'après les résultats qui figurent dans le tableau N° 13, on remarque que la VAHH dépend positivement des variables PxP et DEP retardé d'une période, ou une augmentation de 1% de PxP se traduit par une croissance de 0.27% de la VAHH et une augmentation de DEP de 1% va engendrer une baisse de 0.34% de la valeur ajoutée hors hydrocarbure. Et une augmentation de la VAHH provoque une augmentation de la DEP de 0.02%, Pour la CONS elle n'a quasiment aucun effet sur la valeur ajoutée hors hydrocarbure, puisque son coefficient est nul, par contre une augmentation de VAHH de 1% provoque une augmentation de 0.019% de la CONS.

- c) Interprétation économique**

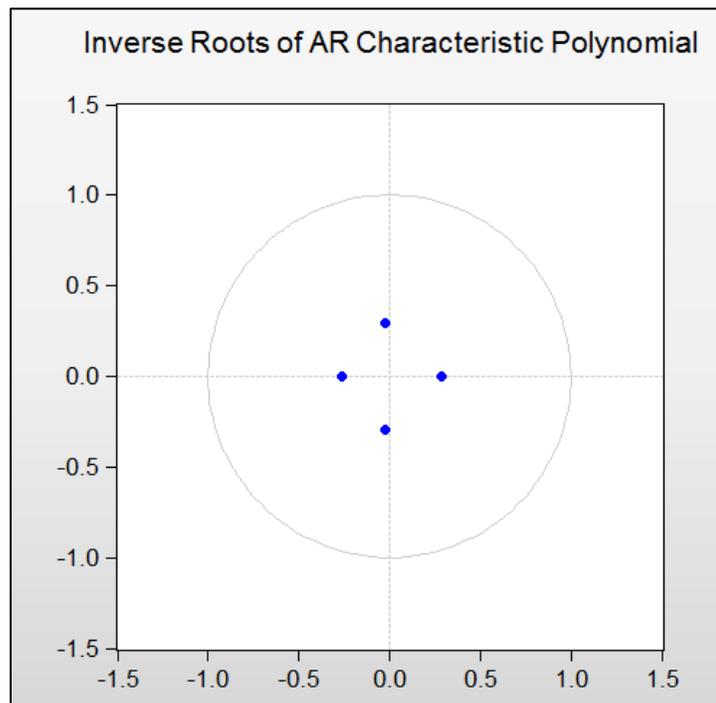
Des relations précédentes on peut avancer que la valeur ajoutée hors hydrocarbure est principalement expliquée par l'augmentation des prix de pétrole. A long terme l'augmentation de la consommation va accentuer les importations qui vont concurrencer la production nationale de moindre qualité ce qui générera une diminution des ventes et de l'activité des entreprises locales. Une augmentation des dépenses publiques provoquera l'installation des entreprises nouvelles pour satisfaire la demande publique. Par contre à court terme, toute augmentation de la dépenses publiques sera satisfaite par les importations, élément réducteur de

l'activité des entreprises locales. Alors que l'augmentation de la valeur ajoutée hors hydrocarbure se traduit par une création d'emplois et une augmentation des impôts qui se traduiront par une augmentation des dépenses.

II-2.3.2.3. La stabilité du modèle VAR

Après avoir déterminé le retard optimal du modèle VAR, il convient à présent de vérifier sa stabilité, cela veut dire sa stationnarité. D'après la figure ci-dessous nous montre le graph suivant :

Figure N°22 : Stationnarité du modèle VAR



Source : réalisé par nous-même a partir des résultats d'Eviews9.5

Nous observons que toutes les racines du polynôme caractéristique, c'est-à-dire que toutes les valeurs propres se situent à l'intérieur du cercle unité. Donc le modèle VAR(1) est stationnaire.

II-2.3.2.4. Validation du modèle VAR

Afin que le modèle VAR soit bien introduit dans le cadre statistique, il faut que les erreurs ne soient pas corrélées. De par ce fait, nous allons appliquer deux principaux tests sur les résidus, test d'auto-corrélation et d'hétéroscédasticité de white.

A- Test d'auto-corrélation des erreurs

Le test d'auto-corrélation des erreurs nous indique si les erreurs ne sont pas corrélées. Pour cela nous allons tester l'hypothèse nulle d'absence d'auto-corrélation des résidus, contre l'hypothèse alternative existence d'auto-corrélation des résidus.

Les résidus du test sont mentionnés dans le tableau N°14.

Tableau N°14 : Test d'auto-corrélation

Lags	LM-Stat	Prob
1	22.72238	0.1214
2	30.90135	0.0539
3	24.84514	0.0726
4	14.58940	0.5549
5	27.88772	0.0626
6	17.79779	0.3359
7	7.838587	0.9535
8	20.10660	0.2155
9	14.91741	0.5307
10	18.23614	0.3103
11	15.85432	0.4632
12	6.870576	0.9757

Source : réalisé par nous-même a partir des résultats d'Eviews9.5

Dans le tableau ci-dessus on remarque que la probabilité de commettre une erreur de première espèce est supérieure à la valeur critique au seuil de 5%. Cela se traduit par une absence d'auto-corrélation entre les erreurs. Donc les erreurs sont indépendantes.

B- Test d'hétéroscédasticité de White

Ce test repose sur deux hypothèses : l'hypothèse nulle selon laquelle les erreurs sont homoscedastiques (la probabilité > 0,05), contre l'hypothèse par laquelle les erreurs sont hétéroscédastiques (la probabilité < 0,05).

Tableau N°15 : Résultat du test d'hétéroscédasticité de White

Sample: 1980 2015		
Included observations: 34		
Joint test:		
Chi-sq	df	Prob.
161.1169	140	0.1069

Source : réalisé par nous-même a partir des résultats d'Eviews9.5

D'après les résultats obtenus l'hypothèse d'homoscédasticité est acceptée dans la mesure où la probabilité de commettre une erreur est égale à 0,1069 > 0,05. Dans ce cas les estimations obtenues sont optimales.

En effet, les tests effectués montrent qu'il y a absence d'auto-corrélation entre les résidus, le VAR(1) est bien un modèle stationnaire et stable, donc statistiquement nous pouvons dire que

notre modèle VAR est un modèle valide. On peut dans ce cas faire des analyses et interprétations économiques.

II-2.3.2.5. Analyse de la causalité au sens de Granger :

L'étude de causalité est une étape prépondérante pour étudié la dynamique du processus VAR, d'après les résultats obtenus dans le tableau suivant: on se concentrant sur la variable endogène (CONS) on obtient les résultats suivant :

Tableau N°16 : Résultat du de la causalité au sens de Granger sur VAHH

Sample: 1980 2015			
Lags: 1&2			
Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
D(PXP) does not Granger Cause D(VAHH)	34	7.47642	0.0102
D(VAHH) does not Granger Cause D(PXP)		0.21713	0.6445
D(DEP) does not Granger Cause D(VAHH)	34	2.74012	0.1079
D(VAHH) does not Granger Cause D(DEP)		0.43651	0.5137
D(CONS) does not Granger Cause D(VAHH)	34	0.03843	0.8459
D(VAHH) does not Granger Cause D(CONS)		0.06239	0.8044
D(DEP) does not Granger Cause D(PXP)	34	1.16905	0.2879
D(PXP) does not Granger Cause D(DEP)		1.47214	0.0042
D(CONS) does not Granger Cause D(PXP)	34	0.13511	0.7157
D(PXP) does not Granger Cause D(CONS)		0.00397	0.9502
D(CONS) does not Granger Cause D(DEP)	34	0.04737	0.8291
D(DEP) does not Granger Cause D(CONS)		1.69737	0.2022

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'Eviews9.5

Les résultats du test de causalité au sens de Granger montrent dans le 1^{er} lieu, l'existence d'une causalité unidirectionnelle du prix du pétrole sur la valeur ajoutée hors hydrocarbure. Et une absence de lien causale entre les autres variables DEP et CONS sur la variable VAHH au seuil de 5% , ce qui confirme dans notre travail, que la consommation finale des ménages qui est déterminé par des variables qu'on a vu dans le 1^{er} modèle (tel que la TVA) n'affecte pas la valeur ajoutée hors hydrocarbure.

Et en seconde lieu l'existence d'une causalité unidirectionnelle du prix du pétrole sur les dépenses publique.

Au seuil de 10%, on a une causalité entre les dépenses publiques et la valeur ajoutée hors hydrocarbure.

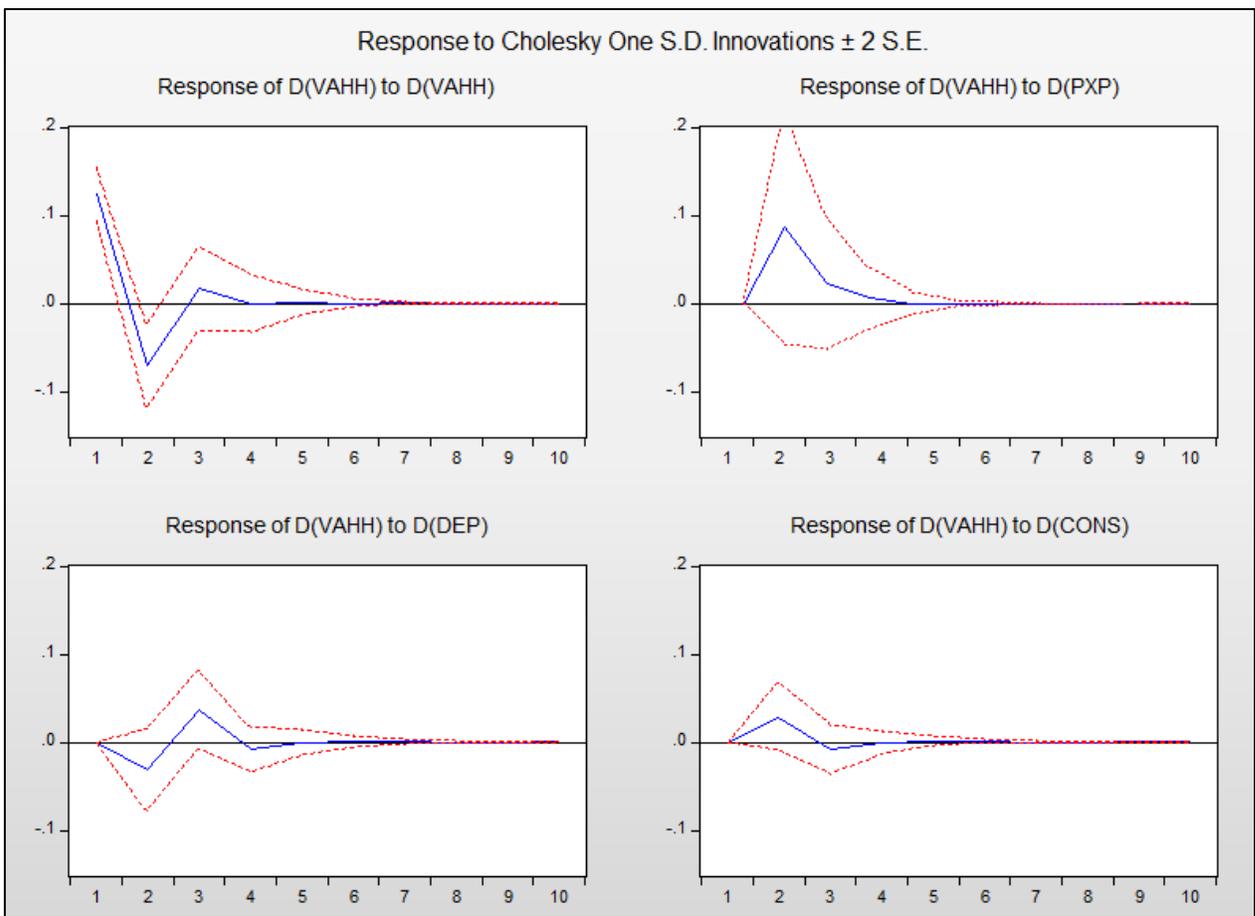
II-2.3.2.6. Analyse des chocs

La fonction de réponse impulsionnelle analyse un choc (innovation) sur les variables, du fait qu'elle nous permet de connaître les signes de changements et les périodes de chocs.

Cette étape repose sur l'analyse de la dynamique du modèle VAR, pour cela nous allons présenter dans ce qui suit la réponse du VAHH pour les chocs sur les variables PxP, CONS et DEP.

Les réponses des différents chocs de 1% sur la valeur ajoutée hors hydrocarbure sur un horizon de 10 ans sont représentées par les fonctions de réponses figurant dans la figure N°07.

Figure N°23 : Réponse du VAHH pour les chocs sur les variables PxP, CONS et DEP



Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'Eviews9.5

- Un choc sur VAHH a un impact immédiat sur la variable elle-même, cet impact s'affaiblit au bout de la 2^{ème} période et engendre un effet négatif, en s'amortissant l'impact du choc disparaît à partir de la 4^{ème} période.

- Durant la première période un choc sur PXP a un d'effet positif sur VAHH, Cependant, l'impact du choc disparaît au bout de la 4^{ème} année.
- Un choc sur DEP à un impact négatif sur la variable VAHH, cet impact s'amortisse au bout de la 2^{ème} période, ce n'est qu'à partir la 3^{ème} période que ce choc se répercute positivement sur VAHH. Cependant, l'impact du choc disparaît au bout de la 5^{ème} année.
- un choc sur CONS a un effet positif sur la VAHH, puis il diminue au long de la 2^{ème} période où il engendre un effet négative sur VAHH, ce choc est absorbé à partir de la 4^{ème} période et la courbe de VAHH retrouve son équilibre.

II-2.3.2.7. La décomposition de la variance

Par une analyse mathématique, la variance de l'erreur de prévisions s'écrit à un horizon de **h** période (dans notre cas h va de 1 à 10) en fonction de la variance de l'erreur affirmée à chacune des variables. Ensuite, il suffit d'effectuer le rapport entre chacune de ces variances et la variance totale afin d'obtenir son poids relatif en pourcentage. Les résultats obtenus nous permettent d'effectuer l'analyse suivante :

A- La variance de l'erreur de prévision de la variable VAHH

Tableau N°17 : Décomposition de la variance de VAHH

Period	S.E.	D(VAHH)	D(PXP)	D(DEP)	D(CONS)
1	0.124810	100.0000	0.000000	0.000000	0.000000
2	0.162871	77.91188	15.53518	3.530865	3.022073
3	0.168502	73.70816	15.36593	7.855049	3.070867
4	0.168736	73.50671	15.33110	8.098625	3.063565
5	0.168737	73.50545	15.33194	8.098860	3.063753
6	0.168738	73.50519	15.33221	8.098807	3.063794
7	0.168738	73.50505	15.33223	8.098923	3.063802
8	0.168738	73.50504	15.33222	8.098938	3.063801
9	0.168738	73.50504	15.33222	8.098938	3.063801
10	0.168738	73.50504	15.33222	8.098938	3.063801

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'EvIEWS9.5

Les innovations de la variable VAHH proviennent de la variable elle-même pour la première période (100%), mais à partir de la deuxième période, l'apport des autres variables va augmenter telles que les prix du pétrole et à un moindre degré la consommation finale des ménages.

Ce résultat explique l'importance des prix du pétrole sur la valeur ajoutée hors hydrocarbure, en effet les prix du pétrole agissent sur la valeur ajoutée par le canal de l'investissement budgétaire qui reste très important en Algérie.

B- La variance de l'erreur de prévision de la variable PxP

Tableau N°18 : Décomposition de la variance de PxP

Period	S.E.	D(VAHH)	D(PXP)	D(DEP)	D(CONS)
1	0.274500	24.00888	75.99112	0.000000	0.000000
2	0.282149	22.82925	72.06610	3.188211	1.916446
3	0.283853	22.73100	71.52387	3.527030	2.218098
4	0.284187	22.68897	71.38327	3.714863	2.212902
5	0.284195	22.68905	71.38273	3.715439	2.212786
6	0.284196	22.68896	71.38252	3.715581	2.212939
7	0.284196	22.68895	71.38247	3.715633	2.212950
8	0.284196	22.68895	71.38246	3.715640	2.212949
9	0.284196	22.68895	71.38246	3.715640	2.212949
10	0.284196	22.68895	71.38246	3.715641	2.212949

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'EvIEWS9.5

Pour les prix du pétrole, la plus grande part des innovations provient de la variable elle-même soit 75%. Au bout des dernières périodes elle avoisine la moyenne de 71%. Le prix du pétrole est donc bien la variable la plus exogène parmi les variables choisies sur la croissance économique algérienne, ce qui justifie son choix pour déterminer le choc.

C - La variance de l'erreur de prévision de la variable DEP

Tableau N°19 : Décomposition de la variance de DEP

Period	S.E.	D(VAHH)	D(PXP)	D(DEP)	D(CONS)
1	0.135660	0.012342	2.009692	97.97797	0.000000
2	0.139396	1.562192	5.309309	92.79840	0.330101
3	0.139813	1.557057	5.307000	92.77478	0.361164
4	0.139842	1.562741	5.321634	92.74825	0.367380
5	0.139846	1.562763	5.321961	92.74787	0.367411
6	0.139846	1.562835	5.322098	92.74764	0.367422
7	0.139846	1.562836	5.322103	92.74764	0.367426
8	0.139846	1.562836	5.322103	92.74764	0.367426
9	0.139846	1.562836	5.322103	92.74763	0.367426
10	0.139846	1.562836	5.322103	92.74763	0.367426

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'EvIEWS9.5

Les innovations de la variable « dépenses publiques » proviennent de la variable elle-même (97%) mais aussi la variable des prix du pétrole 2%. La contribution de cette dernière variable augmente pour atteindre les 5 % au bout de la dernière période. Cela montre la corrélation croissante du budget de l'Etat aux prix du pétrole. Ce résultat conforte tout à fait la réalité observée. Le caractère croissant de la dépendance des recettes budgétaires traduit aussi la dépendance du budget de fonctionnement à l'égard du prix du pétrole.

D- La variance de l'erreur de prévision de la variable CONS

Tableau N°20 : Décomposition de la variance de CONS

Period	S.E.	D(VAHH)	D(PXP)	D(DEP)	D(CONS)
1	0.032381	1.152401	4.686950	21.52823	72.63242
2	0.035888	1.531305	4.105315	30.43086	63.93252
3	0.036124	1.528586	4.131251	30.91720	63.42296
4	0.036146	1.542449	4.147304	30.94411	63.36614
5	0.036147	1.542425	4.147221	30.94387	63.36648
6	0.036147	1.542431	4.147193	30.94427	63.36610
7	0.036147	1.542432	4.147197	30.94430	63.36607
8	0.036147	1.542433	4.147198	30.94430	63.36607
9	0.036147	1.542433	4.147197	30.94430	63.36607

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'Eviews9.5

Les innovations de la variable CONS proviennent de la variable elle-même pour la première période (72%), on constate que l'apport de la variable des dépenses publiques est de (21%) et à la fin de la période constituée (30%) mais l'apport de la variable VAHH à la moindre degré la se qui signifie qu'elle n'a pas d'effet causale pour la valeur ajoutée hors hydrocarbure.

II-2.3.3 Teste de co-intégration de Johansen (test de la trace) :

L'analyse de cointégration permet d'identifier clairement la véritable relation entre les variables en recherchant l'existence d'un vecteur de cointégration et en éliminant son effet, le cas échéant.

Le tableau suivant montre les résultats de test de cointégration :

Tableau N°21 : Test de trace de la cointégration

Sample (adjusted): 1982 2015				
Included observations: 34 after adjustments				
Trend assumption: Linear deterministic trend				
Series: VAHH PXP DEP CONS				
Lags interval (in first differences): 1 to 1				
Unrestricted Cointegration Rank Test (Trace)				
Hypothesized No. of CE(s)	Eigenvalue	Trace Statistic	0.05 Critical Value	Prob.**
None *	0.590800	62.65859	47.85613	0.0011
At most 1 *	0.413826	32.27782	29.79707	0.0254
At most 2	0.326222	14.11710	15.49471	0.0798
At most 3	0.020148	0.692031	3.841466	0.4055
Trace test indicates 2 cointegrating eqn(s) at the 0.05 level				
* denotes rejection of the hypothesis at the 0.05 level				
**MacKinnon-Haug-Michelis (1999) p-values				

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'Eviews9.5

On a r nombre de relation de co-intégration

[$H_0 : r=0$ absence de co-intégration.

[$H_1 : r > 0$ il Ya environ une relation de co-intégration.

Alors $62.65859 > 47.85613$ donc on accepte H_1 , il y a environ une relation de co-intégration, on passe au 2ème teste suivant

[$H_0 : r=1$ il y a une relation de co-intégration

[$H_1 : r > 1$ il Ya plus d'une relation de co-intégration.

Alors $32.27782 > 29.79707$ donc on accepte H_1 , il y a plus d'une relation de co-intégration, on passe au teste suivant

[$H_0 : r=2$ il y a deux relations de co-intégration.

[$H_1 : r > 2$ il Ya environ plus de deux relation de co-intégration.

Alors $14.11710 < 15.49471$ donc on accepte $H_0 : r = 2$, il existe deux relation de co-intégration.

-D'après les tests quand a constaté et les résultats du tableau, il existe dans ce modèle au moins 2 relations de co-intégration dans le modèle, ce qui induit l'estimation d'un modèle à correction d'erreur (VECM).

II-2.3.4. Estimation d'un modèle VECM

Il s'agit d'un modèle qui intègre à la fois, l'évolution de court terme et de long terme.

L'application du modèle à correction d'erreur s'établit dans le cas des séries non-stationnaires mais qui sont intégrées de même ordre.

II-2.3.3.1. Estimation à long terme

Les résultats obtenus dans le tableau N°22 indiquent l'estimation de cointégration de la relation de la cointégration.

Tableau N°22 : La relation de long terme (annexe N°18)

Cointegrating Eq:	CointEq1
VAHH(-1)	1.000000
PXP(-1)	0.110518 (0.03041) [3.63420]
CONS(-1)	-1.465245 (0.17182) [-8.52798]
DEP(-1)	0.433493 (0.11619) [3.73093]
C	-0.511496

Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'EvIEWS9.5

Les résultats de l'estimation de la relation de cointégration permettent d'identifier l'équation de long terme indiquée ci-dessous :

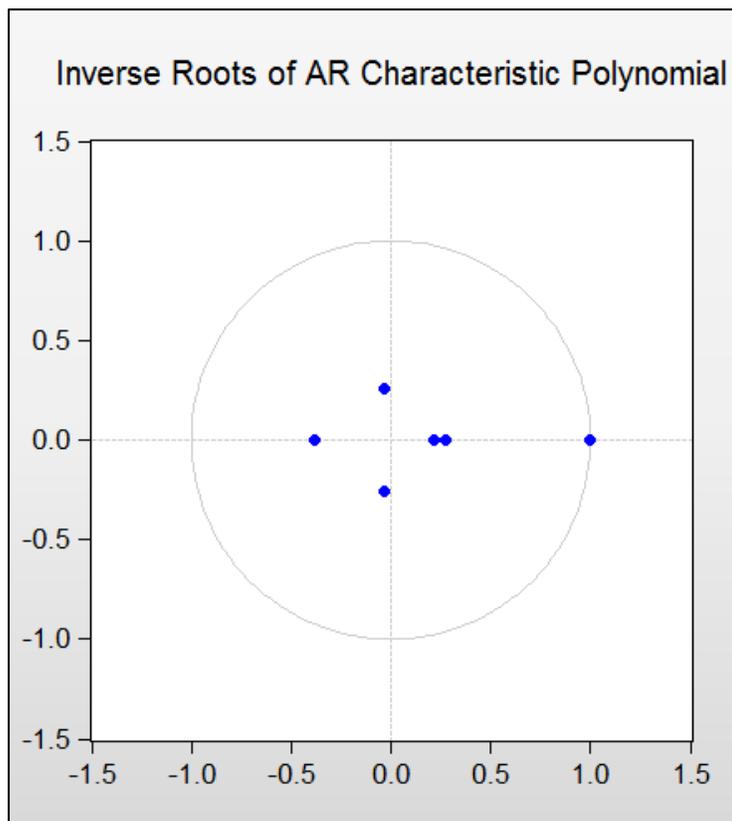
$$VAHH_t = -0.51 + 0.11 P_xP_t + 1.46 CONS_t (-1) + 0.43 DEP_t$$

Nous constatons que les coefficients de la relation de long terme associés à chaque variable sont significativement différents de zéro, c'est-à-dire les statistiques de Student sont supérieures à la valeur critique au seuil de 5%.

On constate qu'à long terme, une augmentation de PXP et DEP de 1% engendre une croissance de la valeur ajoutée hors hydrocarbure de 0.11% et 0.43% respectivement, et une augmentation de CONS de 1 % engendre une baisse de VAHH de 1.46%.

II-2.3.4.2. Validation du modèle VECM

Figure N°24 : stationnarité du modèle VECM



Source : réalisé par nous-même à partir des résultats d'EvIEWS9.5

Nous observons que toutes les racines du polynôme sont à l'intérieur du cercle, condition pour que le VECM soit stable. Ce dernier est donc stationnaire et valide.

Conclusion

On guise de conclusion à ce chapitre nous pouvons dire, d'une part, que la consommation finale des ménages est expliqué à court terme par les revenus des ménages, la TVA et l'indice des prix à la consommation. A long terme il est expliqué par les revenus des ménages, la TVA et l'épargne.

Et d'autre part, La valeur ajoutée hors hydrocarbure est expliqué à court terme par les prix de pétrole et les dépenses publique, alors qu'à long terme, elle est expliquée par les prix de pétrole, la consommation et les dépenses publiques.

Nos résultats semblent être en adéquation avec la réalité de l'économie algérienne. Une économie dépendante des prix des hydrocarbures, est caractérisée par une faiblesse du tissu productif local et une proportion importante d'informel.

Conclusion générale

Conclusion Générale

Au terme de notre étude, nous avons conclu que la croissance algérienne est quasi dépendante des hydrocarbures. La rente tirée des exportations de pétrole et de gaz se transforme en source de financement des dépenses publiques d'infrastructure, de transfert et des subventions qui ont généré, à leur tour, l'expansion du secteur du BTPH et des services (particulièrement le commerce de détail). Pour rappel, ces deux secteurs animés par la dépense publique composent 64 % de la valeur ajoutée hors hydrocarbures. En outre, le budget de l'état est alimenté à hauteur moyenne annuel 60 % de fiscalité pétrolière et la TVA représente en moyenne 15% des recettes fiscales. Pour l'impact de l'augmentation de 2 % du taux de la TVA sur la valeur ajoutée hors hydrocarbure, nous nous sommes parvenu aux conclusions suivantes :

La variation de la TVA exerce un effet positif de court terme sur la consommation des ménages. Toute variation de 1% de TVA engendre une variation à la hausse de la consommation des ménages de 0.17%. Ce résultat quelque peu paradoxal, peut s'expliquer par le fait que les augmentations de prix de la production locale engendrées par les 2 % de la TVA sont inférieures à l'augmentation des prix de produits importés. Donc, la population a tendance à consommer plus les produits locaux que les produits importés. Une seconde explication peut être fournie par le fait que la majorité des transactions commerciales se font sans facture. L'augmentation de la TVA n'a pas d'incidence sur les augmentations des prix. Alors que la variation de la consommation des ménages n'a pas d'impact sur la valeur ajoutée hors hydrocarbure. Cela dénote qu'une grande partie de la consommation des ménages provient du secteur informel. Et par voie de conséquence, c'est plutôt la valeur ajoutée du secteur informel qui augmentera que celle du secteur formel.

Par contre, à long terme, nos résultats de court terme s'invertissent. Une augmentation de 1 % de la TVA fera diminuer la consommation des ménages de 0.38%. Une augmentation de la consommation des ménages occasionnera un ralentissement de l'activité du secteur hors hydrocarbure. Ces résultats semblent cohérents et logiques. Ils peuvent trouver leurs explications dans le fait que les ménages algériens prennent conscience des dangers, éventuels, que représentent pour leur santé la consommation des produits non contrôlés du secteur informel. A la long, ils vont consommer des produits du secteur formel. Sachant que les produits du secteur formel sont vendus avec facture, toute augmentation de

la TVA générera une diminution de la consommation. Dans cette perspective, l'activité du secteur formel sera dépendante en grande partie de la consommation des ménages.

Enfin, il y a lieu de prendre avec soin nos résultats. Notre étude peut receler des insuffisances en matière de spécification des deux modèles. Ces insuffisances peuvent provenir de la qualité des données statistiques utilisées, ou bien, des méthodologies économétriques utilisées. Nous avons utilisé des instruments économétriques de base et des données de l'ONS et la banque mondiale que nous avons déflaté.

Dans les études à venir, et dans les soucis de lever ces insuffisances, nous comptons examiner avec profondeur l'économie algérienne, pour une meilleure spécification de modèles, approfondir nos connaissances en économétrie pour choisir les techniques les plus sophistiquées et les plus adaptées à notre spécification. Et construire des déflateurs appropriés à chacune des variables retenues dans la modélisation.

Bibliographie

Références bibliographiques

OUVRAGES :

1. **BENASSY-QUERE (A.)**, *Politique économique*, édition DE BOECK, 2e édition, Belgique, 2000.
2. **Bouvier (M.)**, *Introduction au droit fiscal et à la théorie de l'impôt*, Paris, 1998.
3. **DERUEL (F.) et BUISSON (J.)**, *Finances publiques budget et pouvoir financier*, édition DALLOZ, 13e édition, Paris, 2001.
4. **JEFFREY et Wooldridge (M.)**, *Introduction À L'économétrie*. Édition de Boeck, 2015.
5. **KEYNES (J.-M)**, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Vol.1, 1936.
6. **Monnier (J.-M)**, *Les prélèvements obligatoires*, Paris, Economica, 1998.
7. **Montoussé (M.)**, *Nouvelles théories économiques*. Edition Bréal, 2002.
8. **Musgrave (R.-A)**, *The Theory of Public Finance. A study in public economy*, New York, McGraw-Hill, 1959.
9. **Orsoni (G.)**, *L'interventionisme fiscal*, Paris, PUF, 1995.
10. **Pigou (A.-C)**, *The Economics of Welfare*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2002.
11. **Schumpeter (J.-A)**, *BUSINESS CYCLES A Theoretical, Historical and Statistical Analysis of the Capitalist Process*. 1939.

DICTIONARIES:

1. **Beitone (A.)**, **DOLLO (C.)**, *Dictionnaire des sciences économiques*. Edition ARMAND COLIN.
2. **Capul (J.-Y) et Garnier (O.)**, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*. édition Hatier, 2012.
3. **Françoise Renversez (F.)**, **Gilbert (A.-F)**, *Dictionnaire d'économie analyses auteurs institutions politique économiques*, 2^e édition, Sirey, 2002.

ARTICLES ET REVUS :

1. "A la recherche de l'équilibre générale et du bien-être ", *Revus problèmes économiques*, La Documentation française , N° 2637.
2. "La formation des conceptions de la justice fiscale dans la pensée économique anglo-saxonne", *Revue Française de Finances Publiques*, n° 84, décembre, pp. 91-133.
3. **BENACHENHOU (A.)**, planification et développement en Algérie 1962-1980, édition de la presse de l'EN, Alger, 1980, p.41 – 45.
4. **Koester (R.), Kormendi (R.)**, Taxation, aggregate activity and economic growth, *Economic Inquiry*, Vol. 27, n° 3, 1989, pp. 367–386.
5. **Solow (R.)**, Peut-on recourir à la politique budgétaire ? Est-ce souhaitable ?", *Revue de l'OFCE*, n° 83, 2002.
6. **Sterdyniak (H.)**, "Faut-il une politique budgétaire ?", *Les Cahiers français*, n° 329, Novembre-décembre, 2005.

MEMOIRE ET THESES :

1. **BOUYACOUB (B.) et TOUAMI (S.)**, Une étude économétrique de l'efficacité de crédit bancaire, inflation, recettes et dépenses budgétaires sur la croissance économique en Algérie (2000-2014). Mémoire. Université Oran 2.
2. **Young Lee (A.), Roger (H.)**, Tax Structure and Economic Growth. Mémoire. Hanyang University, Seoul, Korea, 2014.

RAPPORTS :

1. Loi de finances complémentaire, JORADP, N°71
2. Rapport de la banque D'Algérie : 2007,2008,2009,2010,2011,2012,2013,2014,2015.
3. Rapport banque mondiale (2007), République Algérienne Démocratique et Populaire à la recherche d'un investissement public de qualité : une revue des dépenses publiques, N°36270-DZ, Vol 1, p.137-138.

4. Statistiques du commerce extérieur de l'Algérie, Rapports périodiques des statistiques du commerce extérieur, Ministère des finances directions générale des douanes. : Année 2016.

WEBOGRAPHIE:

1. Office National des Statistiques : www.ons.dz [consulté le 1^{er} semestre 2017].
2. Banque d'Algérie : <http://bank-of-algeria.dz> [consulté le 1^{er} semestre 2017].
3. Banque mondial : www.worldbank.org [consulté le 1^{er} semestre 2017].
4. Ministère des finances : www.mf.gov.dz [consulté le 1^{er} semestre 2017].
5. Direction générale des impôts : www.mfdgi.gov.dz [consulté le 1^{er} semestre 2017].
6. Direction générale des douanes : www.douane.gov.dz [consulté le 1^{er} semestre 2017].
7. www.ecossimo.com/la-regulation-economique [Consulté le 15 mars 2017]
8. <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Tva.htm> [Consulté le 22 avril 2017]
9. http://www.ac-orleans-tours.fr/centreco/ecomonet/fiche_11.htm [Consulté le 18 mars 2017].
10. www.forum-scpo.com/economie/loi-psychologique-fondamentale-keynesienne-portee-limites.htm [Consulté le 22 mars 2017].
11. <http://rogerfarmerblog.blogspot.fr/2015/10/demand-creates-its-own-supply.html> [Consulté le 02 mars 2017].

Annexes

Annexes

Annexes 01 : Le Produit intérieur brute en Algérie

Année	PIB Constant	PIB Courant	PIB HH	Croissance annuel du PIB (annuel %)	Cumule de la croissance
1980	2,13167E+12	1,625E+11	1,07638E+11	0,79060697	0,79060697
1981	2,19562E+12	1,914E+11	1,29522E+11	2,99999609	3,79060306
1982	2,33614E+12	2,076E+11	1,45657E+11	6,40000412	10,1906072
1983	2,46229E+12	2,337E+11	1,67931E+11	5,40000302	15,5906102
1984	2,60018E+12	2,676E+11	1,99349E+11	5,59999653	21,1906067
1985	2,69638E+12	2,913E+11	2,21451E+11	3,69999725	24,890604
1986	2,70717E+12	2,995E+11	2,55365E+11	0,400001	25,290605
1987	2,68822E+12	3,237E+11	2,73671E+11	-0,699997	24,5906075
1988	2,66134E+12	3,495E+11	2,93577E+11	-1,0000054	23,590602
1989	2,77843E+12	4,233E+11	3,44393E+11	4,40000216	27,9906041
1990	2,80066E+12	5,558E+11	4,25983E+11	0,80000058	28,7906047
1991	2,76705E+12	8,445E+11	6,01825E+11	-1,200000	27,5906041
1992	2,81686E+12	1,0482E+12	7,87761E+11	1,8000023	29,3906064
1993	2,75771E+12	1,166E+12	9,05321E+11	-2,100000	27,2906057
1994	2,73289E+12	1,4915E+12	1,14649E+12	-0,899996	26,3906091
1995	2,83674E+12	1,9906E+12	1,46307E+12	3,79999479	30,1906039
1996	2,95304E+12	2,57E+12	1,79156E+12	4,09999847	34,2906024
1997	2,98553E+12	2,7802E+12	1,9083E+12	1,09999994	35,3906023
1998	3,13779E+12	2,8305E+12	2,15681E+12	5,10000361	40,4906059
1999	3,2382E+12	3,2382E+12	2,31084E+12	3,20000155	43,6906075
2000	3,36189E+12	4,12351E+12	2,91929E+12	3,81967849	47,510286
2001	3,46303E+12	4,22711E+12	2,7448E+12	3,00839547	50,5186814
2002	3,65728E+12	4,52277E+12	3,00574E+12	5,60932319	56,1280046
2003	3,92067E+12	5,25232E+12	3,33923E+12	7,20187224	63,3298769
2004	4,08932E+12	6,14912E+12	3,78E+12	4,30162426	67,6315011
2005	4,33091E+12	7,56198E+12	4,15011E+12	5,90779127	73,5392924
2006	4,40386E+12	8,50164E+12	4,55514E+12	1,68448832	75,2237807
2007	4,5524E+12	9,35289E+12	5,17121E+12	3,37287515	78,5966559
2008	4,65984E+12	1,10437E+13	5,95943E+12	2,36013486	80,9567907
2009	4,7359E+12	9,96803E+12	6,76418E+12	1,63224384	82,5890346
2010	4,90801E+12	1,19916E+13	7,74789E+12	3,63414535	86,2231799
2011	5,04995E+12	1,45885E+13	9,27573E+12	2,891866	89,1150459
2012	5,22037E+12	1,62087E+13	1,05923E+13	3,37476865	92,4898146
2013	5,36485E+12	1,66454E+13	1,16192E+13	2,76763887	95,2574534
2014	5,56813E+12	1,72425E+13	1,25209E+13	3,78912121	99,0465747
2015	5,77769E+12	1,65919E+13	1,34002E+13	3,76346696	102,810042
2016				3,8	106,610042

Annexes 02 : Les secteurs du PIB

Année	Agriculture	Hydrocarbure	Industrie	BTPH	Services
1980	12923,3	54862	14731,4	16526,8	32240,6
1981	16253,2	61878,3	17190,1	20089,5	37123,5
1982	16107,1	61942,6	19437,6	24376,7	41607,3
1983	16607,6	65768,7	23262	28526,1	47998,4
1984	18287,5	68250,7	30976,3	33688,2	54613,7
1985	24084,1	69849	33947,3	37022,7	61590,4
1986	26278,2	44135,5	40559,1	44316,2	67761,9
1987	31787,4	50028,9	39413,9	42599,8	67526,4
1988	38785,3	55922,6	44079,2	41708,1	78380,6
1989	51633,2	78906,9	44622,9	50153,1	94843,1
1990	62725,4	129817,4	62407,8	57185,3	112655,7
1991	87307	242674,8	93031,1	78527,6	171746
1992	128416,3	260438,9	116348,7	102149,4	220458,1
1993	131102	260678,7	119667,9	121496,2	275174,3
1994	145614,5	345014,2	147975,2	151781,3	351586,2
1995	196559,5	527532,4	174605,3	191160,7	459630,6
1996	277842,1	778440	188379,1	217685,1	560299,1
1997	242703,2	871902	192470,3	243651	633739,7
1998	324845,8	673692,8	220883,5	265412,1	696673,6
1999	359665,8	927361,2	230358,2	271257,7	770275,8
2000	346171,4	1204219,5	243480,7	292046,3	842670,4
2001	412119,5	1482316,1	262934,8	320507,1	921785,1
2002	417225,2	1517032,1	282094,8	369939,3	1004158,6
2003	515281,7	1913089,5	293596	401014,4	1112213,7
2004	580505,6	2369117,6	320404,7	458674	1303182,1
2005	581615,8	3411870,6	343486,2	505423,9	1518930,1
2006	641285	3946493,2	366835,3	610071,1	1698124,9
2007	708072,5	4181677,4	392123,4	732720,7	1933206
2008	727413,1	5084274	425799,1	869988,6	2147234,8
2009	931349,1	3203846	485826,9	1000054,9	2381509
2010	1015258,8	4243669,7	518076	1194113,5	2629877
2011	1173713,9	5312800	552658,5	1262566,7	2890564,3
2012	1421693,3	5616432,3	728615,2	1411159,6	3305151,5
2013	1640006,1	5026152	771787,4	1569313,5	3849561,7
2014	1771495,6	4721603,6	838504,8	1730198,1	4195213,5
2015	1936378,8	3191631,5	900870,6	1850768,9	4549869,3

Annexes 03 : Les cours du prix de pétrole (en US \$ constant)

Année	Prix du baril
1980	97,4633989
1981	86,1906943
1982	74,5004128
1983	64,694177
1984	60,4007439
1985	55,8513902
1986	28,7093145
1987	35,3549845
1988	27,5179404
1989	32,0594589
1990	39,5959865
1991	32,0272765
1992	30,0250482
1993	25,6181703
1994	23,2690341
1995	24,3503047
1996	28,7336791
1997	25,9365199
1998	17,0096821
1999	23,5237839
2000	36,0835623
2001	30,102362
2002	30,3347244
2003	34,1745507
2004	44,1748542
2005	60,8762454
2006	70,464327
2007	76,1293176
2008	98,4995519
2009	62,6827003
2010	79,4955336
2011	107,850916
2012	106,057657
2013	101,70795
2014	91,1382554
2015	47,8399693
2016	36,77
2017	53,8

Annexes 04 : Les Recettes Budgétaire (en Million de DA)

Année	La Fiscalité	Fiscalité Pétrolier	Non Fiscalité	Totale Des recettes
1980	58020	37658	1574	59594
1981	76714	50954	2670	79384
1982	69448	41458	4798	74246
1983	74852	37711	5792	80644
1984	90809	43841	10556	101365
1985	93778	46786	12072	105850
1986	74095	21439	15595	89690
1987	78694	20479	14290	92984
1988	82200	24100	11300	93500
1989	110000	45500	6400	116400
1990	147300	76200	5200	152500
1991	244200	161500	4700	248900
1992	302664	193800	9200	311864
1993	300687	179218	13262	313949
1994	398350	222176	78831	477181
1995	578140	336148	33591	611731
1996	786600	495997	38557	825157
1997	878778	564765	47890	926668
1998	708384	378556	66127	774511
1999	874888	560121	75608	950496
2000	1522739	1173237	55422	1578161
2001	1354627	956389	150899	1505526
2002	1425800	942904	177388	1603188
2003	1809900	1284975	164566	1974466
2004	2066110	1485699	163789	2229899
2005	2908308	2267836	174520	3082828
2006	3434884	2714000	205041	3639925
2007	3478600	2711850	209300	3687900
2008	2680689	1715400	221759	2902448
2009	3073612	1927000	201750	3275362
2010	2799644	1501700	275000	3074644
2011	2978298	1529400	424810	3403108
2012	3427616	1519040	376414	3804030
2013	3646919	1615900	248396	3895315
2014	3669186	1577730	258562	3927748
2015	4077588	1722940	474954	4552542
2016	4105452	1682550	838220	4943672

Annexes 05 : Les Dépenses publiques (en Million de DA)

Année	Fonctionnement	Equipement	Totale Des dépenses
1980	26789	17227	44016
1981	34205	23450	57655
1982	37996	34449	72445
1983	44391	40434	84825
1984	50272	41326	91598
1985	54660	45181	99841
1986	61154	40663	101817
1987	63761	40216	103977
1988	76200	43500	119700
1989	80200	44300	124500
1990	88800	47700	136500
1991	153800	58300	212100
1992	276131	144000	420131
1993	291417	185210	476627
1994	330403	235926	566329
1995	473694	285923	759617
1996	550596	174013	724609
1997	643555	201641	845196
1998	663855	211884	875739
1999	774695	186987	961682
2000	856193	321929	1178122
2001	963633	357395	1321028
2002	1097716	452930	1550646
2003	1122761	516504	1639265
2004	1250894	638036	1888930
2005	1245132	806905	2052037
2006	1437870	1015144	2453014
2007	1674031	1434638	3108669
2008	2217775	1973278	4191053
2009	2300023	1946311	4246334
2010	2659078	1807862	4466940
2011	3797252	1934155	5731407
2012	4782634	2275539	7058173
2013	4131536	1892595	6024131
2014	4494327	2501442	6995769
2015	4617009	3039322	7656331
2016	4591437	2792212	7383649

Annexes 06 : La TVA (en Million de DA)

Année	TVA
1980	7899,4
1981	10689,3
1982	11763,4
1983	14981,6
1984	18356,2
1985	18324
1986	19173
1987	18913
1988	19200
1989	20800
1990	24500
1991	30800
1992	43700
1993	50200
1994	70600
1995	100360
1996	124638
1997	143776,6
1998	151438,8
1999	146029,7
2000	181505,4
2001	199229,4
2002	249147,4
2003	260070,6
2004	307340,8
2005	350130,2
2006	376685,6
2007	399328
2008	489047
2009	545593,1
2010	565823,6
2011	596171,8
2012	739296,7
2013	838393,4
2014	871189,6
2015	913072,8

Annexes 07 : La Valeur Ajoutée (VA) (en Million de DA)

Année	VA	VA Hors hydrocarbure
1980	132526,8	77664,8
1981	154082,6	99220,6
1982	165422,3	103544
1983	184236,7	122294,1
1984	207922,9	142154,2
1985	229512,4	161261,7
1986	226211,7	156362,7
1987	234805,4	190669,9
1988	262339,3	212310,4
1989	324045	268122,4
1990	429305,7	350398,8
1991	679792,3	549974,9
1992	838623,8	595949
1993	919331,4	658892,5
1994	1155644	894965,3
1995	1568787,8	1223773,6
1996	2047685,8	1520153,4
1997	2215176,4	1436736,4
1998	2217445,4	1345543,4
1999	2598955,9	1925263,1
2000	3430857,3	2503496,1
2001	3451958,4	2247738,9
2002	3645911,4	2163595,3
2003	4296969,8	2779937,7
2004	5099672,7	3186583,2
2005	6436135,1	4067017,5
2006	7345467,5	3933596,9
2007	8035491,6	4088998,4
2008	9348415,7	5166738,3
2009	8093796,7	3009522,7
2010	9699617,3	6495771,3
2011	11302904,8	7059235,1
2012	12483051,8	7170251,8
2013	12856820,8	7240388,5
2014	13257015,6	8230863,6
2015	12429519,1	7707915,5

Annexe 08 : Les revenus des ménages (en Milliard de DA) (Déflaté)

Année	Le revenu des ménages
1980	928,1030192
1981	931,9849576
1982	1022,484417
1983	1112,389975
1984	1093,13007
1985	1081,930913
1986	1122,761909
1987	1094,285762
1988	1129,74035
1989	1144,318666
1990	1160,131286
1991	1307,684287
1992	1326,633045
1993	1330,389946
1994	1174,336691
1995	1095,233809
1996	1082,64685
1997	1108,073249
1998	1161,809712
1999	1207,351775
2000	1255,896844
2001	1322,116724
2002	1408,800458
2003	1465,741412
2004	1584,104371
2005	1666,885569
2006	1789,833577
2007	1984,072085
2008	2344,99822
2009	2447,771911
2010	2907,4667
2011	3695,670287
2012	3766,652268
2013	3736,522992
2014	3864,16733
2015	3888,586562

Annexe 09 : Epargne brute (en Milliard de DA) (Déflaté)

Année	Epargne brute
1980	1137,114407
1981	1103,700287
1982	1082,468275
1983	1164,57493
1984	1037,684746
1985	961,294254
1986	650,7105627
1987	659,5941255
1988	589,9139663
1989	642,677198
1990	970,4150721
1991	1614,928078
1992	1312,412986
1993	1042,979419
1994	989,8979648
1995	1077,405494
1996	1313,31259
1997	1365,938244
1998	1126,192584
1999	1458,537883
2000	2625,307671
2001	2390,31946
2002	2461,893294
2003	3025,113846
2004	3631,803764
2005	5063,345562
2006	5794,628601
2007	6106,458867
2008	6869,080902
2009	4795,317282
2010	5810,2397
2011	6721,210675
2012	6768,874739
2013	6547,455365
2014	6294,292298
2015	4963,9562

Annexe 10 : Indice des prix à la consommation

Année	IPC
1980	6,155932997
1981	7,05807529
1982	7,519850546
1983	7,968572355
1984	8,615333399
1985	9,518417376
1986	10,69599877
1987	11,49191595
1988	12,17126573
1989	13,30372426
1990	15,51913152
1991	19,53647395
1992	25,7236092
1993	31,00732242
1994	40,01422281
1995	51,9303089
1996	61,63041069
1997	65,16400431
1998	68,38972786
1999	70,19898572
2000	70,43707484
2001	73,41373742
2002	74,45496587
2003	77,63341408
2004	80,70909491
2005	81,82485502
2006	83,718711
2007	86,79439184
2008	91,01519489
2009	96,23430962
2010	100
2011	104,5217647
2012	113,8185422
2013	117,5218381
2014	120,9492525
2015	126,7366464

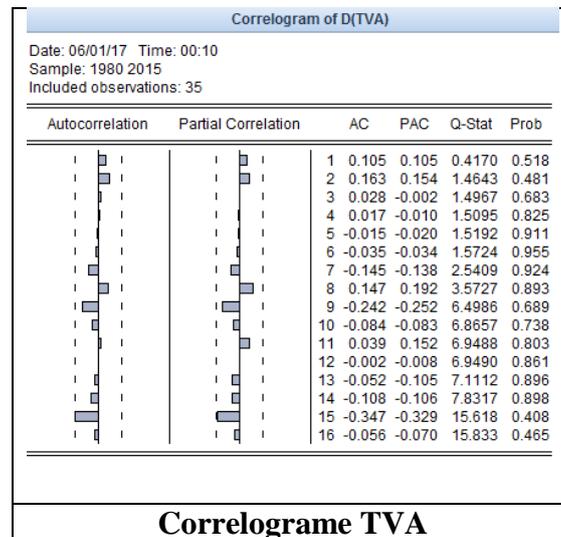
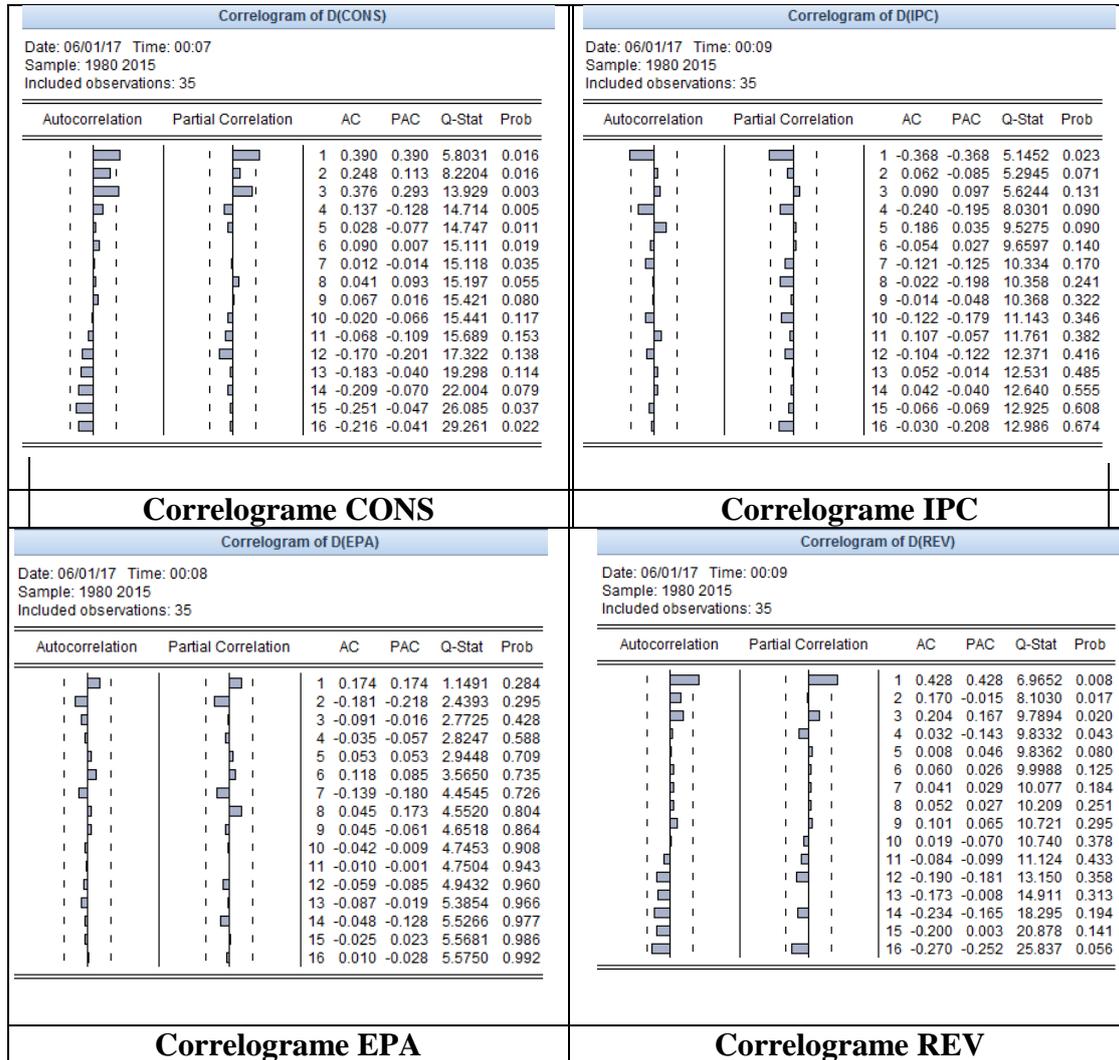
Annexe 11 : Les dépenses publiques (en Milliard de DA) (Déflaté)

Année	Les Dépenses publique
1980	778,8925667
1981	939,3272648
1982	1093,436021
1983	1203,512909
1984	1138,507553
1985	1177,369569
1986	997,6357651
1987	881,5212235
1988	913,3161571
1989	819,6319825
1990	717,5393659
1991	739,2380425
1992	1153,565847
1993	1105,308172
1994	1020,835409
1995	1060,949861
1996	843,4993785
1997	946,6281248
1998	929,7279509
1999	961,682
2000	1156,278255
2001	1245,816869
2002	1426,34764
2003	1455,601467
2004	1532,986675
2005	1599,152727
2006	1818,356578
2007	2105,426719
2008	2489,146187
2009	2416,85357
2010	2390,675483
2011	2640,78387
2012	3098,938412
2013	2582,528971
2014	2937,02715
2015	3145,461381

Annexe 12 : La consommation finale des ménages (en milliard de DA) (Déflaté)

Année	Consommation final des ménages
1980	38,78966602
1981	42,00920885
1982	43,227475
1983	45,86435031
1984	48,34102744
1985	50,56471212
1986	49,55341919
1987	46,77842777
1988	44,48628449
1989	47,02200406
1990	45,9404971
1991	44,5163399
1992	47,23183883
1993	46,33443287
1994	46,70510826
1995	47,96614725
1996	47,77428249
1997	47,39208854
1998	48,52949812
1999	49,88832284
2000	50,80502401
2001	52,99255476
2002	55,88339745
2003	58,21810032
2004	61,10818939
2005	62,92943935
2006	65,37619929
2007	68,29750462
2008	73,76831356
2009	78,6654096
2010	83,09795134
2011	88,80341095
2012	92,79969636
2013	96,50202278
2014	99,98792475
2015	102,7504607

Annexe 13 : Correlogrames 1^{er} modèle



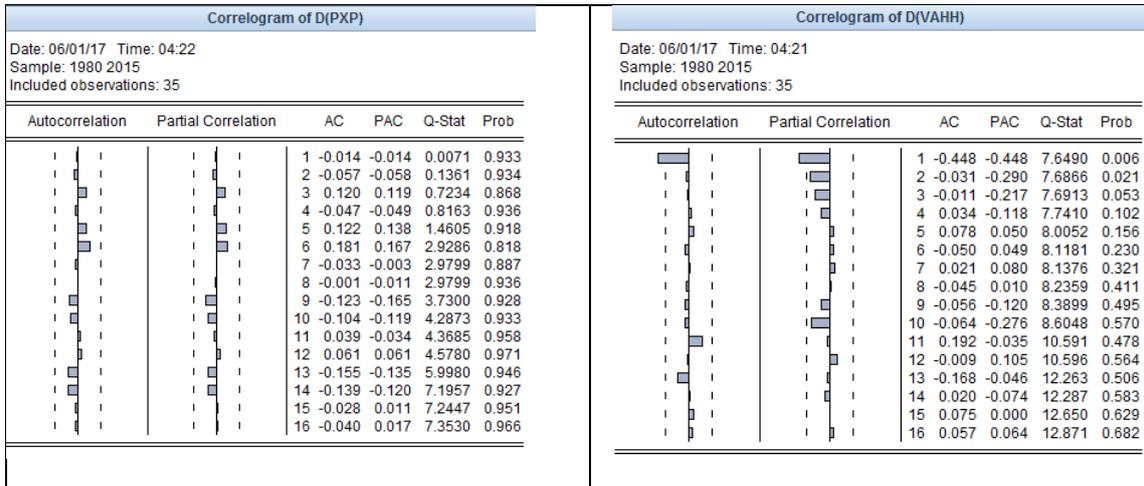
Annexe 14 : VAR 1^{er} modèle

Vector Autoregression Estimates					
Sample (adjusted): 1982 2015					
Included observations: 34 after adjustments					
Standard errors in () & t-statistics in []					
	D(CONS)	D(EPA)	D(IPC)	D(REV)	D(TVA)
D(CONS(-1))	0.009037 (0.19079) [0.04737]	1.280075 (1.57646) [0.81199]	-3.206201 (5.16450) [-0.62082]	0.660926 (0.43180) [1.53063]	0.142992 (0.53155) [0.26901]
D(EPA(-1))	-0.001469 (0.02554) [-0.05753]	0.323238 (0.21104) [1.53163]	0.490897 (0.69138) [0.71003]	0.076588 (0.05781) [1.32492]	0.136003 (0.07116) [1.91124]
D(IPC(-1))	0.004764 (0.00675) [0.70614]	0.003245 (0.05575) [0.05821]	-0.268857 (0.18264) [-1.47209]	-0.001398 (0.01527) [-0.09156]	0.026873 (0.01880) [1.42959]
D(REV(-1))	0.251625 (0.08292) [3.03445]	-0.673459 (0.68519) [-0.98288]	2.314235 (2.24469) [1.03098]	0.260985 (0.18768) [1.39060]	0.192395 (0.23103) [0.83276]
D(TVA(-1))	0.174956 (0.07721) [2.26608]	-0.740909 (0.63796) [-1.16138]	2.136133 (2.08996) [1.02209]	-0.178497 (0.17474) [-1.02150]	0.045127 (0.21511) [0.20979]
C	0.006861 (0.00658) [1.04341]	0.058262 (0.05434) [1.07227]	-0.183158 (0.17800) [-1.02896]	0.017812 (0.01488) [1.19685]	0.025618 (0.01832) [1.39832]
R-squared	0.440480	0.096277	0.239148	0.269149	0.233959
Adj. R-squared	0.340566	-0.065102	0.103282	0.138640	0.097166
Sum sq. resids	0.021614	1.475762	15.83821	0.110718	0.167782
S.E. equation	0.027784	0.229577	0.752097	0.062882	0.077409
F-statistic	4.408585	0.596589	1.760174	2.062301	1.710318
Log likelihood	76.88909	5.088254	-35.25701	49.11732	42.05075
Akaike AIC	-4.169947	0.053632	2.426883	-2.536313	-2.120632
Schwarz SC	-3.900589	0.322990	2.696241	-2.266955	-1.851275
Mean dependent	0.026306	0.044222	-0.032920	0.042014	0.045872
S.D. dependent	0.034214	0.222451	0.794230	0.067754	0.081469
Determinant resid covariance (dof adj.)		2.41E-10			
Determinant resid covariance		9.14E-11			
Log likelihood		151.7496			
Akaike information criterion		-7.161741			
Schwarz criterion		-5.814952			

Annexe 15 : VECM 1^{er} modèle

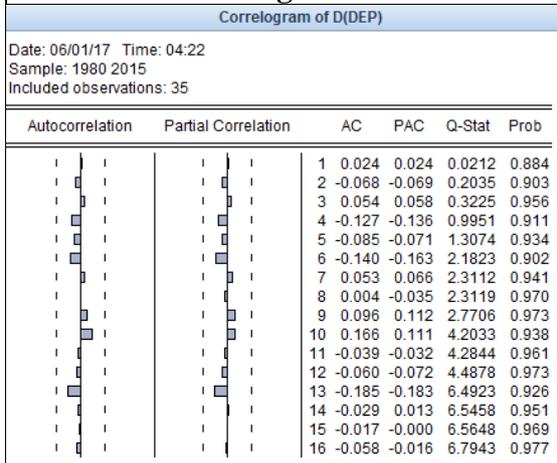
Vector Error Correction Estimates					
Sample (adjusted): 1983 2015					
Included observations: 33 after adjustments					
Standard errors in () & t-statistics in []					
Cointegrating Eq:	CointEq1				
D(CONS(-1))	1.000000				
D(EPA(-1))	0.046107				
	(0.01644)				
	[2.80511]				
D(IPC(-1))	0.000352				
	(0.00524)				
	[0.06728]				
D(REV(-1))	-0.285241				
	(0.04125)				
	[-6.91531]				
D(TVA(-1))	-0.386168				
	(0.04141)				
	[-9.32538]				
C	0.001848				
Error Correction:	D(CONS,2)	D(EPA,2)	D(IPC,2)	D(REV,2)	D(TVA,2)
CointEq1	-1.484794	3.062147	-12.75105	0.208916	0.820762
	(0.26095)	(3.04122)	(10.7458)	(0.76202)	(0.97181)
	[-5.69006]	[1.00688]	[-1.18661]	[0.27416]	[0.84457]
D(CONS(-1),2)	0.222914	-0.850979	4.575168	-0.000776	-0.648217
	(0.17013)	(1.98278)	(7.00596)	(0.49681)	(0.63360)
	[1.31027]	[-0.42918]	[0.65304]	[-0.00156]	[-1.02308]
D(EPA(-1),2)	0.061660	-0.328509	1.159997	0.047802	0.074592
	(0.02022)	(0.23563)	(0.83256)	(0.05904)	(0.07529)
	[3.04981]	[-1.39419]	[1.39328]	[0.80966]	[0.99068]
D(IPC(-1),2)	0.005781	-0.029685	-0.488920	-0.006423	0.029463
	(0.00394)	(0.04597)	(0.16243)	(0.01152)	(0.01469)
	[1.46548]	[-0.64572]	[-3.00995]	[-0.55759]	[2.00565]
D(REV(-1),2)	-0.065185	-0.504139	0.431335	-0.345093	0.364309
	(0.07250)	(0.84496)	(2.98557)	(0.21172)	(0.27000)
	[-0.89911]	[-0.59664]	[0.14447]	[-1.62998]	[1.34927]
D(TVA(-1),2)	-0.261794	-0.120593	-0.098614	-0.198419	-0.179146
	(0.07684)	(0.89552)	(3.16422)	(0.22438)	(0.28616)
	[-3.40709]	[-0.13466]	[-0.03117]	[-0.88428]	[-0.62603]
C	-0.000809	-0.008451	0.037048	-0.003341	-0.002511
	[-0.19158]	[-0.17175]	[0.21309]	[-0.27096]	[-0.15970]
R-squared	0.662730	0.210913	0.534091	0.209703	0.448875
Adj. R-squared	0.584899	0.028816	0.426574	0.027327	0.321692
Sum sq. resids	0.015236	2.069471	25.83707	0.129926	0.211316
S.E. equation	0.024207	0.282126	0.996862	0.070690	0.090153
F-statistic	8.514940	1.158245	4.967491	1.149837	3.529373
Log likelihood	79.90525	-1.132935	-42.78747	44.54050	36.51504
Akaike AIC	-4.418500	0.492905	3.017422	-2.275182	-1.788790
Schwarz SC	-4.101059	0.810346	3.334863	-1.957741	-1.471349
Mean dependent	-4.04E-05	-0.006607	0.039442	-0.002617	-0.000975
S.D. dependent	0.037572	0.286281	1.316426	0.071677	0.109463
Determinant resid covariance (dof adj.)		8.41E-10			
Determinant resid covariance		2.55E-10			
Log likelihood		130.3349			
Akaike information criterion		-5.474842			
Schwarz criterion		-3.660893			

Annexe 16 : Correlogrames 2^{eme} modèle



Correlograme PxP

Correlograme VAHH



Correlograme Dep

Annexe 17 : VAR 2^{ème} modèle

Vector Autoregression Estimates				
Sample (adjusted): 1982 2015				
Included observations: 34 after adjustments				
Standard errors in () & t-statistics in []				
	D(VAHH)	D(PXP)	D(DEP)	D(CUS)
D(VAHH(-1))	-0.304263 (0.15696) [-1.93853]	0.086013 (0.34520) [0.24917]	0.024901 (0.17060) [0.14596]	0.019288 (0.04072) [0.47366]
D(PXP(-1))	-0.270789 (0.10149) [-2.66818]	-0.042606 (0.22321) [-0.19088]	0.113028 (0.11031) [1.02463]	-0.005431 (0.02633) [-0.20627]
D(DEP(-1))	-0.342708 (0.18631) [-1.83945]	-0.533539 (0.40976) [-1.30208]	0.037105 (0.20251) [0.18323]	0.064128 (0.04834) [1.32668]
D(CUS(-1))	1.025978 (0.69517) [1.47586]	1.415360 (1.52892) [0.92572]	-0.290211 (0.75560) [-0.38408]	0.284890 (0.18036) [1.57957]
C	0.018084 (0.02808) [0.64396]	-0.038414 (0.06176) [-0.62194]	0.041700 (0.03052) [1.36612]	0.015314 (0.00729) [2.10182]
R-squared	0.434257	0.066685	0.051287	0.212841
Adj. R-squared	0.356223	-0.062048	-0.079570	0.104267
Sum sq. resids	0.451746	2.185151	0.533704	0.030408
S.E. equation	0.124810	0.274500	0.135660	0.032381
F-statistic	5.565005	0.518009	0.391930	1.960337
Log likelihood	25.21303	-1.584424	22.37877	71.08612
Akaike AIC	-1.189002	0.387319	-1.022280	-3.887419
Schwarz SC	-0.964537	0.611784	-0.797816	-3.662954
Mean dependent	0.025232	-0.017315	0.035546	0.026306
S.D. dependent	0.155554	0.266360	0.130565	0.034214
Determinant resid covariance (dof adj.)		1.22E-08		
Determinant resid covariance		6.48E-09		
Log likelihood		127.5441		
Akaike information criterion		-6.326122		
Schwarz criterion		-5.428262		

Annexe 18 : VECM 2^{ème} modèle

Vector Error Correction Estimates				
Sample (adjusted): 1983 2015				
Included observations: 33 after adjustments				
Standard errors in () & t-statistics in []				
Cointegrating Eq:	CointEq1			
D(VAHH(-1))	1.000000			
D(PXP(-1))	0.224194			
	(0.05552)			
	[4.03840]			
D(DEP(-1))	0.491174			
	(0.10960)			
	[4.48146]			
D(CUS(-1))	-2.133927			
	(0.34871)			
	[-6.11954]			
C	0.013027			
Error Correction:	D(VAHH,2)	D(PXP,2)	D(DEP,2)	D(CUS,2)
CointEq1	-1.555874	-0.684584	0.245590	0.177261
	(0.26393)	(0.61051)	(0.34918)	(0.06103)
	[-5.89503]	[-1.12134]	[0.70333]	[2.90464]
D(VAHH(-1),2)	0.072430	0.631893	-0.075772	-0.017480
	(0.13907)	(0.32169)	(0.18399)	(0.03216)
	[0.52081]	[1.96427]	[-0.41182]	[-0.54359]
D(PXP(-1),2)	0.126055	-0.463801	0.012585	-0.088405
	(0.10017)	(0.23171)	(0.13253)	(0.02316)
	[1.25841]	[-2.00166]	[0.09496]	[-3.81683]
D(DEP(-1),2)	0.314084	-0.450991	-0.490837	-0.027839
	(0.17055)	(0.39451)	(0.22564)	(0.03944)
	[1.84160]	[-1.14318]	[-2.17533]	[-0.70594]
D(CUS(-1),2)	-1.395227	1.573651	-0.857245	-0.156728
	(0.70927)	(1.64064)	(0.93836)	(0.16400)
	[-1.96714]	[0.95917]	[-0.91355]	[-0.95566]
C	-0.001820	-0.013991	-0.004508	-0.000254
	(0.02260)	(0.05229)	(0.02990)	(0.00523)
	[-0.08050]	[-0.26758]	[-0.15076]	[-0.04869]
R-squared	0.803933	0.442176	0.288482	0.462013
Adj. R-squared	0.767625	0.338875	0.156719	0.362386
Sum sq. resids	0.454562	2.432182	0.795637	0.024303
S.E. equation	0.129752	0.300135	0.171663	0.030002
F-statistic	22.14164	4.280465	2.189404	4.637419
Log likelihood	23.87636	-3.797612	14.63950	72.20056
Akaike AIC	-1.083416	0.593795	-0.523606	-4.012155
Schwarz SC	-0.811324	0.865887	-0.251514	-3.740063
Mean dependent	-0.000414	-0.015114	-0.002526	-4.04E-05
S.D. dependent	0.269165	0.369126	0.186935	0.037572
Determinant resid covariance (dof adj.)		1.33E-08		
Determinant resid covariance		5.94E-09		
Log likelihood		125.2380		
Akaike information criterion		-5.893210		
Schwarz criterion		-4.623446		

Résumé :

Des réformes financières ont été menées en Algérie depuis le début des années 1990. Elles ont eu pour but de moderniser l'économie algérienne. Les apports de la loi de finance 2017 tendent vers cette logique dans le cadre de la relance économique, elle a comme principale mesure l'augmentation de la TVA de 2%.

Cette étude consiste d'analyser les apports de cette dernière afin de déterminer et évaluer ses conséquences sur la croissance économique.

Les premiers résultats de notre recherche montrent que le pays est quasi dépendant des hydrocarbures. La marge de la fiscalité (TVA) est très réduite soit dans le budget soit dans le PIB, ce qui induit à un freinage de l'économie dans son ensemble suite à la nouvelle réforme 2017.

Après la modélisation par VAR et VECM, les résultats démontrent que la TVA n'a pas d'effet sur la valeur ajoutée hors hydrocarbure dans le court terme et conduit à un freinage dans le long terme.

Mots clé : TVA, Valeur ajoutée hors hydrocarbure, Loi de finance 2017, Algérie.

Summary

Financial reforms have been brought to Algeria since the beginning of the 1990s. Their aim was to modernize the Algerian economy. The contributions of the law of finance 2017 tend towards this logic of reform in the context of the economic recovery. It has as main measure the increase in VAT of 2%.

This study consists of analyzing the latter's contributions in order to determine and evaluate its consequences on economic growth.

The first results of our research show that the country is quasi-dependent on hydrocarbons, and the margin of taxation (VAT) is very small either in budget or in GDP, which leads to a slowdown of the economy as a whole follows the new reform 2017.

After VAR and VECM modeling, the results show that the VAT does not have an effect on the added value except hydrocarbon in the short term and leads to a braking in the long term.

Keywords : VAT, added value except hydrocarbon, Law of finance 2017, Algeria

ملخص

قادت الجزائر عدت إصلاحات من أوائل عام 1990 هدفها تحسين الاقتصاد الجزائري، وساهم قانون المالية 2017 في هذا المجال في جعل اقتصاد البلاد أحسن و من اهم هاته الإصلاحات رفع الضريبة على القيمة المضافة بنسبة 2 % .

يهدف هذا البحث الى دراسة مساهمة هذه القوانين الجديدة لتحديد وتقييم أثرها على النمو الاقتصادي.

تظهر النتائج الأولى لأبحاثنا أن البلاد لديها قاعدة رئيسية مرتبطة بالنفط والغاز، الأمر الذي يسبب مشكلة للقطاعات الأخرى من الناتج المحلي الإجمالي، والضرائب غير النفطية لها هامش بسيط لتكوين اقتصاد مستقر.

بعد الدراسة القياسية باستخدام نموذج الانحدار الذاتي (VAR) لتحديد العلاقة السببية بين الضرائب و النمو الاقتصادي اظهرت النتائج ان تغيرات الضرائب المرتبطة بالقيم المضافة على المدى القريب لا يمس أي شيء بالنمو الاقتصادي و أما على المدى البعيد فله اثر سلبي.

كلمات دلالية : الضريبة على القيمة المضافة ، القيمة المضافة من غير النفط، قانون المالية 2017، الجزائر.